INSTITUT DE L'ELEVAGE idele

TENDANCES LAIT VIANDE

LES MARCHÉS DES PRODUITS DE L'ÉLEVAGE DE RUMINANTS | N° 380 - FÉVRIER 2026

Retrouvez "Tendances lait viandes", ses vidéos, ses documents, ses liens, ses rendez-vous sur mobile et PC : www.tendances-lait-viande.fr

Sommaire du numéro 380

Viandes bovines
Gros bovins
France
- Le commerce extérieur français de viande bovine a résisté en 2025
- Abattages de gros bovins dynamiques en début d'année

Jeunes bovins
Europe
- Les prix des JB suivent des dynamiques divergentes au sein de l'UE

Femelles
Europe
- Les abattages de vaches en fort repli en UE

Maigre
- Hausse des cours pour les broutards légers, baisse pour les lourds

Veaux de boucherie
- Manque d'offre dans toute l'Europe

Veaux laitiers
- Cours en forte progression

Lait de vache
Collecte laitière
- La production laitière mondiale toujours haussière
- Un redressement de la collecte sous tension

Commerce extérieur
- Rebond des exportations depuis l'UE
- Un excédent laitier sous tension face à la hausse des importations

Marché des produits laitiers
- Des cotations qui restent déprimées

Viande ovine
France
- Un approvisionnement en agneaux restreint début 2026

UE et monde
- Regain des abattages d'agneaux irlandais

Lait de chèvre et viande
Lait de chèvre
- Production et consommation au rendez-vous début 2026

Prix du lait de chèvre

- Le prix du lait de chèvre affiche une légère hausse en 2025

Dossier annuel Bovins viande Année 2025 – Perspectives 2026

Dynamiques contrastées

Dernière révision le 21 février 2026

Viandes bovines » Gros bovins » France »

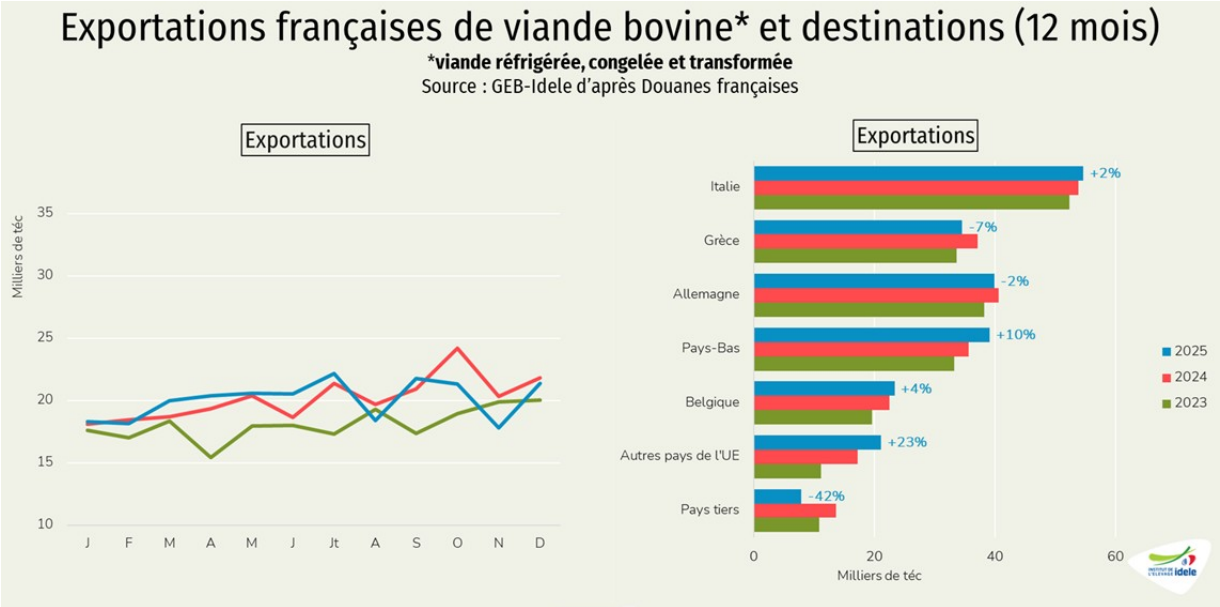
Le commerce extérieur français de viande bovine a résisté en 2025

Dernière révision le 23 février 2026

Les exportations comme les importations de viande bovine se sont presque maintenues en 2025, portée par des besoins en viande à la fois en UE (export) et en France (import), du fait du recul de la production domestique.

L'export de viande bovine soutenu en 2025

Sur l'ensemble de l'année 2025, 241 000 téc de viande bovine ont été exportées, soit une érosion de 1% /2024 (-1 000 téc) alors même que la production de viande de jeunes bovins a reculé de 5% (-15 000 téc) en 2025. Les besoins sont restés importants dans des Etats membres en manque de viande (Italie, Espagne, Portugal). Les mois d'exportation dynamiques de mars à juillet correspondent à la période où les jeunes bovins français étaient plus compétitifs que certains de leurs voisins. Ils ont été en partie effacés par les mois de recul à partir d'août, à la suite de la hausse des prix en France et de l'essoufflement de la demande en Europe.



Sur l'ensemble de l'année 2025, les expéditions françaises de viande ont progressé vers :

- **l'Italie (+2% /2024,** +800 téc à 55 000 téc), bien qu'elles soient ralenties depuis septembre,
- **les Pays-Bas (+10%,** +3 500 téc) à 39 000 téc, notamment du fait de la hausse de nos imports depuis le Royaume-Uni (+2 000 téc) dont une part est réexportée vers les Pays-Bas,
- **la Belgique (+4%,** à 23 000 téc), **l'Espagne (+30%) à 6 000 téc, et le Portugal (+23%) à 5 500 téc,** en manque de bovins du fait du recul de leur cheptel,

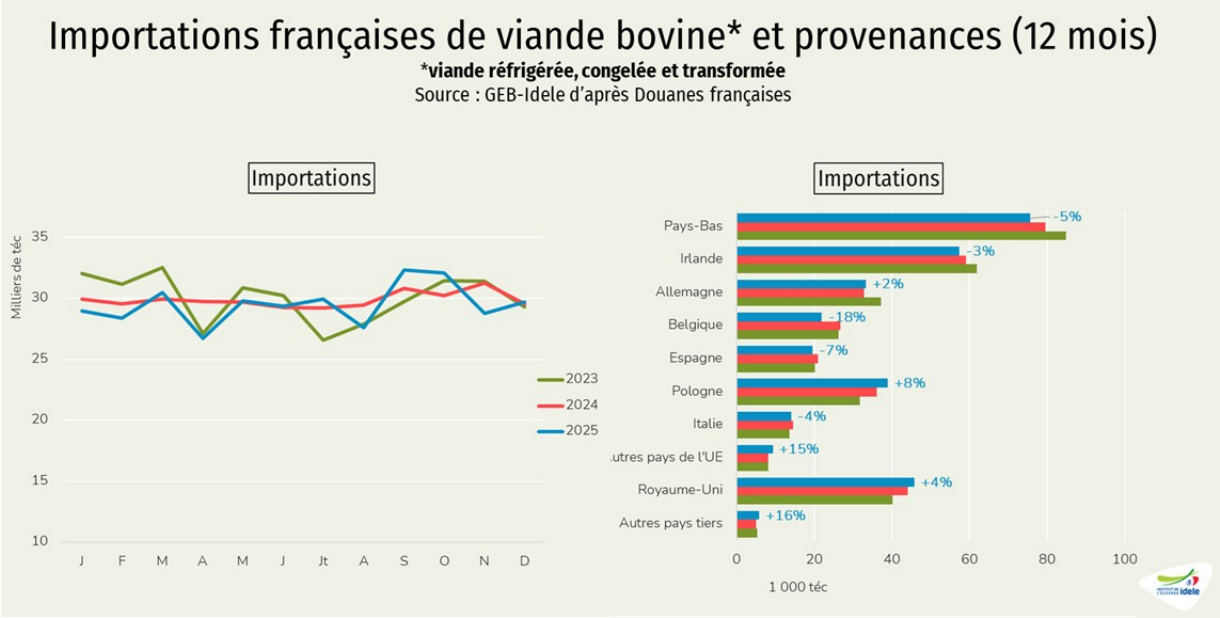
Ils ont reculé vers :

- **l'Allemagne (modestement** de 2% /2024 ou -700 téc) à 40 000 téc
- **la Grèce (-7%** ou -2 500 téc) à 35 000 téc, touchée au 2e semestre par une inflation moyenne de 21% sur le bœuf,
- **et vers les pays tiers (-42%,** à 8 000 téc). Aucun envoi de viande n'a été réalisé vers la Turquie en 2025 selon les douanes françaises. L'essentiel des volumes a été expédié vers le Royaume-Uni et la Suisse. Environ 400 téc ont été envoyées en Tunisie.

Attention, les échanges sont affectés par des flux « parasites » avec le Royaume-Uni et les Pays-Bas depuis la mise en œuvre du Brexit. Des opérateurs britanniques font dédouaner des viandes britanniques en France avant réexportation vers les Pays-Bas. Ces flux ne sont pas retranchés des chiffres ci-dessus.

Les importations de viande se sont presque maintenues

En cumul sur l'ensemble de l'année 2025, les volumes importés ont reflué de 1% /2024 (-4 500 téc) à 354 000 téc.



Dans le détail en 2025, nos importations ont progressé depuis :

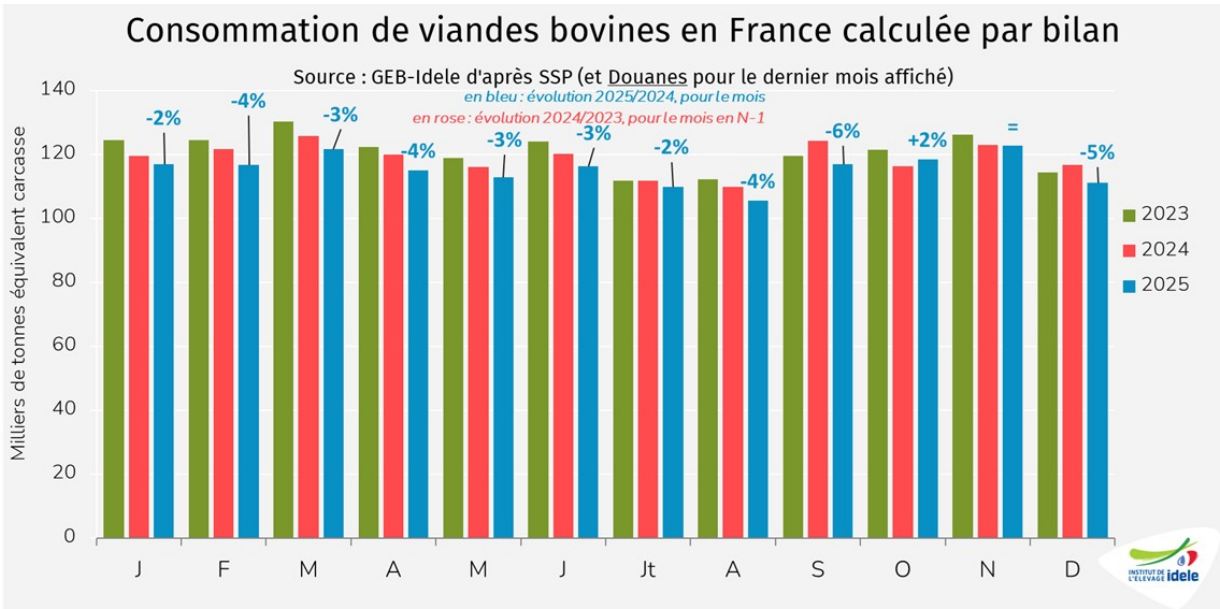
- **la Pologne (+8%** /2024 ou +3 000 téc) à 39 000 téc, origine bon marché,
- **le Royaume-Uni (+4%**, +2 000 téc) à 46 000 téc, dont une partie est réexportée vers les Pays-Bas,
- **et d'autres pays tiers (+16%,** +800 téc, à 6 000 téc), principalement du Mercosur pour 5 500 téc (à +16% /2024).

Nos importations depuis la plupart des États membres ont reculé du fait du manque de disponibilités en UE :

- **-5% /2024 depuis les Pays-Bas,** notre principal fournisseur, à 76 000 téc, du fait du recul des abattages de veaux aux Pays-Bas (-13% en téc, voir notre article sur les veaux de boucherie).
- **-3% depuis l'Irlande,** à 57 000 téc, en lien avec la forte baisse de 20% des abattages de vaches sur l'île en 2025,
- **-4% depuis l'Italie,** à 14 000 téc,
- **-7% depuis l'Espagne,** à 19 000 téc,
- **-18% depuis la Belgique,** à 22 000 téc.

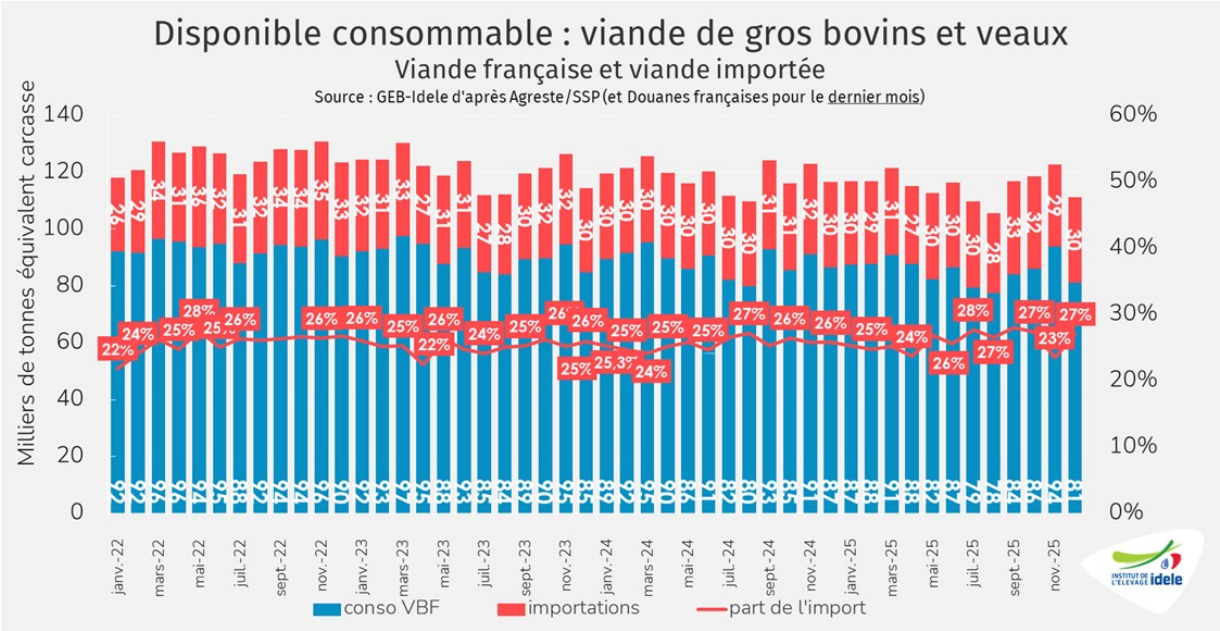
Le disponible consommable de viande bovine reculait en décembre

En décembre, la consommation par bilan de viande bovine et de veau a reculé de 5% comparé à décembre 2024. **Au global sur l'ensemble de l'année 2025, la consommation calculée par bilan a reculé de 2,8% comparée à 2024,** contre -1,7% seulement en 2024. Cette baisse de la consommation s'explique avant tout par le recul des abattages en France et en Europe.



Attention toutefois, ce calcul ne tient pas compte des éventuelles variations de stocks qui peuvent influer sur les volumes d'un mois sur l'autre ou sur de plus longues périodes.

La part d'import dans la consommation se situait en décembre à 27%, du fait d'imports équivalents à ceux de décembre 2024 avec une production en recul. **En cumul depuis le début de l'année, la part d'import dans la consommation est de 26%, comme en 2024.**



Par ailleurs, depuis le Brexit début 2021, les statistiques douanières sont perturbées par la nouvelle organisation des opérateurs. En effet, plusieurs exportateurs britanniques font dédouaner leurs viandes en France avant de les réexpédier vers les Pays-Bas afin de faciliter les procédures de dédouanement. Ces effets ne sont pas déduits ici.

En janvier, l'inflation sur l'alimentaire frais a accéléré

En janvier selon l'INSEE, l'inflation générale serait de 0,3% seulement sur un an (contre 0,8% un mois plus tôt). Ce ralentissement de l'inflation est lié à la baisse de prix des produits manufacturés, notamment habillement et chaussures, avec plus de jours de soldes en janvier 2026 qu'en 2025. La hausse des prix des services de santé ralentirait car la hausse des tarifs des médecins est contenue et les prix de l'énergie continueraient de reculer (-7,8% sur un an). **Mais la hausse sur les produits alimentaires accélère un peu : +1,9% en janvier sur un an, contre +1,7% un mois plus tôt,** notamment du fait de la hausse sur les produits frais (+1,4% sur un an, contre -0,4% le mois précédent) tandis que l'épicerie progresserait de 2% sur un an, comme un mois plus tôt. L'inflation sur le bœuf en janvier n'est pas encore connue.

Viandes bovines » Gros bovins » France »

Abattages de gros bovins dynamiques en début d'année

Dernière révision le 23 février 2026

La hausse des sorties de jeunes bovins, de bœufs et de vaches laitières compense le recul des abattages de femelles allaitantes sur les premières semaines de l'année. Les carcasses s'alourdissent pour profiter des prix qui demeurent orientés à la hausse pour l'ensemble des catégories.

Abattages stables en têtes, poids carcasse en hausse

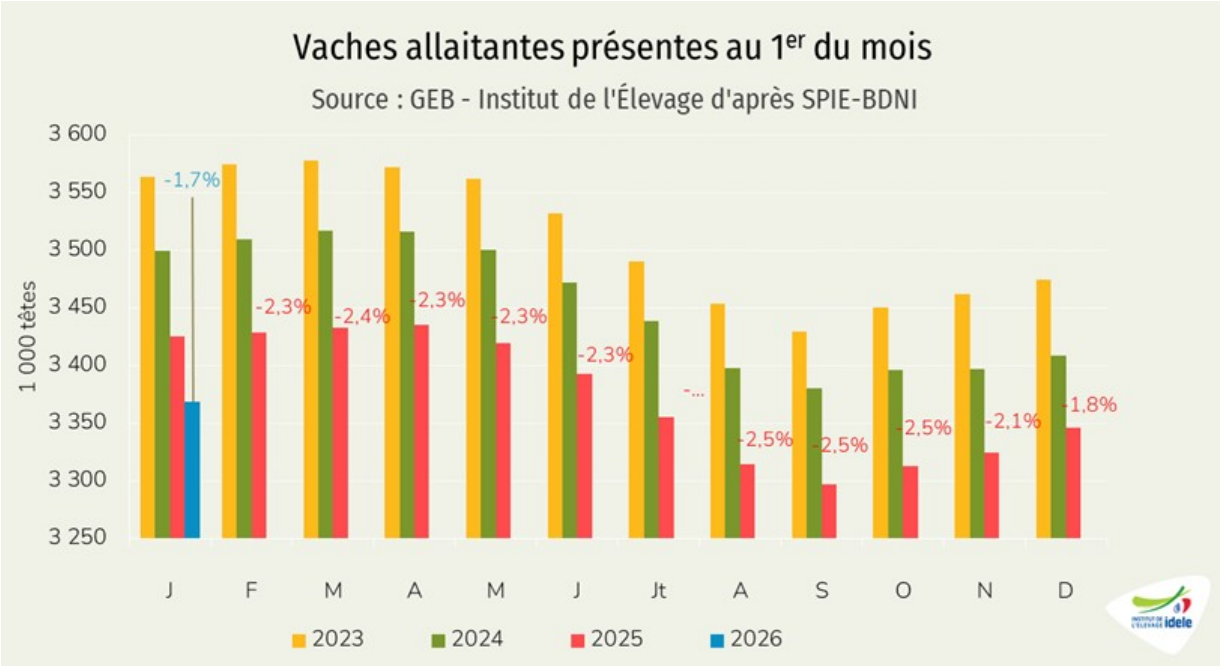
D'après l'indicateur hebdomadaire de Normabev, **les abattages de gros bovins sur les sept premières semaines de l'année étaient stables d'un an sur l'autre en têtes et en hausse de 1,8% en tonnage**, du fait de l'**alourdissement** des carcasses. Les bons prix de la viande et le faible prix de l'aliment incitent en effet à bien finir les animaux.

Dans le détail :

- Les **jeunes bovins de type viande** affichaient une **progression** de 4,8% en têtes et de 6,8% en tonnages.
- Les **jeunes bovins de types lait** étaient moins nombreux en têtes (-1%), mais enregistraient des tonnages en hausse (+0,8%).
- Les sorties de **bœufs** avaient bondi de 12,3%, et leurs tonnages de 13,6%.
- Les **vaches laitières** montraient une progression de 1,6% en tête et 3% en tonnage.
- A l'inverse, les abattages de **vaches allaitantes** reculaient de près de 7% en tête mais de seulement 4,7% en tonnage
- Et ceux de **génisses de type viande** reculaient de près de 2% en tête, affichant une stabilité en tonnage.

Ralentissement de la décapitalisation

La baisse des abattages de femelles de type viande montre que le mouvement de décapitalisation pourrait continuer à ralentir.

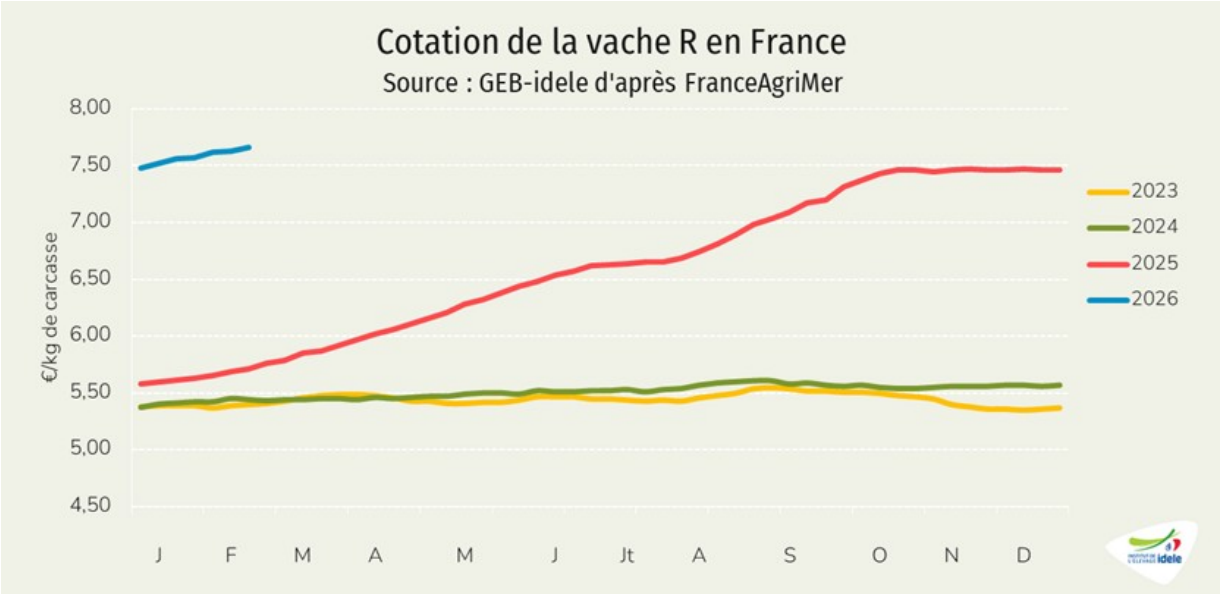


Au 1er janvier, la ferme France comptait **3,369 millions de vaches allaitantes, soit -1,7% /2025**. Le rythme annuel de baisse a donc diminué par rapport à celui enregistré l'été dernier (-2,5% en août et septembre).

Les cotations des vaches toujours en hausse

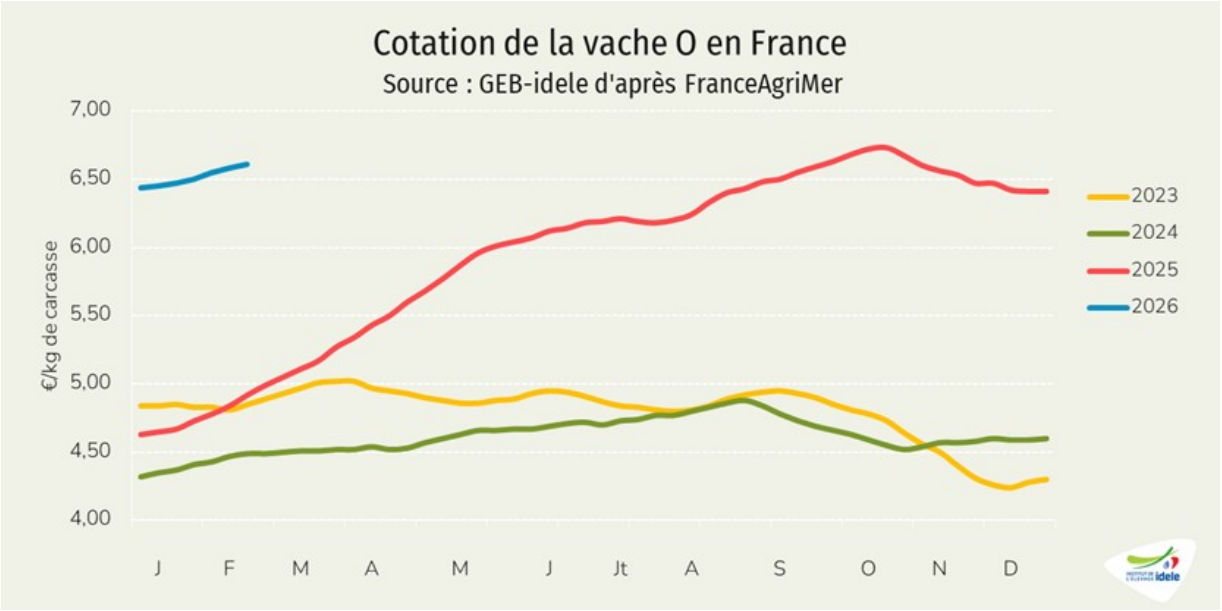
Qu'elles soient laitières ou allaitantes, les vaches de réforme voient les cours continuer de progresser.

En type viande, la hausse des cours répond à la **baisse de l'offre**, qui découle du recul du cheptel et de la rétention actuelle encouragée par la hausse des revenus.



La cotation de **la vache R a gagné 18 centimes** depuis le début de l'année **pour grimper à 7,66 €/kg** de carcasse en semaine 7 (+34% /2025). Celle de **la vache U standard a atteint 8,00 €/kg** la même semaine (+31% /2025 et +17 centimes depuis le début de l'année).

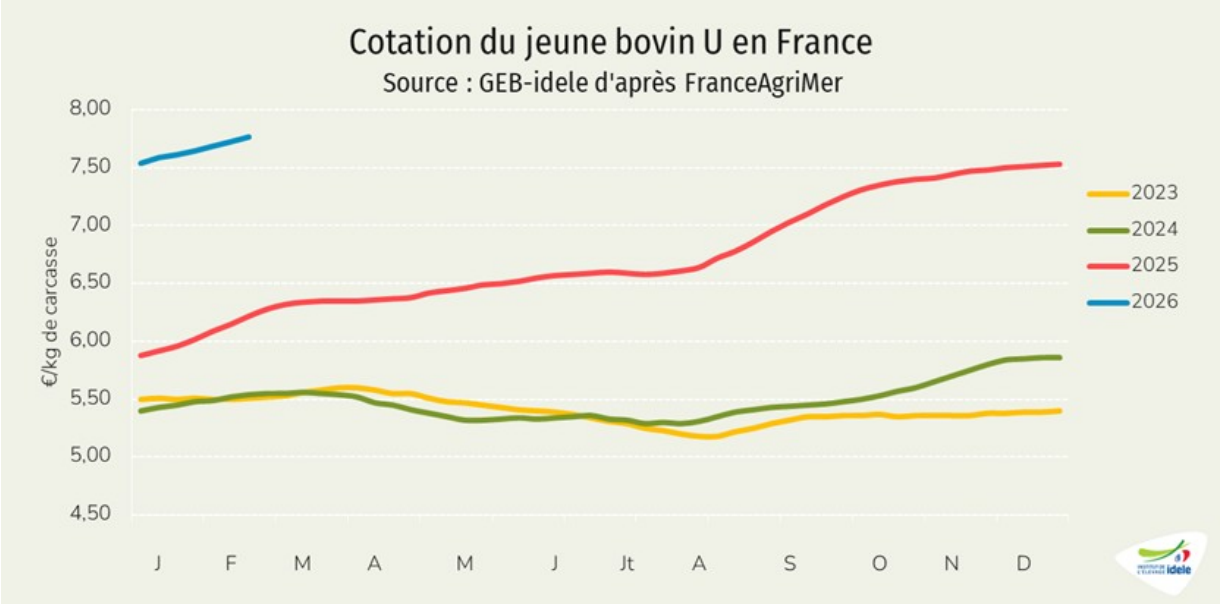
Le retournement de la conjoncture laitière ne conduit pas à un afflux de réformes. Certes les vaches laitières sont un peu plus nombreuses à l'abattoir (+1,6% /2025 sur les sept premières semaines de l'année), mais la hausse est modeste compte tenu du **recul marqué du cheptel** . Au 1er janvier, le cheptel laitier accusait en effet une **baisse de 2,6% sur un an**. Ainsi, les prix des laitières continuent eux aussi leur progression, entraînés par ceux des allaitantes.



En semaine 7, **la vache O cotait 6,61 €/kg** de carcasse (+34% /2025 et +17 centimes depuis la semaine 1). **La vaches P cotait 6,31 €/kg** de carcasse (+36% /2025 et +21 centimes depuis la semaine 1).

Hausse des cours des jeunes bovins

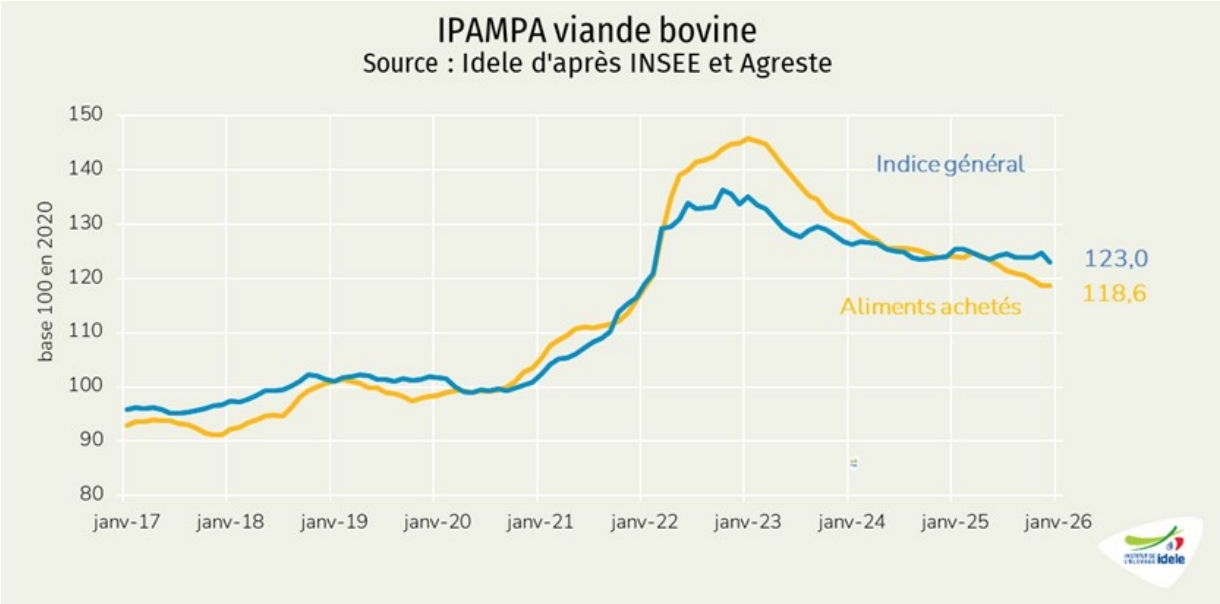
Les cotations des jeunes bovins finis poursuivent leur progression. Le marché européen reste dynamique. Certes, les prix ont amorcé une baisse en Italie et en Allemagne, mais les prix espagnols sont repartis à la hausse avec le début du ramadan et les ventes de carcasses vers le Maghreb (voir notre article sur les jeunes bovins en Europe).



La cotation du **jeune bovin U** a gagné 22 centimes sur les sept premières semaines de l'année pour atteindre 7,76 €/kg de carcasse (+25% /2025). Celle du **jeune bovin R** a atteint 7,57 €/kg en semaine 7 (+26% /2025) et celle du **jeune bovin O** 6,91 €/kg (+35% /2025).

L'IPAMPA relativement stable

L'IPAMPA viande bovine (indice des prix d'achat des moyens de production agricoles) **évolue peu depuis plusieurs mois**. En décembre, il était à l'indice 123,8 (-0,9%/ décembre 2024). Les baisses du prix de l'aliment (-4,3%) et de l'énergie (-12,6%) étaient partiellement compensées par la hausse du prix des engrais (+12,2%).



À noter, l'IPAMPA ne couvre pas l'ensemble des charges des exploitations. D'autres charges comme les coûts salariaux ou les coûts des travaux par tiers, qui ne sont pas prises en compte dans l'IPAMPA, restent en hausse par rapport à 2024.

Viandes bovines » Jeunes bovins » Europe »

Les prix des JB suivent des dynamiques divergentes au sein de l'UE

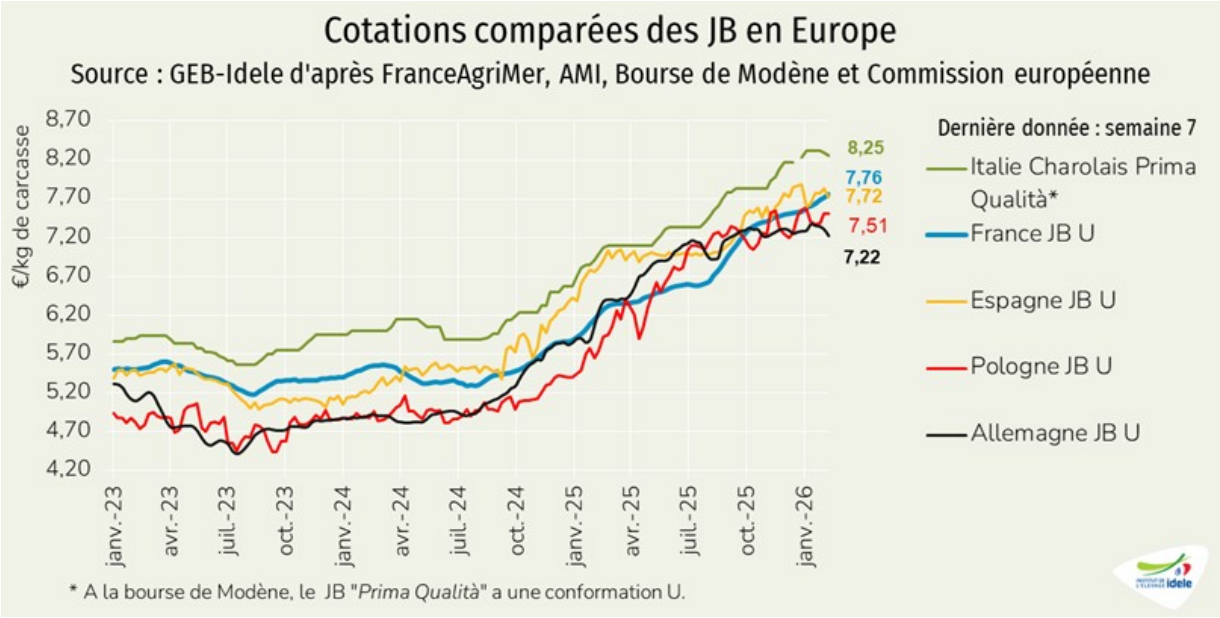
Dernière révision le 23 février 2026

Les prix des jeunes bovins finis sont sous pression en Allemagne et amorcent une baisse en Italie. A l'inverse, ils se tiennent bien en Pologne et en Espagne et continuent leur progression en France.

Baisse saisonnière amorcée en Allemagne et en Italie

Une offre un peu plus importante en **Allemagne** a conduit à un **relâchement des prix** des jeunes bovins finis, d'autant que les vaches de réforme sont elles aussi un peu plus nombreuses (voir notre article sur les vaches en Europe). Les prix amorcent une **légère baisse en Italie** également, les opérateurs remontant une concurrence plus forte des viandes européennes sur leur marché, alors qu'elles y étaient quasiment absentes jusqu'à présent faute d'offre.

A noter qu'**une baisse des cours des jeunes bovins en Europe est habituelle à cette saison**, la demande étant plus calme après les fêtes de fin d'année. Les prix restent en outre à des niveaux historiquement élevés.



En **Allemagne**, la cotation du jeune bovin U a perdu 15 centimes entre mi-janvier et mi-février, se réajustant à 7,22 €/kg en semaine 7 (+15% /2025).

En **Italie**, la cotation du mâles charolais *Prima Qualità* sur la bourse de Modène a perdu 7 centimes/kg de carcasse en deux semaines, à 8,25 €/kg en semaine 7 (+18% /2025). Les femelles charolaises enregistraient une baisse similaire. En revanche les cotations mâles et femelles de race limousine restaient stables.

En **Espagne**, l'approche du ramadan (débuté le 17 février) a soutenu les prix jusqu'à la semaine 6, avant un réajustement en semaine 7. En effet, l'Algérie et le Maroc restent acheteurs de carcasses espagnoles, même s'ils se sont tournés vers le Brésil pour l'achat de vif. La cotation du JB U se situait à 7,72 €/kg de carcasse en semaine 7 (+13% /2025).

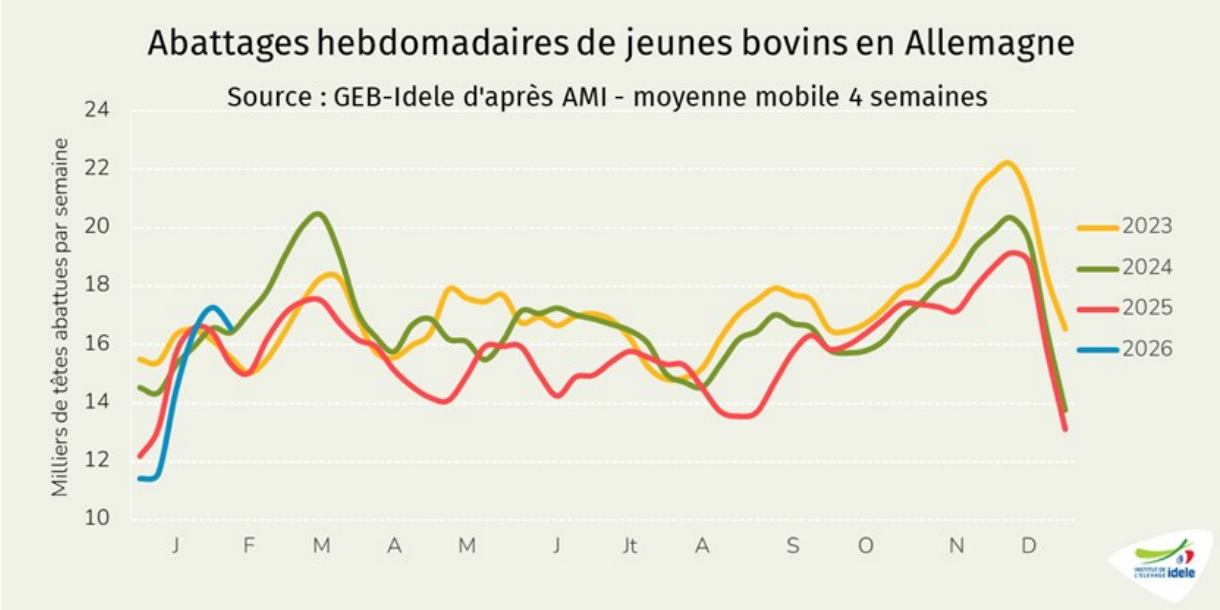
En **Pologne**, les prix se tiennent. Ils affichent des valeurs supérieures aux niveaux allemands, à 7,51 € /kg pour le jeune bovin U en semaine 7 (+31% /2025)et à 7,65 €/kg pour le JB R.

En **France** les cotations des JB restent orientées à la hausse, comme l'ensemble des catégories de bovins. La cotation française du JB U atteignait 7,76 €/kg en semaine 7 (+25% /2025).

Rebond des sorties de jeunes bovins en Allemagne

En **Allemagne**, les sorties de jeunes bovins ont été **particulièrement faibles en 2025** en raison notamment de la baisse marquée des naissances de veaux en 2024. D'après Eurostat, les abattages de jeunes bovins cumulés sur les onze premiers mois de l'année 2025 avaient affiché une **baisse de 8% /2024**.

Récemment, **les sorties de taurillons ont retrouvé du dynamisme**, ce qui a détendu le marché.



Sur les semaines 4 à 7, le nombre de jeunes bovins abattus en Allemagne était en hausse de 8% par rapport à 2025.

Viandes bovines » Femelles » Europe »

Les abattages de vaches en fort repli en UE

Dernière révision le 23 février 2026

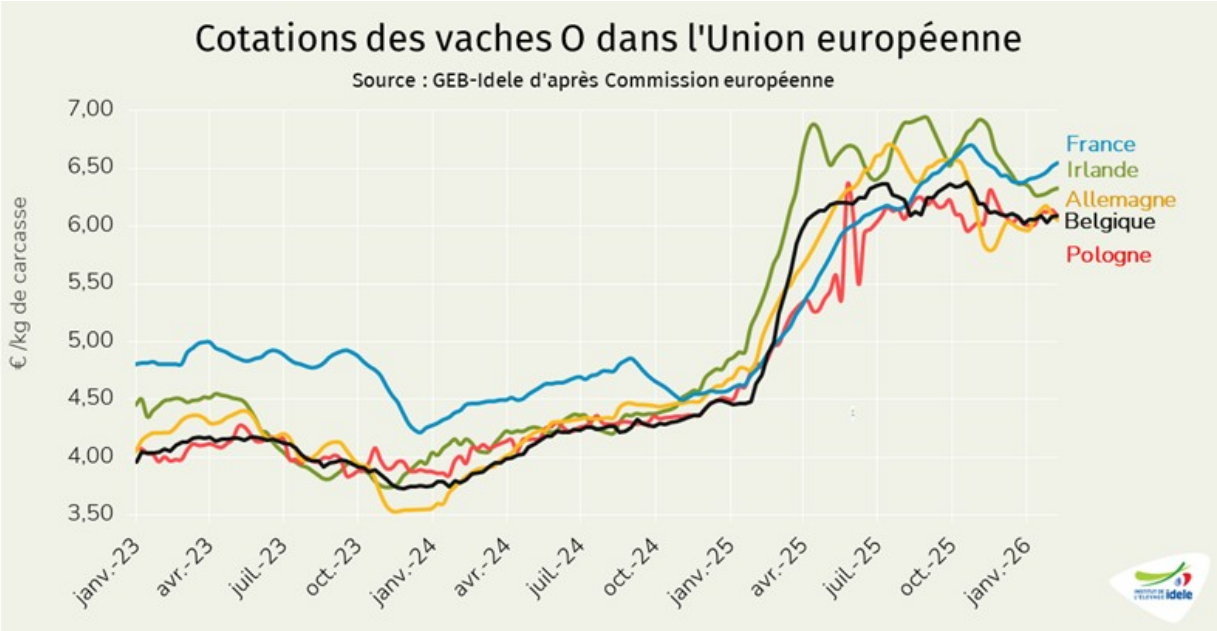
Les abattages de vaches ont reculé de 5,1% dans l'Union européenne sur les onze premiers mois de l'année 2025, ce qui a entraîné la hausse des cours de ces bovins, recherchés par les abatteurs pour faire tourner leurs outils et satisfaire la consommation domestique et l'export. Cette pénurie se poursuit en 2026 et soutient toujours les cours à niveau élevé.

Les abattages de vaches en baisse de 5% sur les 11 premiers mois de 2025

Selon Eurostat, les abattages de vaches sur les onze premiers mois de 2025 étaient en net recul, de 5,1% comparé à 2024, à 1,754 million de têtes, soit -94 000 têtes /2024. Ce recul important est dû à l'effritement des effectifs de vaches dans tous les États membres, notamment chez les grands détenteurs de cheptel : France, Allemagne, Espagne, Irlande, Italie et Pologne.

Les cours des réformes bien orientés en 2026

La faiblesse des abattages a entraîné les cotations à la hausse en 2025. Après une brève baisse saisonnière en fin d'année, les cours sont globalement repartis à la hausse début 2026. **Entre les semaines 3 et 6 de 2026, le cours moyen européen de la vache O a grimpé de 8 centimes.** L'Allemagne et quelques petits pays laitiers (Hongrie, Slovénie) ont cependant connu un recul de quelques centimes sur les vaches de réforme.

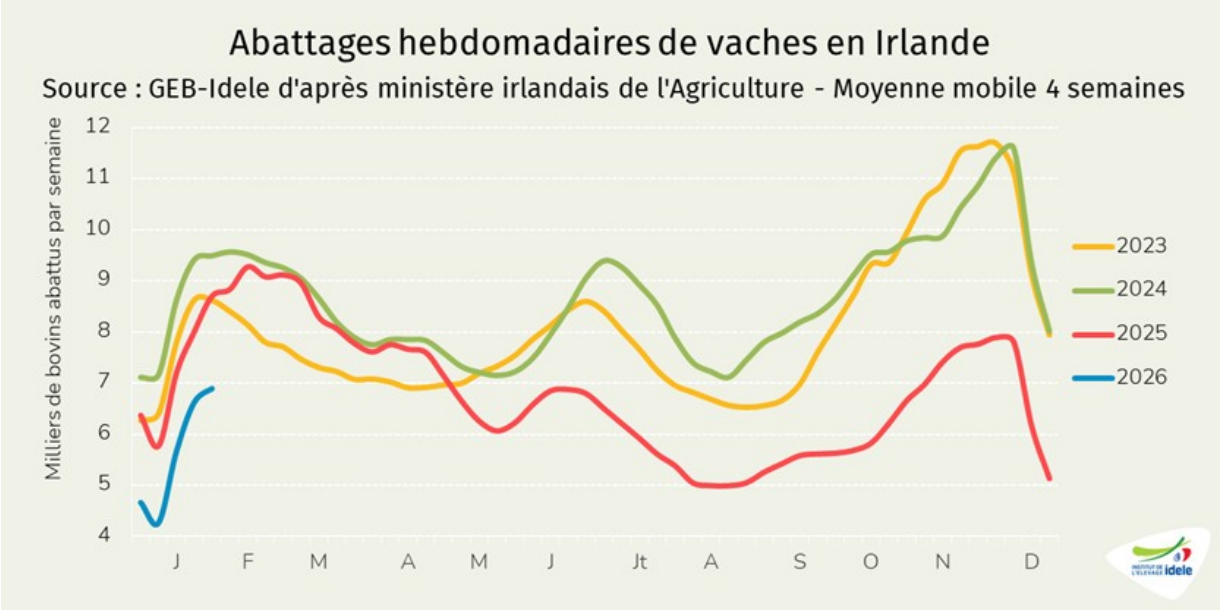


En semaine 6 de 2026, les cotations étaient les suivantes :

- 6,58 €/kg de carcasse pour la **cotation française** qui est passée devant l'irlandaise mi-décembre (+13 centimes en quatre semaines, +36% /2025),
- 6,32 €/kg de carcasse pour la **vache O irlandaise** (+6 cts en quatre semaines et encore +18% /2025),
- 6,09 €/kg de carcasse pour la **vache O belge** (+4 cts en quatre semaines et +29% /2025),
- 6,09 €/kg de carcasse pour la **vache O polonaise** (+7 cts en quatre semaines et encore +27% /2025).

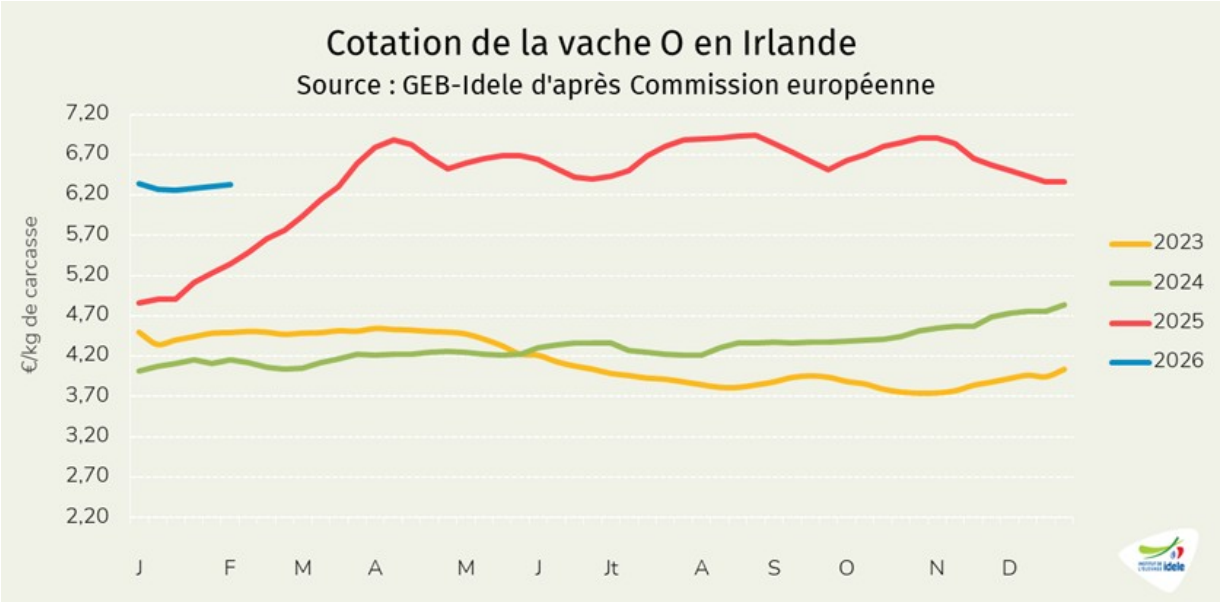
Irlande : toujours aussi peu de vaches à abattre

En **Irlande**, selon le ministère de l'Agriculture irlandais, **les réformes de vaches étaient particulièrement réduites en début d'année** malgré le recul du prix du lait sur l'île.



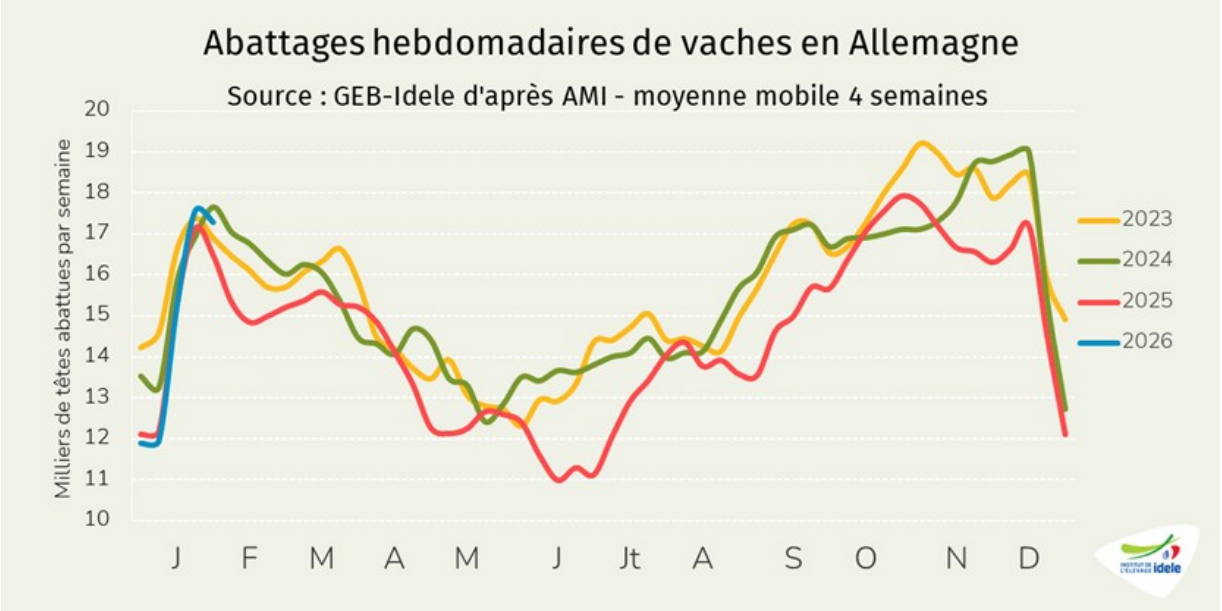
Entre les semaines 3 et 6, les abattages de vaches étaient en chute de 21% par rapport à 2025 et de 27% comparé à 2024.

Ce manque d'offre maintient les cours à un haut niveau. **La cotation de la vache O irlandaise a encore gagné 6 centimes** en quatre semaines, à 6,32 €/kg de carcasse en semaine 6 (+18% /2025 et +58%/2024).

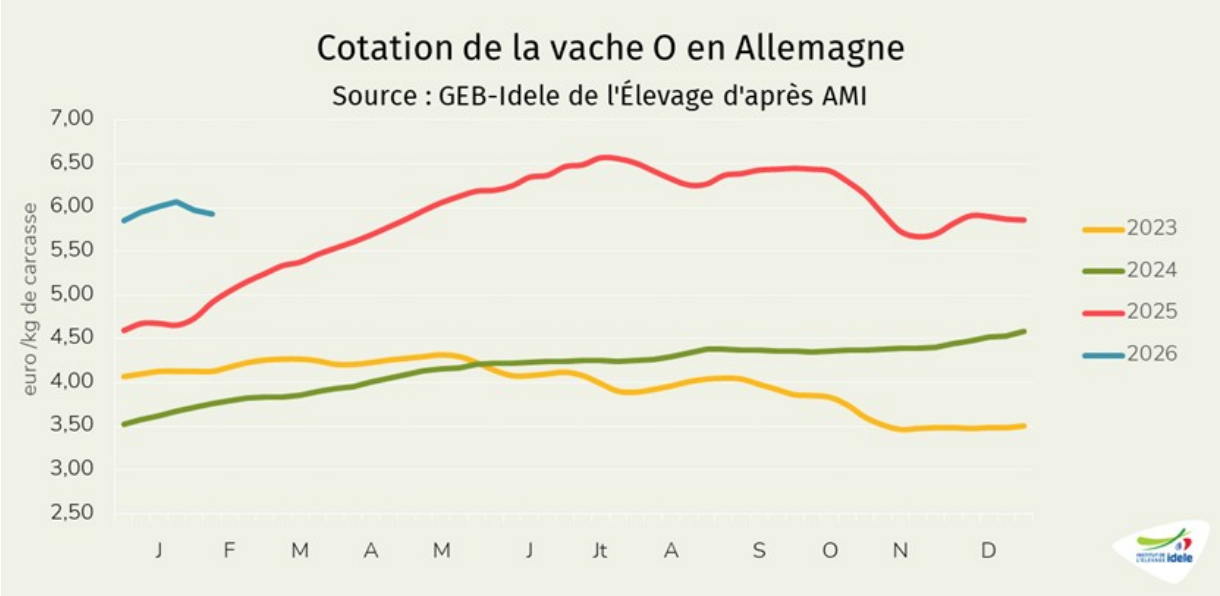


Allemagne : reprise des abattages sur fond de recul du prix du lait

En Allemagne, l'indicateur hebdomadaire d'AMI indique une accélération de 5% des abattages de vaches, principalement laitières, entre les semaines 3 et 6 de 2026, comparé à 2025, après une année complète de recul. Cette accélération des abattages s'explique par la baisse du prix du lait, liée à la hausse de la production laitière (voir notre article sur la collecte laitière dans différents pays).

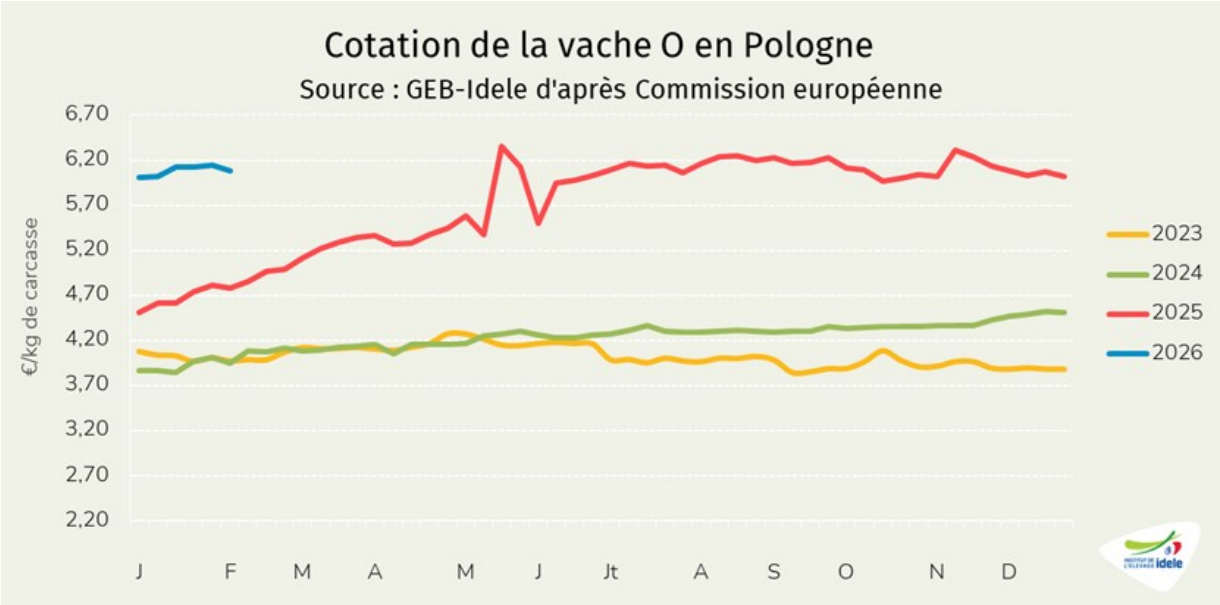


Cette reprise récente des abattages a fait reculer de 2 centimes le cours de la vache O en Allemagne selon AMI entre les semaines 3 et 6, à 5,93 €/kg de carcasse, un recul qui reste modeste. Le prix reste nettement au-dessus du niveau de 2025 (+21%) et de 2024 (+58%).



Pologne : le prix des réformes reste ferme

Le prix de la vache O polonaise est resté ferme ces dernières semaines, engrangeant 12 centimes durant la deuxième quinzaine de janvier, pour en perdre ensuite cinq. Au global, entre les semaines 3 et 6, le cours a pris 7 centimes, et s'établissait à 6,09 €/kg de carcasse (+27% /2025), au même niveau que la vache O belge.



Les abattages de vaches en Pologne étaient en recul de 10% sur les onze premiers mois de 2025, à 560 000 têtes abattues soit -60 000 têtes, pour une production de viande issue de cette catégorie de 160 000 téc. La production de viande de jeunes bovins et taureaux, nettement plus élevée que de vaches, se maintenaient sur la même période, à 317 000 téc (+1% /2024).

Viandes bovines » Maigre »

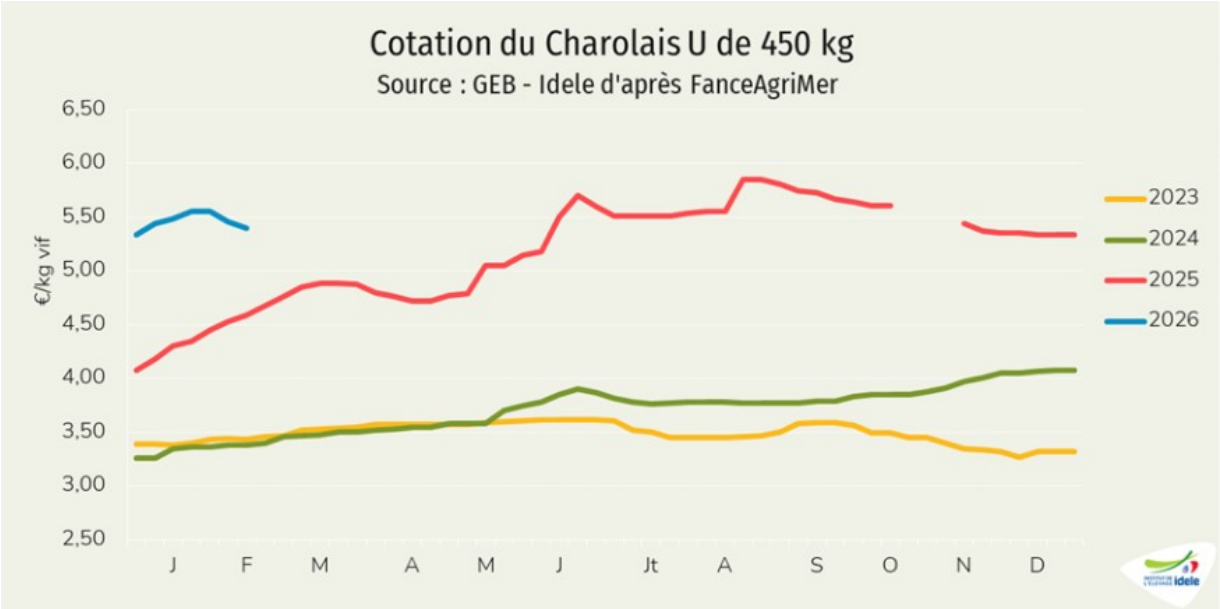
Hausse des cours pour les broutards légers, baisse pour les lourds

Dernière révision le 21 février 2026

L'offre limitée en broutards tire les cours à la hausse début 2026, sauf pour les Charolais lourds et les femelles charolaises qui diminuent. Les naissances dynamiques de l'automne 2025 ont en partie compensé la baisse de début d'année.

Cotations en baisse pour les charolais lourds et les femelles charolaises

Toutes les catégories de broutards poursuivaient leur hausse en début d'année, à l'exception des Charolais les plus lourds et des femelles charolaises qui ont connu une légère baisse en sur les deux dernières semaines. Ces animaux, appréciés des engraisseurs italiens, ont pu subir la pression de cotations en baisse pour les jeunes bovins en Italie (lien article JB).



En semaine 7, la majorité des cotations étaient ainsi orientées à la ausse :

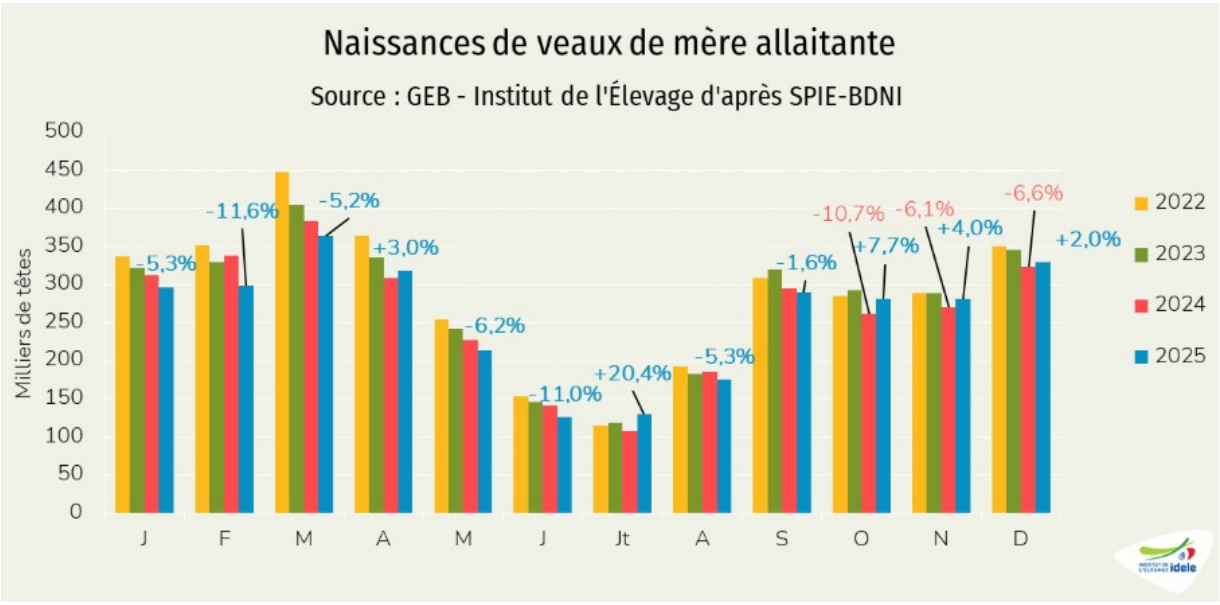
- les **Charolais U de 350 kg** cotaient 6,12 €/kg vif (+1,51 € /2025), en hausse de 9 centimes sur quatre semaines,
- les **Limousins E de 350 kg** atteignaient à 6,15 €/kg vif (+1,45 € /2025), en nette hausse de 25 centimes en quatre semaines,
- les **Croisés R de 300 kg** gagnaient 18 centimes en quatre semaines, à 6,30 €/kg vif (+2,02 € /2025),
- les **Limousines E de 270 kg** gagnaient 15 centimes en quatre semaines, à 5,80 €/kg vif (+1,40 € /2025).

À l'inverse, certaines catégories voyaient leurs cours r culer :

- Les **Charolais U de 450 kg** perdaient 9 centimes en quatre semaines, atteignant 5,46 €/kg vif (+51 cts € /2025), un niveau cependant toujours supérieur à leur première cotation de l'année,
- Les **Charolaises U de 270 kg** perdaient 8 centimes sur un mois, à 5,52 €/kg vif (+1,12 € /2025).

Naissances en baisse pour l'année 2025

Après un début d'année 2025 en recul, les naissances de veaux allaitants se sont redressées à l'automne 2025, sans toutefois compenser le premier semestre en baisse.

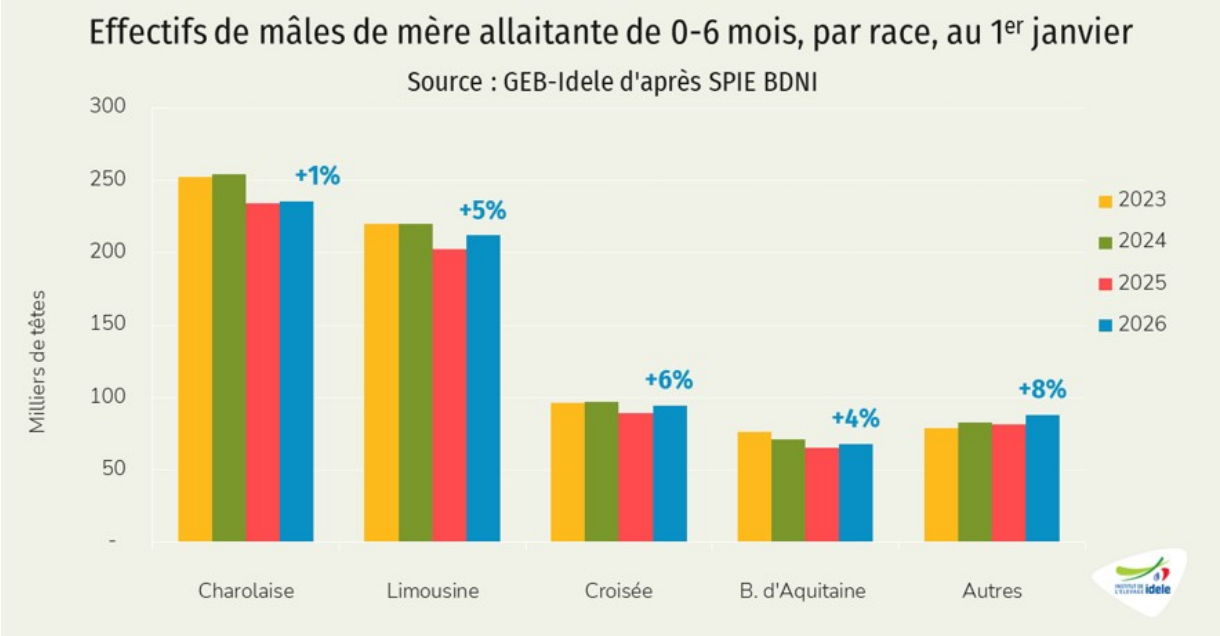


En **décembre**, **329 000 veaux sont nés de mère allaitante**, en hausse de 2% par rapport à 2025. Malgré tout, le cumul annuel était toujours en recul de 1,6%/2024 avec 3 105 000 veaux nés soit une baisse de 51 000 veaux. En **cumul sur le début de campagne** (juillet – décembre 2025), les naissances allaitantes progressaient de 3,1% /2024-2025, avec 1 488 000 veaux, mais toujours -3% par rapport à la campagne 2023-2024.

Disponibilités toujours renforcées en broutards jeunes

Les perturbations de la reproduction des femelles allaitantes jouent sur les effectifs de broutards. Ainsi, les naissances dynamiques de l'automne conduisent à un fort renforcement des effectifs de broutards de moins de six

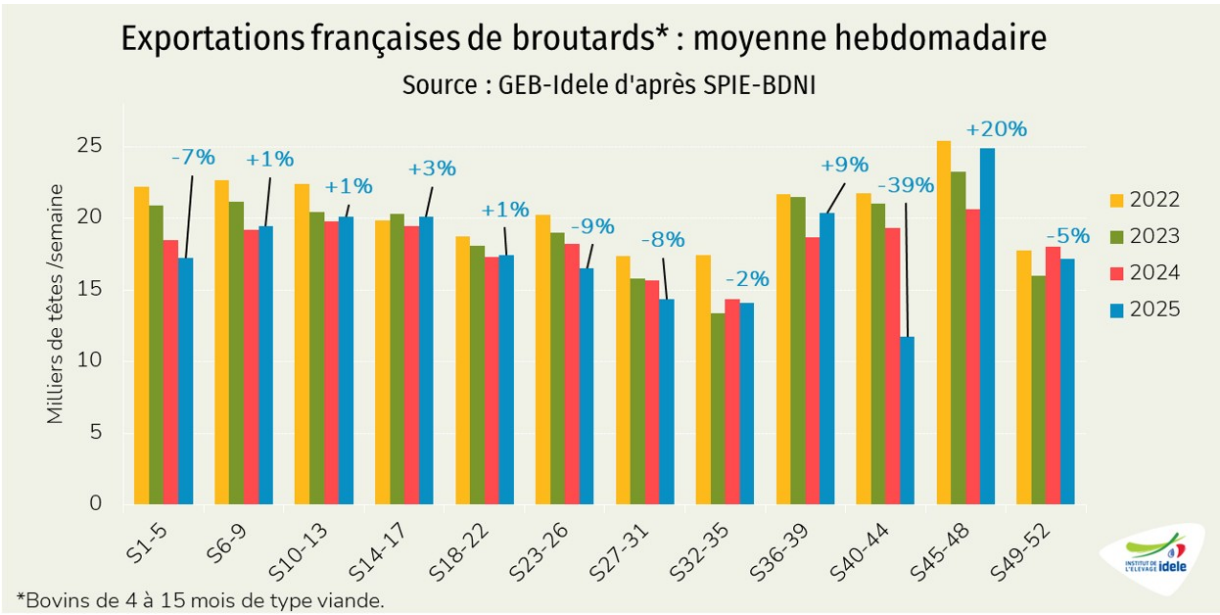
mois au 1er janvier. À l'inverse, les effectifs de broutards plus âgés sont pénalisés par la faiblesse des naissances en début d'année.



Au 1er janvier 2025, **698 000 mâles allaitants de moins de six mois** étaient présents dans les élevages, en hausse de 4% /2025 mais toujours en-deçà de son niveau précédent (-3% /2024). À l'inverse, les **effectifs de mâles allaitants âgés de six à douze mois** étaient en nette baisse, avec seulement 592 000 têtes (-7% /2025, -12% /2024).

Baisse des envois en décembre

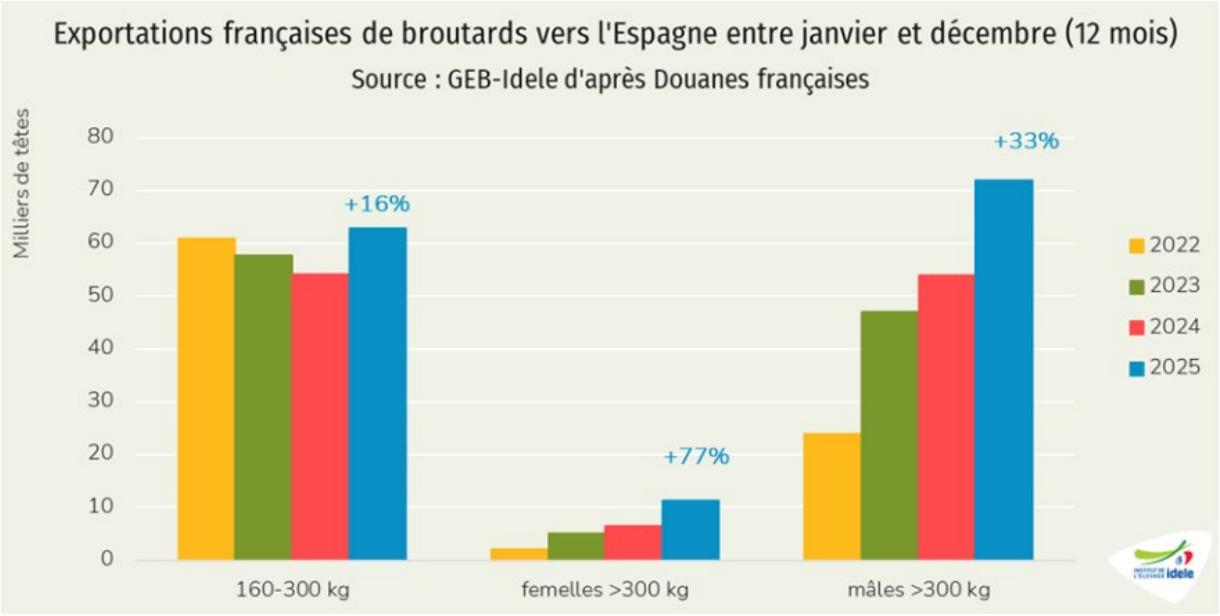
Après la suspension des exportations en octobre, décembre n'a pas permis de compenser cette baisse des exportations pour l'année 2025.



Avec **69 000 têtes exportées**, en baisse par rapport à 2024 (-3 000 têtes), les envois des semaines 49 à 52 (du 1er au 28 décembre 2025) concluaient l'année à la baisse. En **cumul annuel**, 915 000 broutards ont été exportés (-3% /2024), dont 609 000 mâles et 306 000 femelles. Les exportations de broutards limousins (-2%) étaient moins touchés que celles de broutards charolais (-7%).

Envois dynamiques vers l'Espagne en 2025

Les envois ont nettement progressé vers l'Espagne en 2025, malgré une légère baisse en décembre.

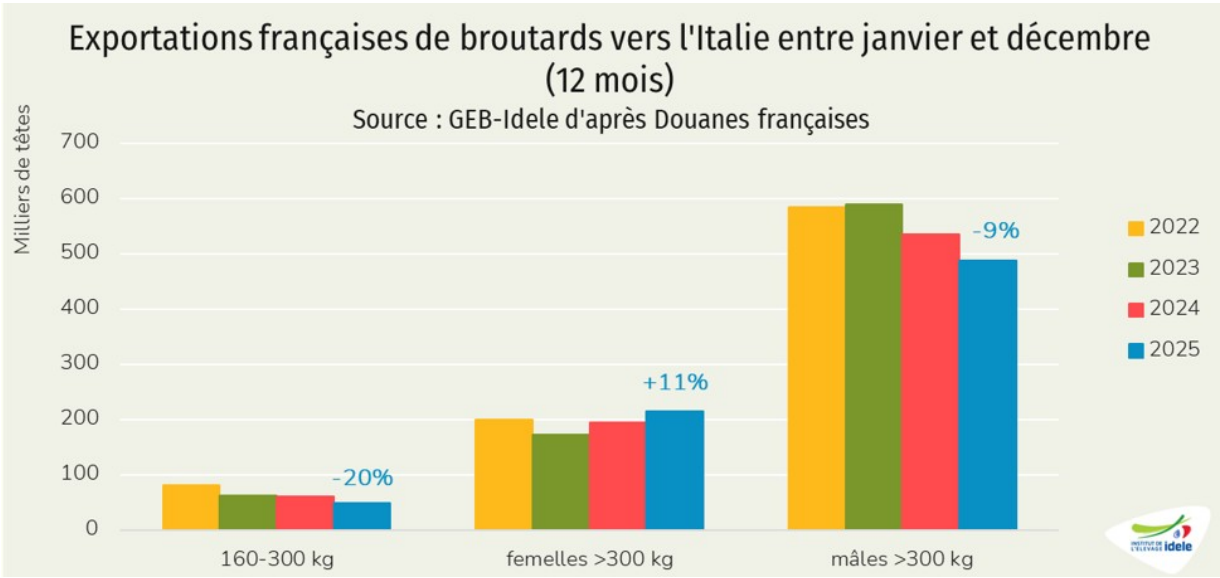


En décembre, les **envois vers l'Espagne** étaient en baisse de 5% /2024 (-1 000 têtes), avec une nette diminution des approvisionnements en broutards légers d'après les douanes françaises.

En **cumul sur douze mois**, la tendance reste à l'augmentation des envois de broutards vers l'Espagne, porté par les mâles de plus de 300 kg. Ceux-ci ont progressé de 33% /2024 (+23 000 têtes), grâce au dynamisme du début d'année.

Repli des envois vers l'Italie en décembre

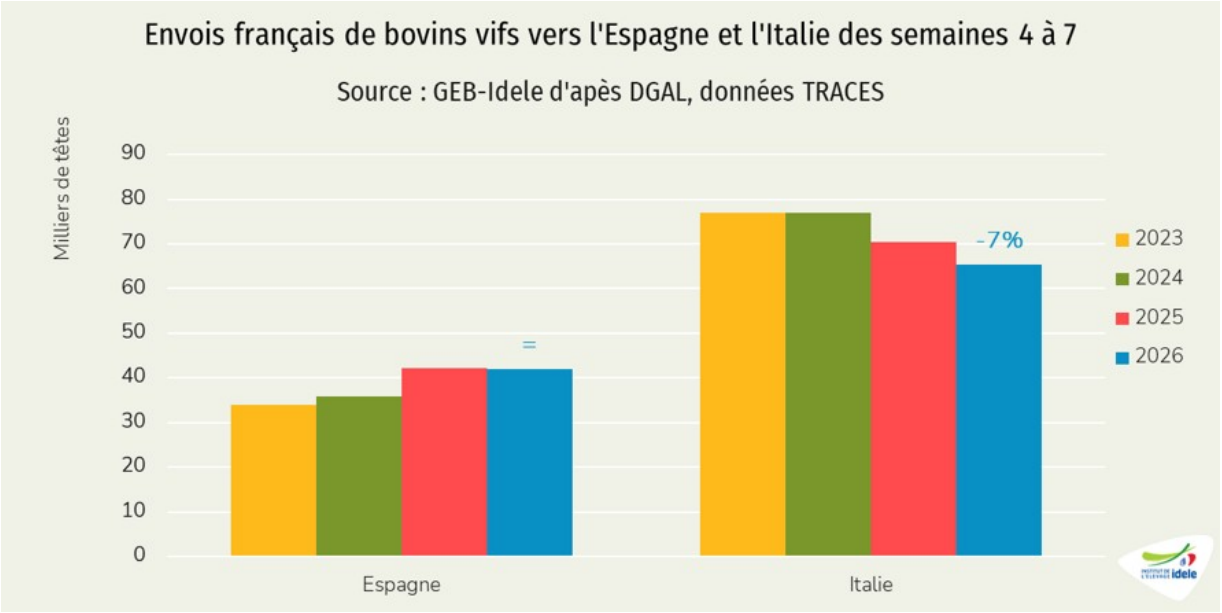
Les envois de broutards vers l'Italie ont régressé de 2% en décembre, avec 55 000 têtes envoyées d'après les douanes françaises.



Dynamiques depuis le début de l'année, les **envois de femelles n'ont pas suffi à compenser la nette baisse des envois de mâles lourds.** Avec une baisse de 8% de broutard mâles lourds exportées en décembre, les envois totaux étaient en baisse de 2%/2024 (-1 000 têtes). **Sur l'année**, la baisse est plus nette avec -5% de broutards exportés vers l'Italie, soit une baisse de 40 000 têtes. Au total, 751 000 broutards ont été exportés vers l'Italie en 2025.

Baisse des envois vers l'Italie en février d'après les données TRACES

D'après les **données TRACES-DGAL**, les envois de bovins toutes races et sexes confondus vers l'Espagne et l'Italie étaient en baisse entre les semaines 4 à 7 de 2026.



Avec 65 000 têtes, les **envois vers l'Italie** étaient en baisse de 7% /2025. Les **envois vers l'Espagne** (y compris veaux laitiers) étaient stables, à 42 000 têtes sur la même période.

Viandes bovines » Veaux de boucherie »

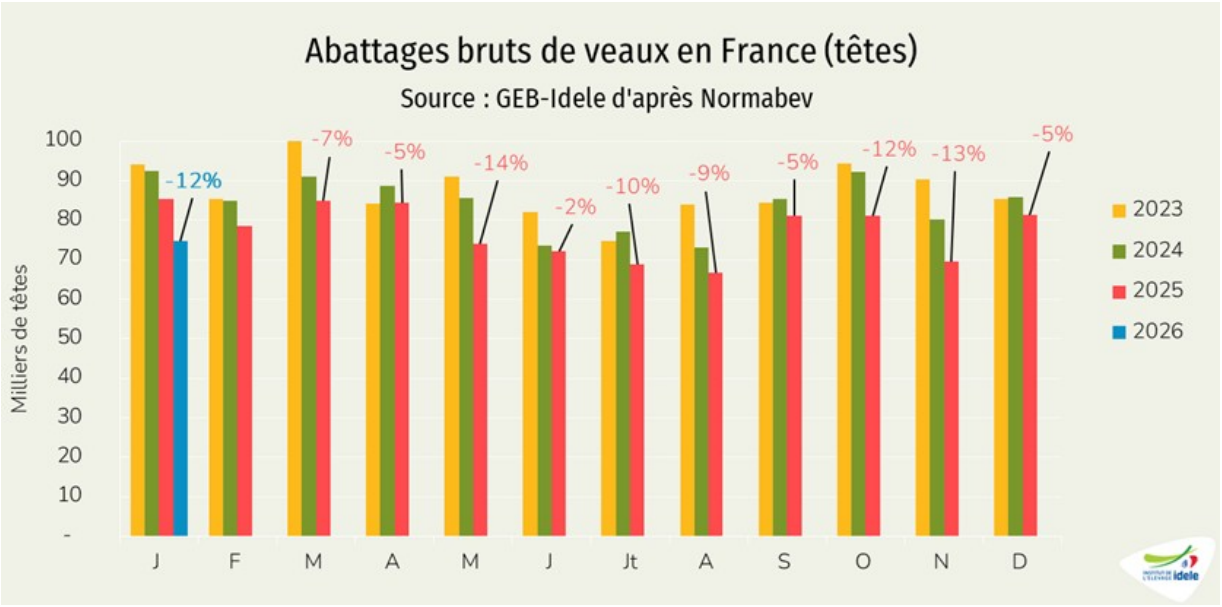
Manque d'offre dans toute l'Europe

Dernière révision le 23 février 2026

La rareté de l'offre en veaux gras tire à nouveau les prix à la hausse dans toute l'Europe, à rebours des tendances habituelles en début d'année.

Baisse des abattages en France

Suivant la décapitalisation laitière et la baisse des mises en place, les abattages de veaux gras étaient en recul en France en début d'année.

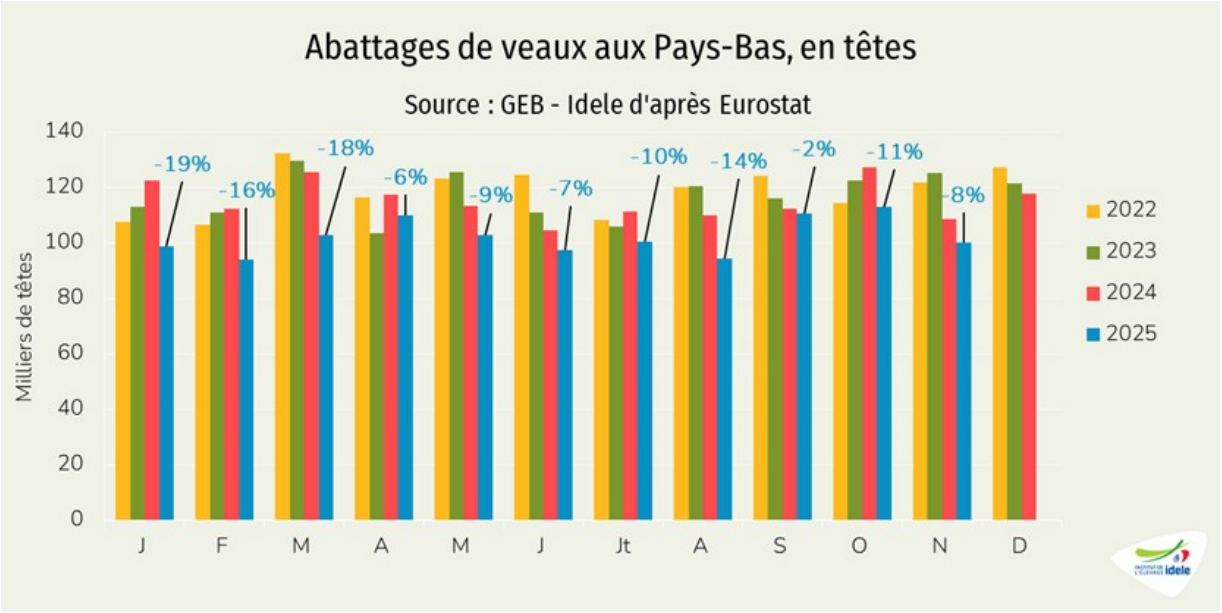


D'après Normabev, **75 000 veaux ont été abattus en janvier**, en recul de 12%. L'année 2025 s'était terminée sur une baisse de 8%, avec seulement 928 000 veaux abattus, son niveau le plus bas depuis au moins dix ans.

Les tonnages reculent plus encore, avec 12 000 téc (-13%) du fait de l'allégement des carcasses, qui sont passées de 142,9 kg en janvier 2024 à 142,1 kg en janvier 2025.

Recul de la production néerlandaise

Les abattages néerlandais étaient également en baisse en fin d'année, alors que la période est traditionnellement propice à la consommation de veau.

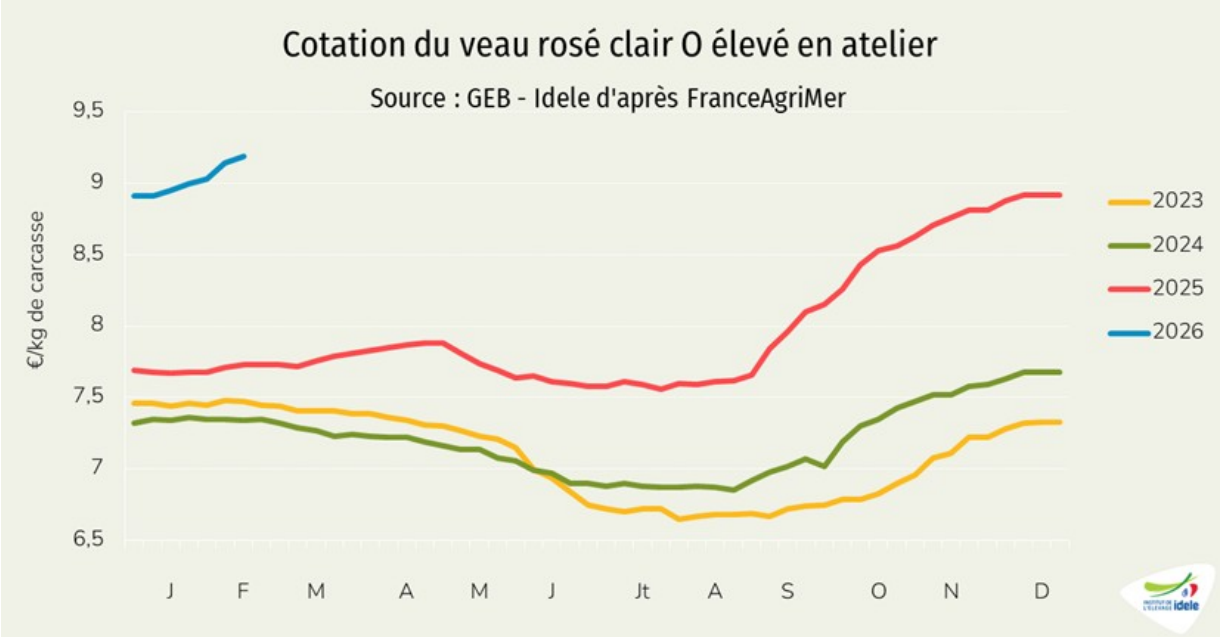


En novembre, **100 000 veaux ont été abattus aux Pays-Bas**, soit un recul de 8% /2024. La baisse de la production est plus limitée, avec seulement -3% /2024 à 15 000 téc grâce à une augmentation des poids carcasse à l'automne. Sur onze mois, 1 125 000 veaux sont passés sur les chaînes d'abattage néerlandaises (-11% /2024) pour 171 000 téc produites (-13% /2024).

En **Italie**, les **abattages étaient en baisse de 7% en décembre**, à 50 000 têtes. En cumul sur douze mois, 590 000 veaux ont été abattus, en net recul par rapport aux deux dernières années, très performantes (-6% /2024 et -2% /2023), retrouvant leur niveau de 2022.

Prix en hausse en Europe

Conséquence du manque d'offre alors que la consommation hivernale est traditionnellement dynamique, **les prix des veaux gras ont repris leur ascension** en début d'année.

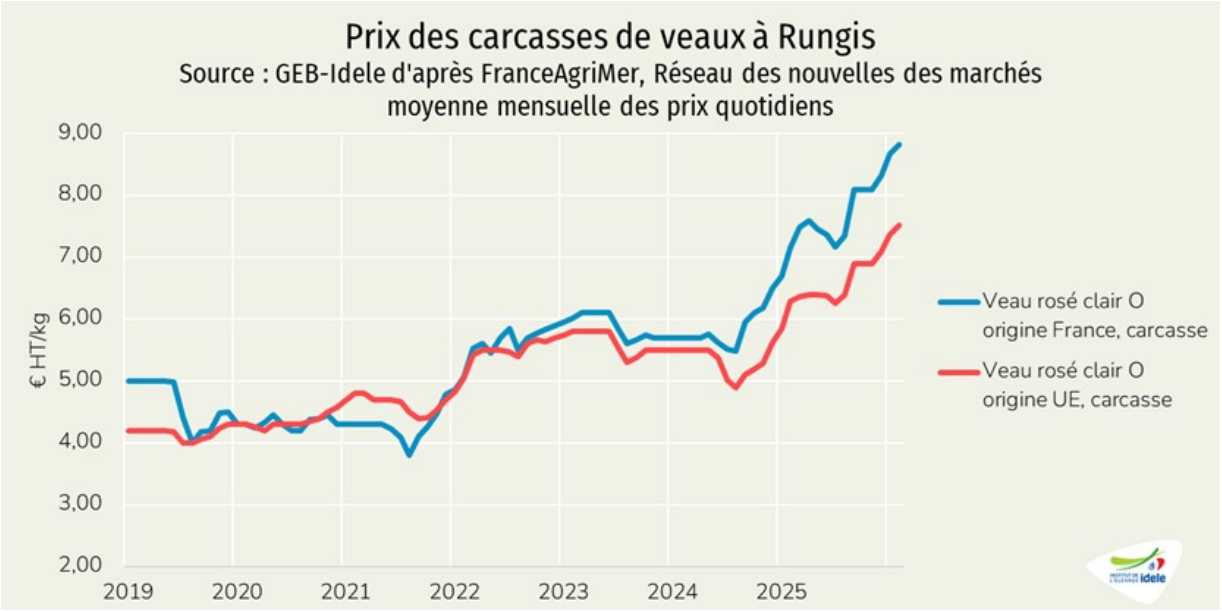


En semaine 7 :

- le **veau rosé clair O français élevé en atelier** cotait 9,19 €/kg de carcasse (+1,46 € /2025), en hausse de 24 centimes sur un mois,
- le **veau de boucherie pie-noir néerlandais** se stabilisait à 8,30 €/kg de carcasse (+1,25 € /2025),
- le **veau de boucherie pie noir italien** reculait de 10 centimes en quatre semaines à Modène, à 8,25 €/kg de carcasse (+0,95 € /2025).

Les autres cotations peuvent être retrouvées dans notre diaporama mensuel.

Sur les marchés de gros, l'écart entre les carcasses françaises et les carcasses européennes se creusait, après plusieurs années où il était resté très faible.



Ainsi, en semaine 8, la **cotation de la carcasse de veau rosé clair O français** était supérieure de 1,30 € HT à celle du veau d'import, un écart inédit depuis 2017. Le manque de veau néerlandais sur le marché pousse les opérateurs de la RHD à se tourner vers le veau français, dont l'offre est faible également. Ceci contribue à booster les prix.

Viandes bovines » Veaux laitiers »

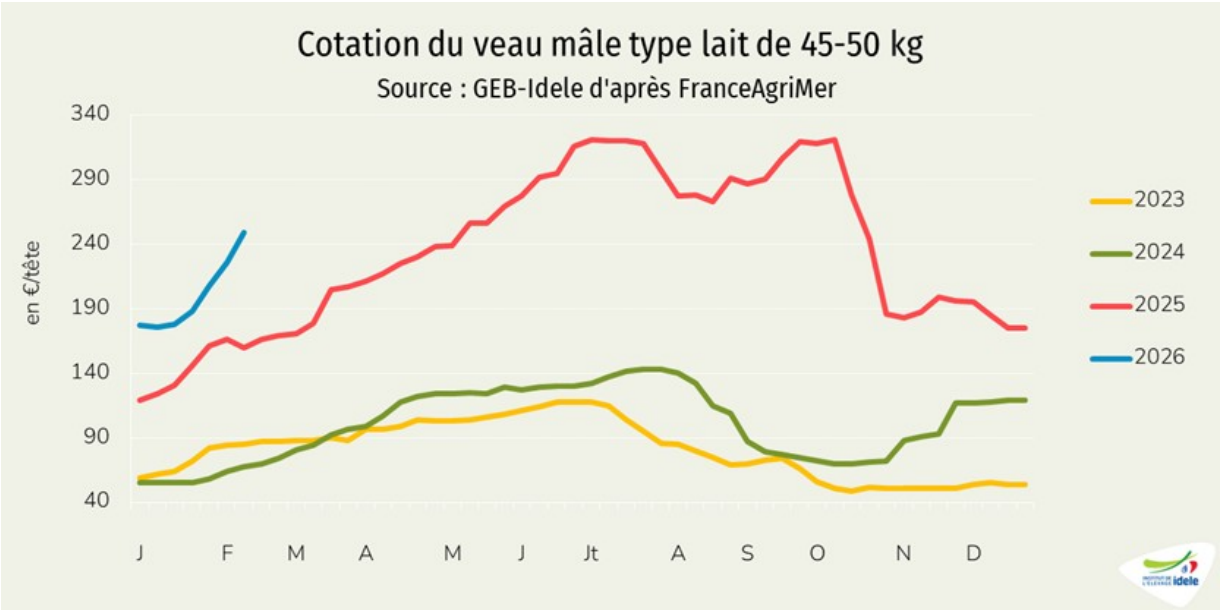
Cours en forte progression

Dernière révision le 23 février 2026

Les cours des veaux laitiers sont repartis franchement à la hausse fin janvier 2026, l'offre restant limitée et la demande bien présente. Le passage de la FCO dans le bassin laitier de l'ouest de la France pourrait réduire encore l'offre en veaux laitiers jusqu'en avril, avant un probable renforcement en mai et juin.

Prix record en début d'année

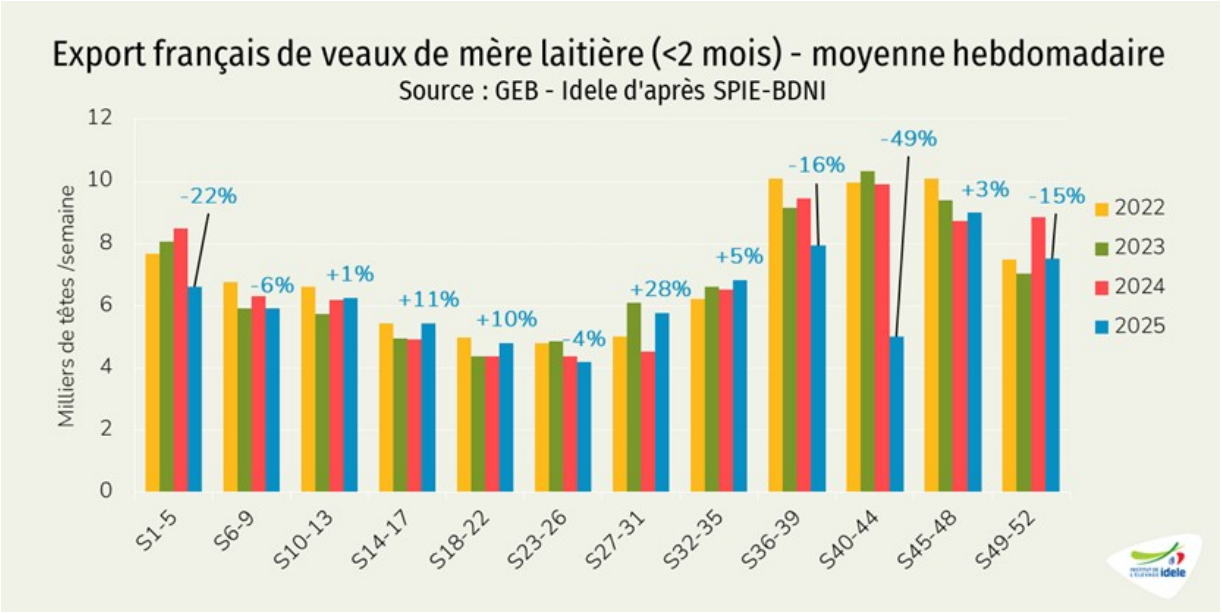
Les cours des veaux laitiers sont repartis nettement à la hausse depuis fin janvier, faute d'offre suffisante sur les marchés.



En semaine 7, les **veaux mâles de type lait de 45 à 50 kg** cotaient 249 €/tête, soit 89 € de plus qu'en 2025 et 181 € au-dessus de la même semaine en 2024. La tension sur les veaux laitiers est forte depuis l'irruption de la FCO-3 en France en 2024, avec une demande française et export toujours bien présentes.

Baisse des envois en 2025 sur fond de fermeture en octobre

La fermeture des exports de bovins vifs fin octobre a pesé sur les envois de l'année 2025.

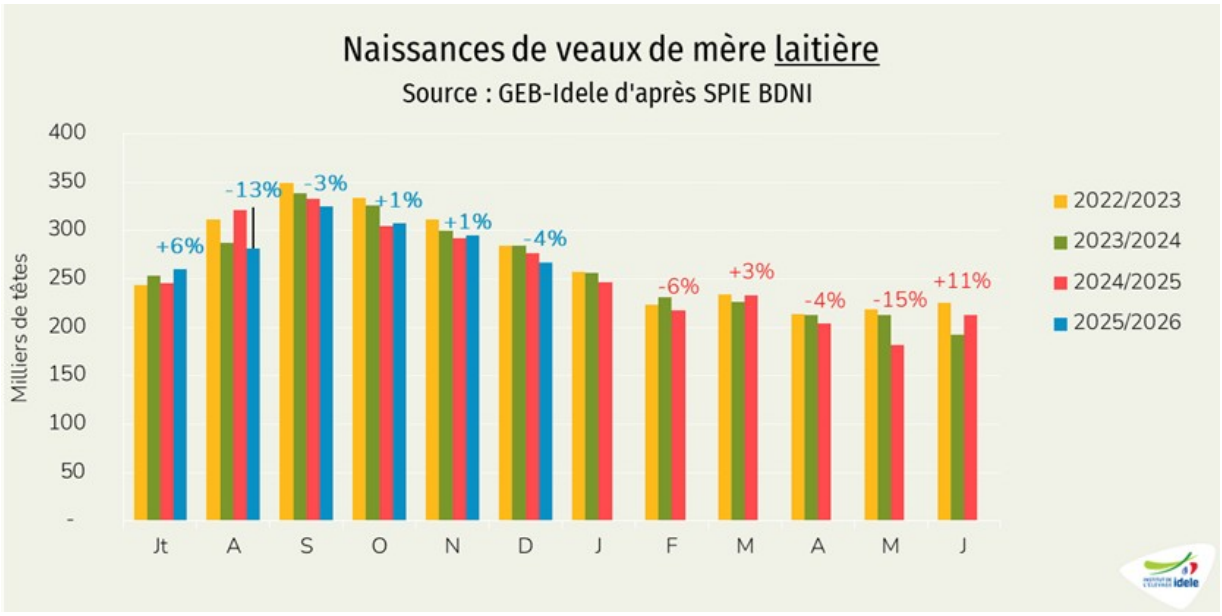


En **cumul sur douze mois**, les **envois de veaux laitiers** ont ainsi reculé de 10% d'après SPIE-BDNI, pénalisés par le creux d'octobre (-49% entre les semaines 40 et 44) et par une fin d'année 2024 atypique. En effet, les **envois avaient été anticipés en décembre 2024**, conduisant à une forte baisse en janvier 2025 et à une comparaison biaisée en décembre 2025. Sur ce **dernier mois**, 30 000 veaux laitiers ont été exportés, soit 15% de moins qu'en 2024 mais 7% de plus qu'en 2023.

L'Espagne reste la destination de 90% des veaux laitiers français exportés, portée par une bonne valorisation de la viande bovine (lire notre article sur les jeunes bovins en Europe pour en savoir plus).

Naissances en baisse sur l'année

Les naissances de veaux laitiers ont reculé en toute fin d'année 2024, après deux mois de légère progression.



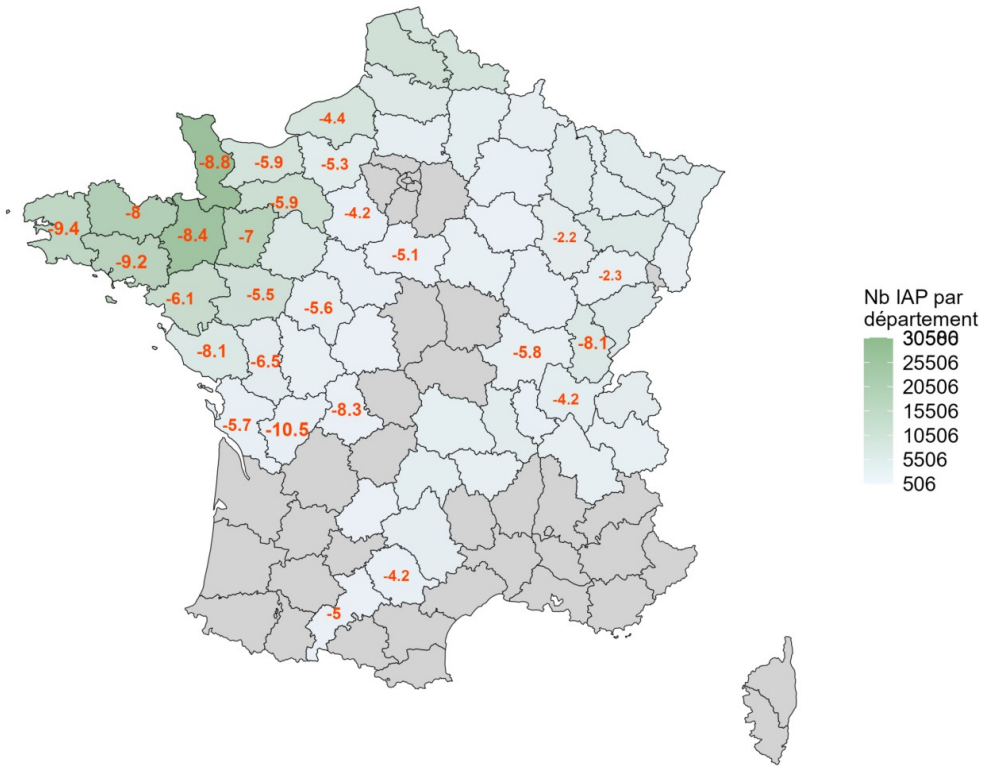
En **décembre, 267 000 veaux sont nés de mère laitière**, soit 10 000 de moins que l'année précédente. **L'année 2025 termine en léger retrait de 2,2%** (-70 000 naissances), avec 3 036 000 veaux laitiers nés en douze mois. La tendance est similaire pour les **veaux disponibles pour l'engraissement** (tous les mâles et les femelles croisées lait-viande), avec 1 802 000 naissances en 2025 (-2,5% /2024).

Remous à venir sur les naissances

Le passage de la FCO-3 dans les grands bassins laitiers à l'été 2025 a compliqué la reproduction des vaches laitières.

Ecart en point de TNR18-90j du trimestre juin-juillet-août 2025 à la moyenne observée sur les 10 dernières années sur ces mêmes mois

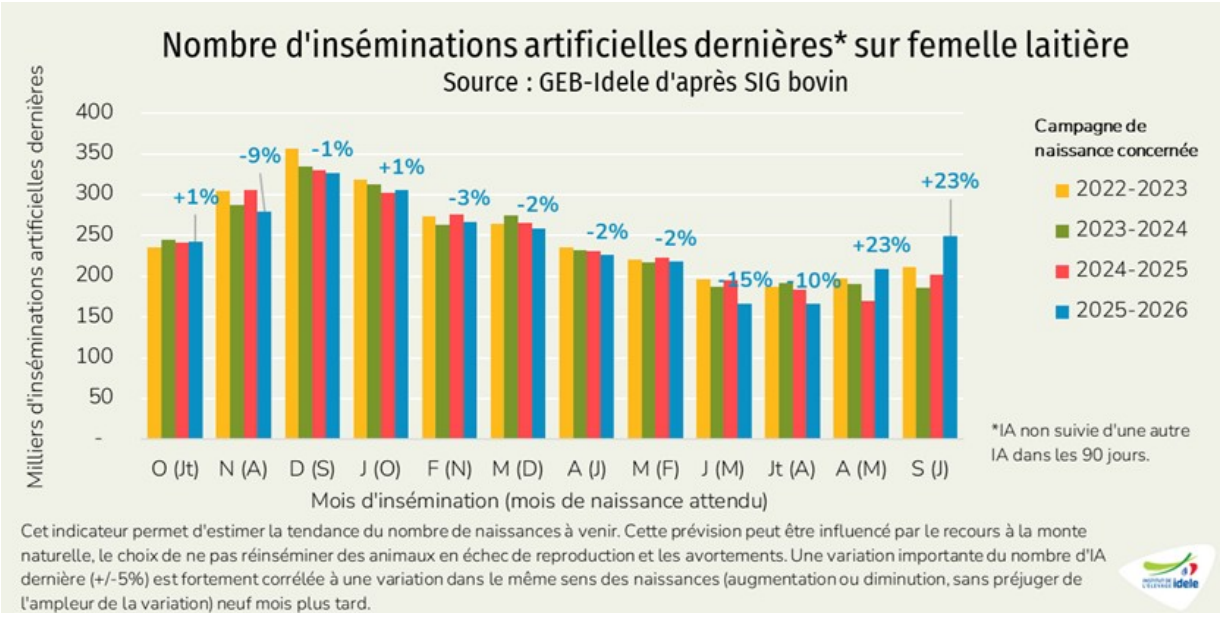
Femelles laitières en race pure et semence conventionnelle



Source: Idele d'après SIG bovin

Le taux de non-retour entre 18 et 90 jours ($TNR_{18\text{-}90\ j}$, pas de deuxième insémination après une première insémination, donc l'IA première est présumée fécondante) a ainsi atteint un minimum sur dix ans, à 53,8% en juillet et 52,1% en août. Le recul était particulièrement fort dans le Grand Ouest, avec un $TNR_{18\text{-}90\ j}$ en baisse de 8,8 points dans la Manche et de 8,4 points en Ille-et-Vilaine sur les trois mois d'été (juin-juillet-août 2025).

Conséquences de cette reproduction compliquée, le nombre d'IA dernière (IA non suivie d'une autre IA dans les 90 jours) a fortement reculé sur l'été 2025, avant de connaître un rattrapage à l'automne.



Le **nombre d'IA dernières a baissé de 15% en juin et de 10% en juillet**, et s'est **nettement redressé en août et septembre** (+23%). Or, à partir d'une certaine ampleur de variation, les naissances de veaux laitiers sont nettement corrélées au nombre d'IA dernières neuf mois avant.

D'après ces données, il est donc probable :

- Que les naissances de veaux laitiers soient en recul en mars et avril 2026 (neuf mois après juin et juillet 2025),
- Mais qu'elles soient en hausse en mai et juin (neuf mois après août et septembre 2025).

Lait de vache

Toujours plus de lait

Dernière révision le 22 février 2026

Lait de vache » Collecte laitière »

La production laitière mondiale toujours haussière

Dernière révision le 23 février 2026

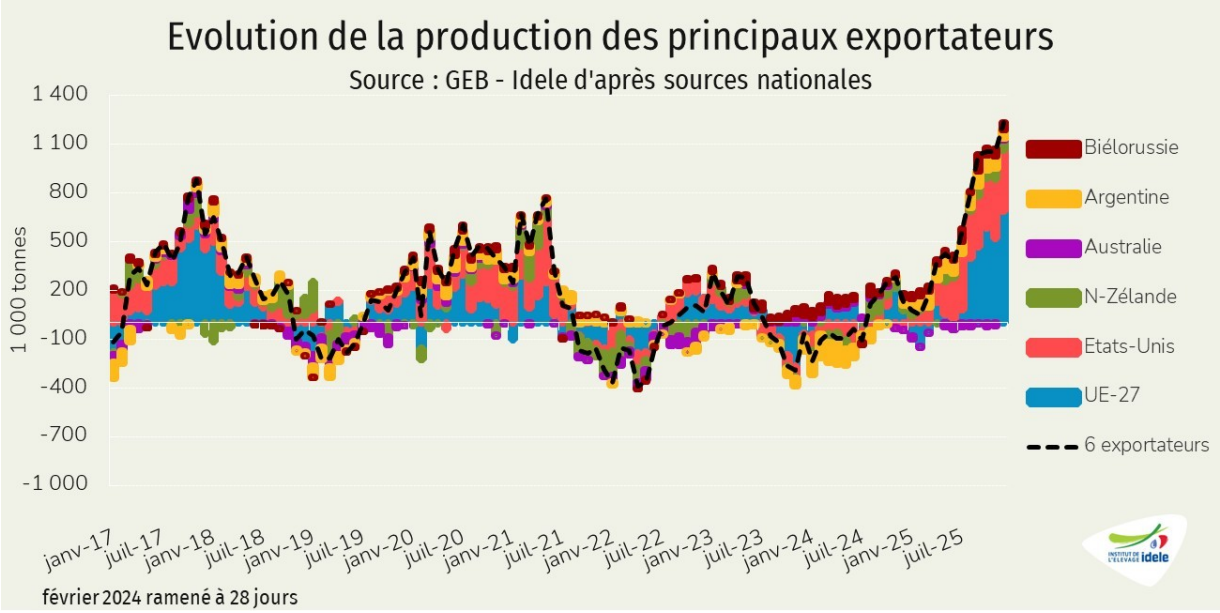
Rien de neuf dans les principaux bassins exportateurs de produits laitiers côté production laitière. Elle restait encore orientée à la hausse fin 2025. Ce niveau de croissance reposait majoritairement sur l'UE.

La hausse de production ne faiblit pas chez les principaux exportateurs

En décembre 2025, **le rythme de croissance sur un an de la production de lait chez les 6 principaux exportateurs (Argentine, Australie, Biélorussie, États-Unis, Nouvelle-Zélande et UE) a de nouveau accéléré.** La hausse, une nouvelle fois supérieure au million de tonnes, a atteint 1,23 million de tonnes (+4,9% /2024), un niveau qui n'avait plus été atteint depuis décembre 2011. Tous les bassins de production sont concernés, y compris l'Australie. L'essentiel de la croissance de la collecte restait cependant porté par l'UE pour plus de la moitié des volumes (56%), et par les États-Unis pour près du tiers (30%).

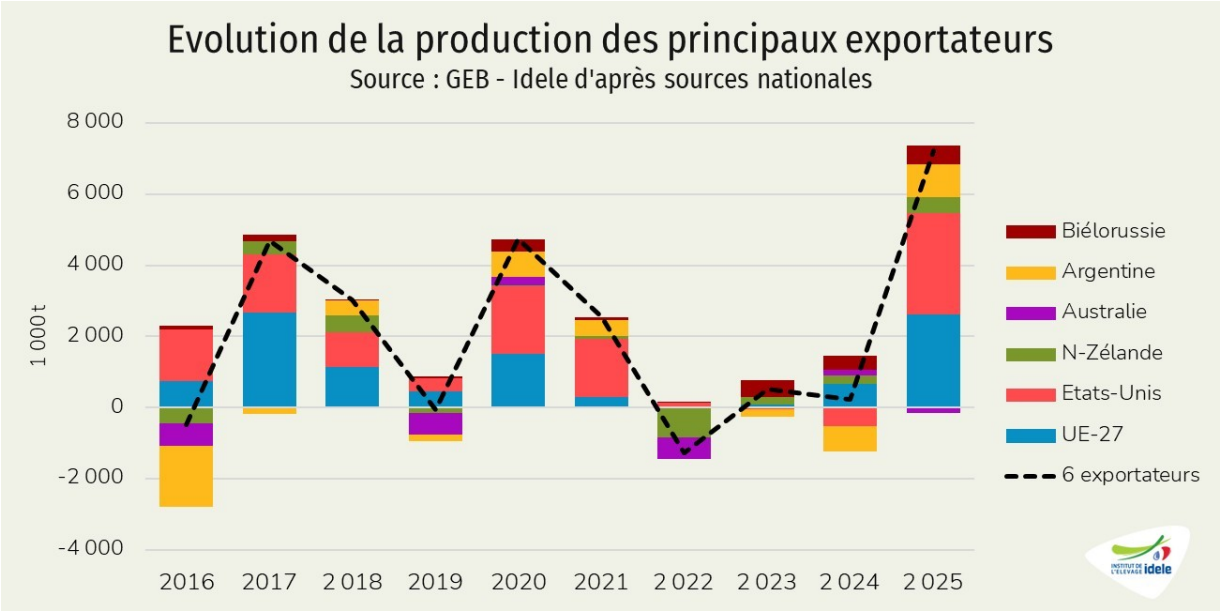
En décembre 2025, les évolutions de production sur un an étaient d'ampleur variable, mais toutes en progression :

- +689 000 t pour l'UE-27 à 12,12 millions de tonnes (+6,0% /2024) ;
- +374 000 t pour les États-Unis à 8,88 millions de tonnes (+4,5%) ;
- +65 000 t pour la Nouvelle-Zélande à 2,71 millions de tonnes (+2,5%) ;
- +47 000 t pour l'Argentine à 996 000 tonnes (+4,9%) ;
- +44 000 t pour la Biélorussie à 767 000 tonnes (+6,1%) ;
- +16 000 t pour l'Australie à 839 000 tonnes (+1,9%).



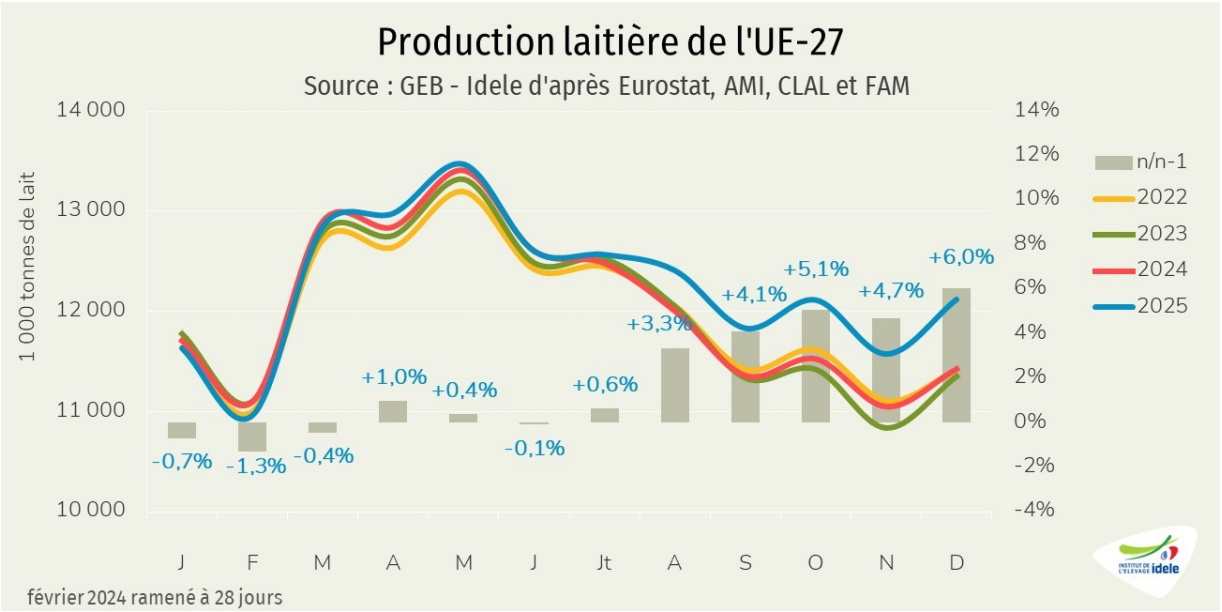
Sur l'ensemble de l'année 2025, seule la production laitière de l'Australie affichait une baisse sur un an alors que la filière, affectée par des crises environnementales successives, est en repli structurel. L'Australie a produit 8,49 Mt, soit 158 000 t en moins (-1,8% /2024). Toutes les autres zones affichaient des hausses, les États-Unis devançant l'UE grâce à un meilleur début d'année :

- +2,83 Mt pour les États-Unis à 105,5 millions de tonnes (+2,8% /2024) ;
- +2,63 Mt pour l'UE-27 à 147,1 millions de tonnes (+1,8%) ;
- +911 000 t pour l'Argentine à 11,0 millions de tonnes (+9,0%) ;
- +411 000 t pour la Nouvelle-Zélande à 21,9 millions de tonnes (+2,2%) ;
- +530 000 t pour la Biélorussie à 9,3 millions de tonnes (+6,1%).

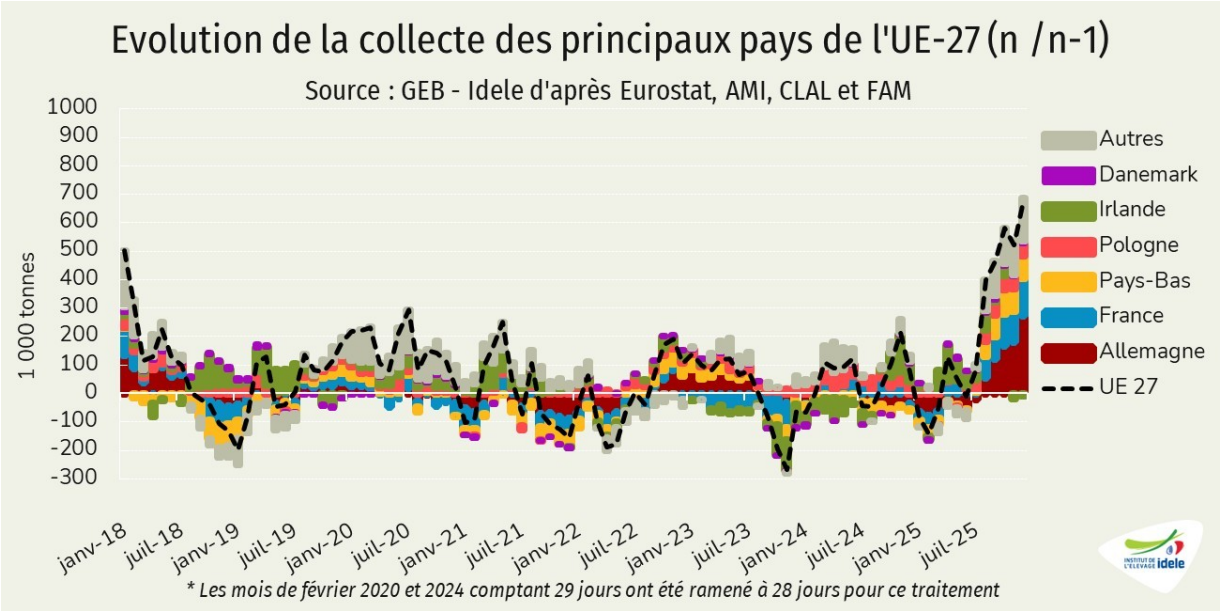


L'UE porte la croissance mondiale de production laitière au 2nd semestre

Après un 1er semestre 2025 plutôt timide, la production laitière dans l'UE-27 s'est très nettement redressée au cœur de l'été. A partir d'août, la croissance sur un an de la collecte a oscillé entre +3% et +6%. Ainsi, **les volumes mensuels collectés au sein de l'UE à 27 ont battu des records** pour ces mois tout au long du 2nd semestre 2025.



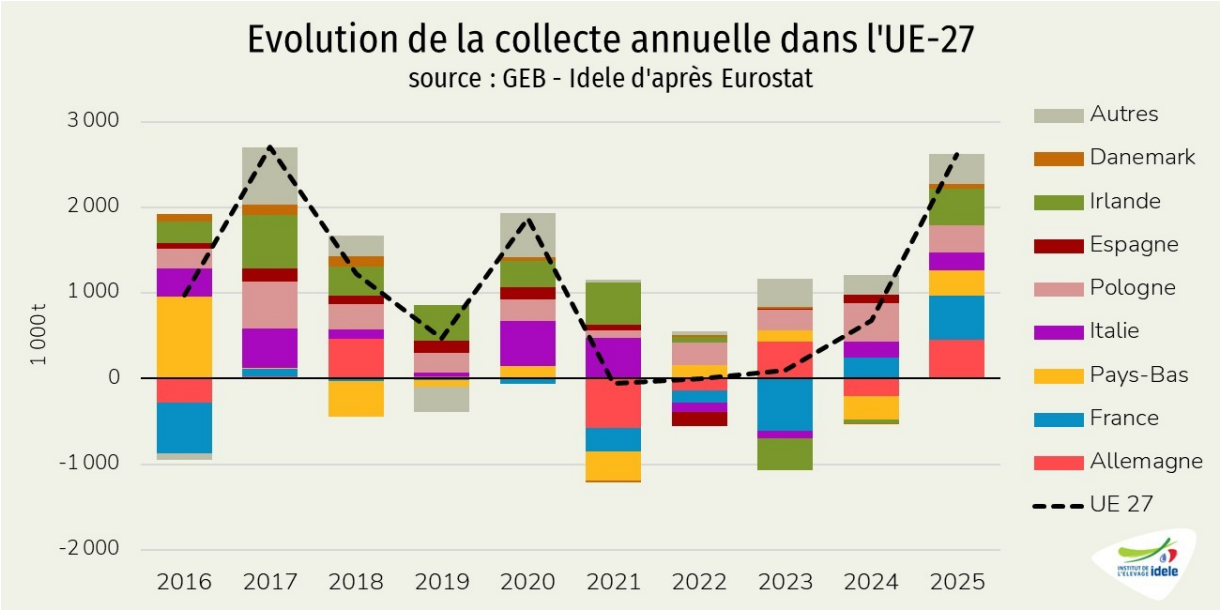
En décembre 2025, les collectes des principaux exportateurs européens étaient orientées à la hausse à l'exception de l'Irlande (-3,0% /2024 à 267 000 t). **La hausse relative la plus importante concernait l'Allemagne** (+10,8% à 2,81 Mt), devant la France (+7,3% à 2,10 Mt), les Pays-Bas (+7,0% à 1,21 Mt) et la Pologne (+3,8% à 1,16 Mt).



Sur l'ensemble de 2025, les 147,1 Mt de la collecte laitière de l'UE à 27 constitue un record absolu. En Matière Solide Utile (MSU), la progression de la collecte de l'UE-27 était même encore plus marquée (+3,4% ou + 365 000 t /2024 à 11,2 Mt).

La dynamique de collecte a été assez homogène chez les principaux producteurs de l'UE : la hausse a en effet été portée par le net rebond des livraisons au 2nd semestre 2025. Sur l'année, la collecte a notamment progressé de 510 000 t en France (+2,1% /2024), de 460 000 t en Allemagne (+1,5%), de 315 000 t en Pologne (+2,3%), de 300 000 t aux Pays-Bas (+2,2%) ou de 200 000 t en Italie (+1,5%).

La dynamique a été différente en Irlande. Si la progression sur un an de la collecte en Irlande est importante (+430 000 t ou +5,0% /2024), elle repose plutôt sur les performances des trois premiers trimestres de 2025 avant que la chute des cours des commodités et du prix du lait ne mette un coup de frein à la production dans le pays.



Lait de vache » Collecte laitière »

Un redressement de la collecte sous tension

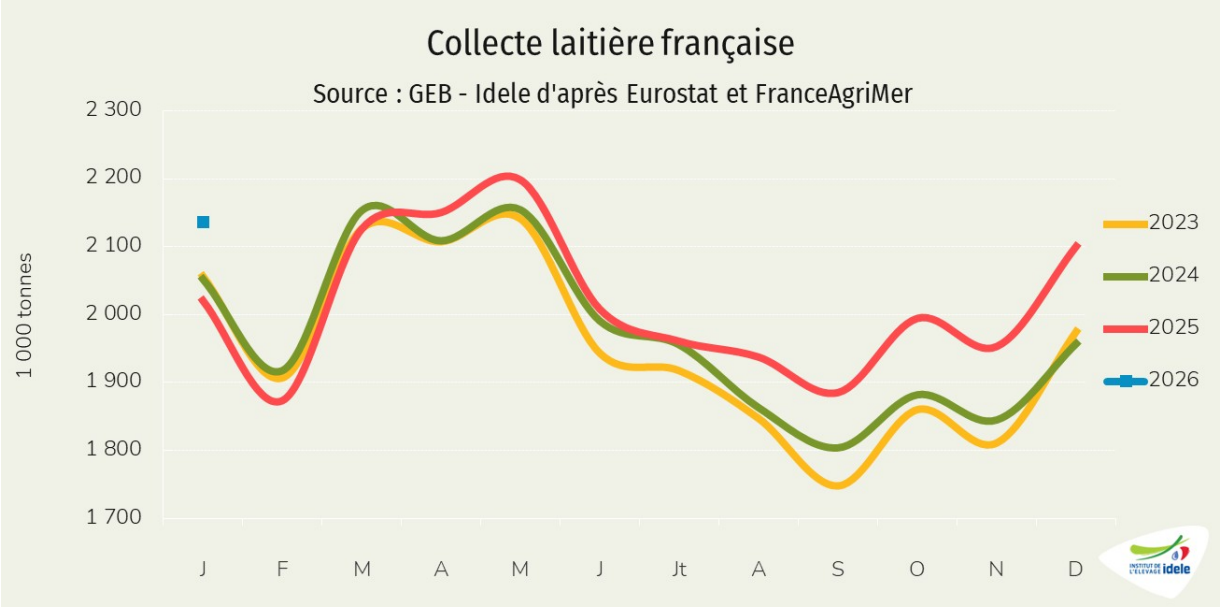
Dernière révision le 22 février 2026

Portée par des rendements en nette progression, la collecte laitière française a clôturé l'année 2025 sur un rebond marqué. Cet afflux soudain de lait a été valorisé en produits de commodité et s'accompagne d'un recul du prix du lait payé aux éleveurs.

Reprise soutenue de la collecte en 2025

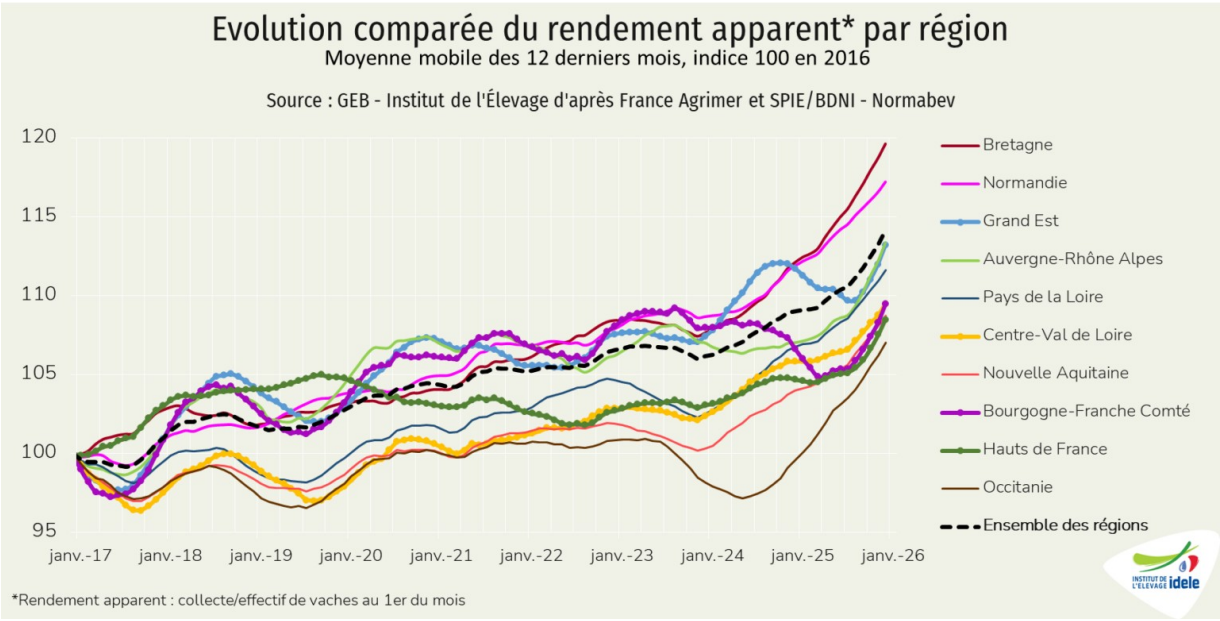
En décembre 2025, la collecte laitière française a confirmé son net redressement (**+7,3% /déc. 2024**). Après un 1er trimestre en retrait, la dynamique s'est progressivement inversée. **Sur l'ensemble de l'année 2025**, la hausse de collecte a atteint **2,2%** /2024. Et, selon les enquêtes hebdomadaires de FranceAgriMer, cette tendance se serait prolongée en janvier, avec une progression sur un an estimée à près de 5%.

En région, **la progression de la collecte est quasi généralisée** à l'exception du Grand Est (-2% /2024). Les hausses ont été particulièrement fortes en Auvergne-Rhône-Alpes (+4,3%), en Bretagne (+3,9%) et en Normandie (+2,6%). Avec 5,46 milliards de litres livrés, la Bretagne demeure la première région laitière française.



En parallèle,**le cheptel laitier a poursuivi son repli**. En décembre, il comptait 3,22 millions de têtes, en baisse de 2,5% sur un an, soit 83 500 vaches laitières de moins.

Malgré cette contraction marquée, la collecte a fortement rebondi grâce à **une nette amélioration du rendement laitier**. En 2025, le rendement laitier a progressé de 4,7% /2024 après une hausse déjà soutenue de 2,8% l'année précédente. Cette amélioration concerne l'ensemble des régions françaises, avec toutefois des écarts notables. La progression est restée limitée dans le Grand Est (+1,4%), région particulièrement touchée par la FCO, tandis qu'elle a été très dynamique en Bretagne (+6,7%), en Occitanie (+7,4%) et en Auvergne-Rhône-Alpes (+5,9%). Plusieurs facteurs ont convergé en 2025 pour soutenir la production laitière. Des conditions climatiques clémentes ont permis de produire des fourrages à base d'herbe et de maïs ensilage alliant quantité et très bonne qualité. Dans le même temps, le niveau du prix du lait payé aux éleveurs a incité à garder les vaches laitières. La robotisation de la traite s'est accélérée, couplée à une distribution plus importante de concentrés favorisée par des coûts d'aliments compétitifs. Cette conjoncture porteuse a même conduit certains exploitants à différer leur départ à la retraite afin de prolonger leur activité.



L'horizon à court terme reste favorable grâce aux bons stocks fourragers disponibles, conjugués à un coût de l'aliment qui devrait rester maîtrisé dans les prochains mois. Cependant, la vigilance est de mise pour la suite de l'année 2026. **Le recul du prix du lait pourrait progressivement infléchir la dynamique de collecte.** Par ailleurs, les conséquences de la FCO, qui a touché le Grand Ouest l'été dernier, restent difficiles à évaluer. Les décalages de vêlages pourraient ainsi perturber le pic printanier et la production estivale.

Inflexion du prix du lait

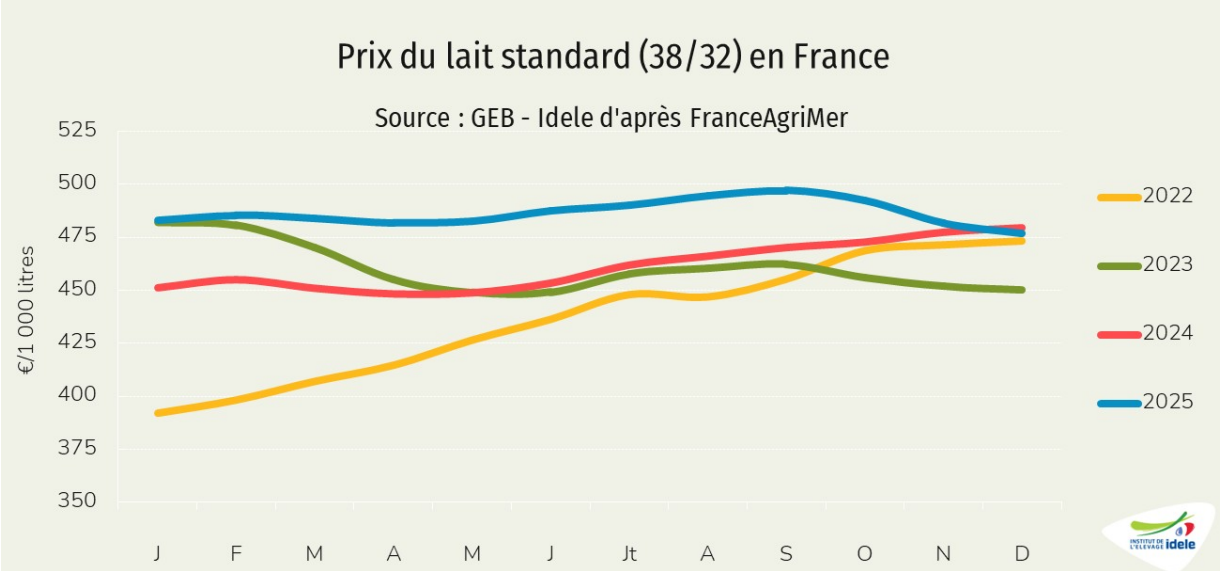
Depuis octobre dernier, le prix du lait en France a entamé un recul. En décembre, pour un lait standard (38 g/l de TB et 32 g/l de TP), le prix s'est établi à **477 €/1 000 litres,** passant légèrement sous son niveau de décembre 2024 (-2 €). Le prix réel a, pour sa part, atteint 515 €/1 000 litres, en hausse de 1€ sur un an. **Sur**

l'année 2025, le prix moyen du lait standard ressort à **486 €/1 000 l**, soit 25€ de plus qu'en 2024.

Selon l'observatoire de l'Éleveur Laitier, le prix standard poursuivrait son repli. Une baisse de 10 à 15 € est attendue pour janvier, suivie d'un repli équivalent en février. Les éleveurs pourraient percevoir 20 à 30 € de moins qu'à la même période l'an passé.

Ce retournement de tendance s'explique par la dynamique de production particulièrement vigoureuse. **Le net rebond de la collecte, tant dans l'Hexagone qu'à l'échelle mondiale, exerce une pression baissière sur les cours.** Cette accélération de la production durant le second semestre 2025, largement inattendue, a généré un afflux de lait qu'il a fallu absorber. Et la dynamique de production demeure soutenue en ce début d'année, prolongeant les tensions sur les débouchés.

Face à cette offre abondante, **la demande française montre toutefois des signes de résilience**. Si la consommation des ménages français est restée stable en 2025, elle affiche une hausse de +1,8% en équivalent lait sur le début de l'année 2026 (P1 du 29/12/2025 au 25/01/2026). Parallèlement, après une longue période de repli, **les exportations françaises de produits laitiers ont retrouvé de la vigueur lors du dernier quadrimestre 2025** (voir l'article sur le commerce extérieur).

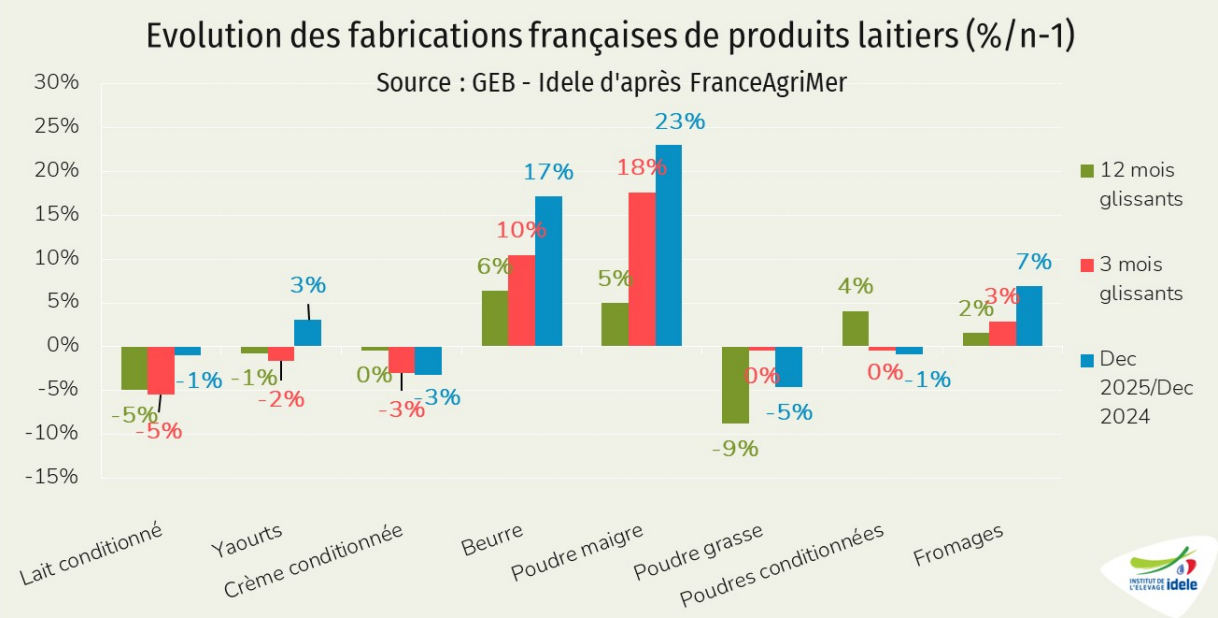


Les charges en élevages, d'après l'**IPAMPA** lait de vache (qui représente 58% des coûts de production en zone de plaine), ont **légèrement reflué en décembre 2025** d'un mois sur l'autre (-1,1%) et ont diminué de 2,4% /déc. 2024. Sur un an le recul est toujours marqué pour le poste aliment acheté (-7% /2024), pour l'énergie (-13%) mais en hausse soutenue pour les engrais (+12,7%). Sur l'ensemble de **l'année 2025**, l'IPAMPA lait de vache a affiché un **repli moyen de 1,9% /2024**. Les charges courantes ont diminué de 2,6%, tirées par la baisse des dépenses en alimentation (-5,7%) et en énergie (-10,5%), tandis que les engrais ont enregistré une hausse significative (+7,5%). Les biens d'investissement, en revanche, ont progressé légèrement sur l'année (+0,8%).

La marge MILC, estimée à 250 €/1 000 l en décembre, a enregistré un repli de 6€ en un mois sous l'effet conjugué d'une baisse du prix du lait, d'une diminution des prix des produits issus de la vente des animaux et d'une baisse des charges. En revanche, sur un an, la MILC a augmenté de 38€/1000 l. Le produit lait a baissé de 4 €, les coproduits viande ont augmenté de 34€, tandis que les charges se sont réduites (-9€).

Cap sur les commodités

En décembre, comme au cours des derniers mois, **les fabrications françaises de produits laitiers se sont principalement orientées vers le beurre, la poudre maigre et les fromages**. En période d'excédent, les volumes supplémentaires sont en effet mécaniquement dirigés vers ces produits dits de « commodités », plus facilement stockables et exportables. Ainsi, en décembre, les fabrications de poudre maigre ont bondi de 23% /2024, celles de beurre de 17% et celles de fromages de 7%. Ces volumes ont très largement été exportés, achetés notamment par les traders et négoces.



Lait de vache » Commerce extérieur »

Rebond des exportations depuis l'UE

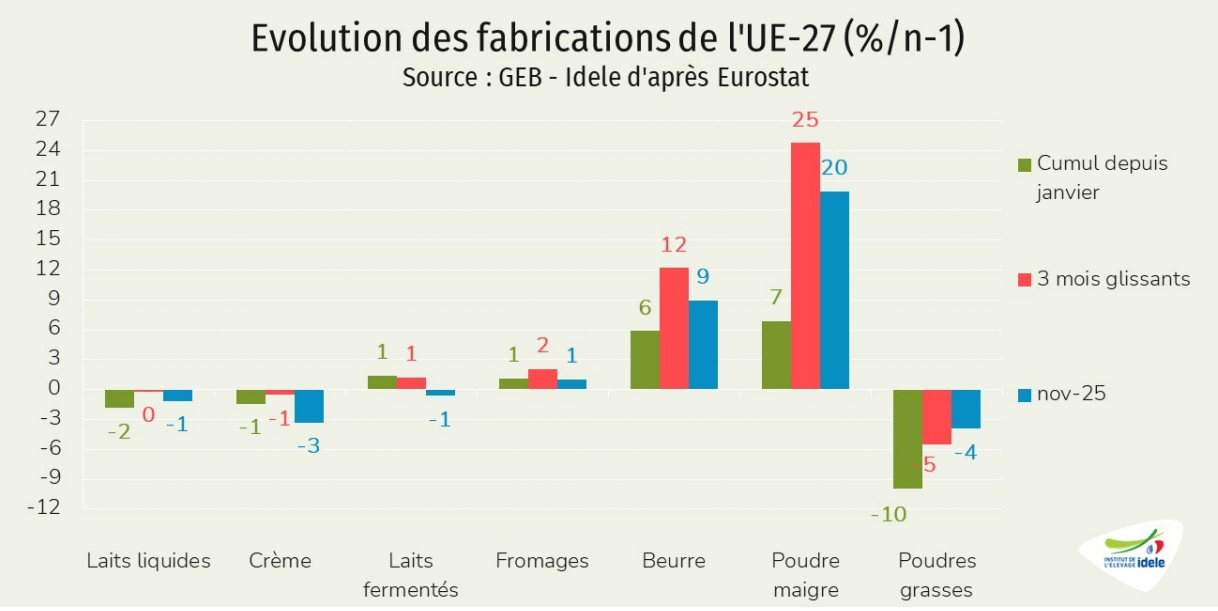
Dernière révision le 23 février 2026

Alors que les disponibilités en lait se sont accrues dans l'UE au second semestre et que les fabrications ont augmenté, les exportations ont été plus soutenues.

Poursuite du rebond des fabrications dans l'UE

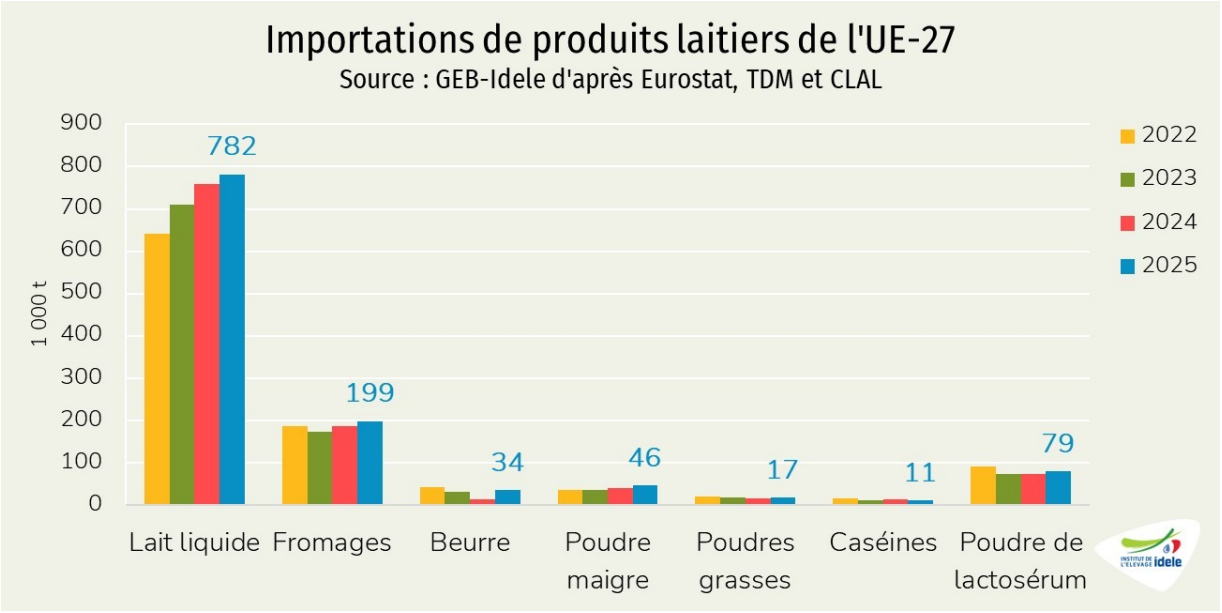
Dans le sillage de la hausse de la collecte dans l'UE à 27, **les fabrications de beurre et de poudre maigre ont augmenté**. Entre janvier et novembre 2026, elle ont respectivement progressé sur un an de 6% et 7%. La production de fromages a poursuivi sa tendance à la hausse (+1%).

Exception notable, avec la mise en avant du beurre et de la poudre maigre par les industriels, les fabrications de poudres grasses se sont nettement repliées (-10%).



Hausse des importations de produits laitiers par l'UE

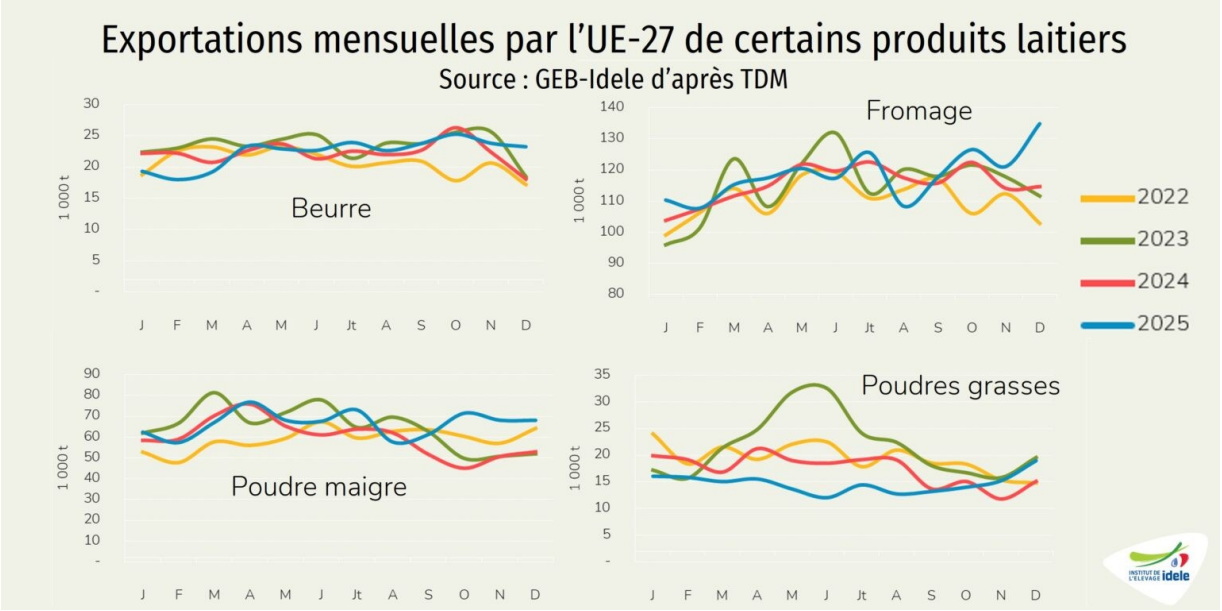
En 2025, les importations ont nettement progressé, **à 3,4 Mt d'équivalent lait (+16,5% /2024)**. Avec une hausse des disponibilités relativement tardive dans l'UE, les achats ont été plus soutenus en début d'année. Les importations de beurre ont été plus dynamiques (x2,6 à 34 500 t), notamment depuis le Royaume-Uni (45% des volumes), l'Ukraine (17%), les États-Unis (16%) et la Nouvelle-Zélande (12%). Idem pour les importations de *butter-oil* (+54% à 34 500 t) dont 95% provient du Royaume-Uni (50%) et de la Nouvelle-Zélande (45%). D'autres produits ont également été plus importés par l'UE, à commencer par les fromages (+6% /2024).



Net rebond des exportations européennes fin 2025

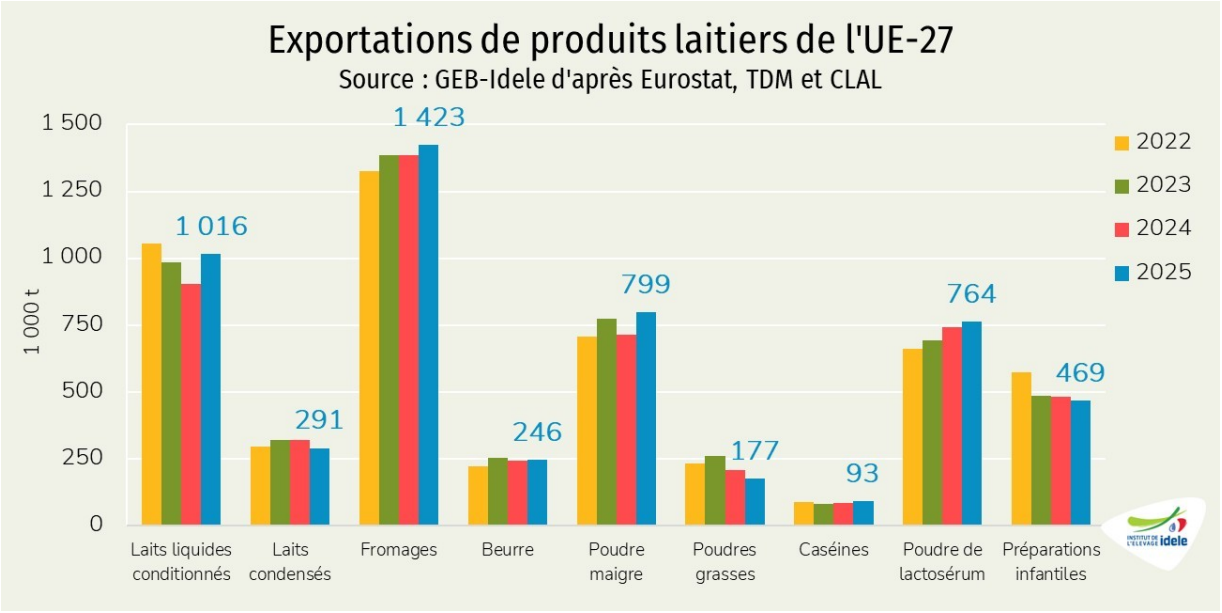
Avec le net rebond de la production européenne de certaines commodités laitières en deuxième partie d'année, les exportations de l'UE à 27 en fin d'année ont connu des progressions plus ou moins marquées. Sur le dernier trimestre 2025, les exportations étaient en hausse sur un an pour :

- Le beurre : +8% /2024 à 72 000 t ;
- Le fromage : +9% à 389 000 t ;
- La poudre maigre : +40% à 208 000 t ;
- Les poudres grasses : +15% à 48 000 t.



En bilan sur 2025, **les exportations en volume de l'UE-27 ont rebondi après la baisse de 2024, à 25,7 Mt équivalent lait (+1,7% /2024)**. Les envois de laits liquides conditionnés ont augmenté de 12% sur un an (1,02 Mt) et le lait vrac de 50% (360 000 t), quasi exclusivement à destination des îles britanniques. Après une pause en 2024, l'export de fromages a rebondi à 1,42 Mt (+3%), avec une hausse marquée vers le Royaume-Uni (+8%). Les exportations de beurre ont très légèrement progressé (+1%), soutenues par les achats étasuniens, tandis que *le butter-oil* (-8%), les laits condensés (-9%) et les préparations infantiles (-2%) ont reculé.

Côté produits secs, les exportations totales ont augmenté de 4,5% (1,83 Mt), portées par la poudre maigre (+12%) et la poudre de lactosérum (+3%). Seules les poudres grasses ont nettement baissé (-15%).



Alors que les perspectives pour 2026 restent incertaines, **le ministère du commerce chinois a officialisé de façon anticipée le 12 février dernier, les niveaux de droits de douane additionnels définitifs qui seront appliqués** sur les fromages et la crème pour une période de cinq ans. Ils seront finalement compris entre 7,4% et 11,7%. Si ces droits de douane additionnels sont significatifs, ils sont néanmoins bien inférieurs aux droits provisoires compris entre 21,9% et 42,7% appliqués jusqu'ici.

Enfin, le risque d'**escalade tarifaire entre l'UE et les États-Unis** semble désormais être sur pause, le Président Trump ayant suspendu l'application d'un nouveau droit de douane additionnel de 10%. Néanmoins, le commerce extérieur pourrait rester mouvementé en 2026.

Lait de vache » Commerce extérieur »

Un excédent laitier sous tension face à la hausse des importations

Dernière révision le 23 février 2026

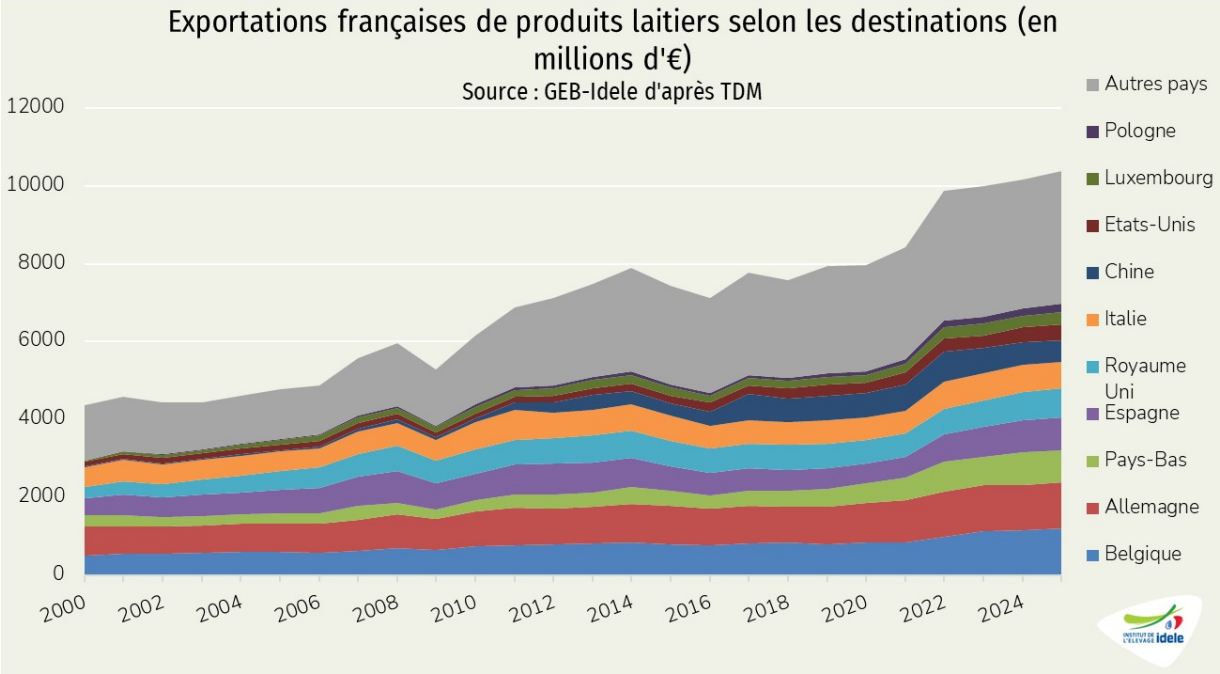
Malgré une valeur d'exportation record à 10,4 milliards d'euros et une reprise des volumes exportés en fin d'année, l'excédent commercial laitier français s'est effrité de 19% en 2025.

Croissance en valeur des exportations

En 2025, les exportations françaises de produits laitiers ont atteint 10,4 Mrds €, en progression de 2,1% /2024. La tendance demeure solidement orientée à la hausse : depuis 2015, leur valeur a augmenté de 40%. Longtemps prédominante, la destination UE avait vu sa part dans les exportations françaises reculer, passant des deux tiers des flux au début des années 2000 à 51% en 2019. Depuis, elle regagne du terrain et représente 57% des ventes en 2025.

La **Belgique** demeure le **premier client de la France**, avec **12% des exportations en valeur en 2025**. Les flux vers ce marché sont dominés par les fromages (42% de la valeur) et le beurre (10%). **L'Allemagne occupe la deuxième place** (11% de part de marché), mais son poids s'est érodé au fil du temps. Elle représentait 17% des débouchés en 2000. Les exportations à destination de l'Allemagne sont très largement composées de fromages, qui concentrent 73% de la valeur.

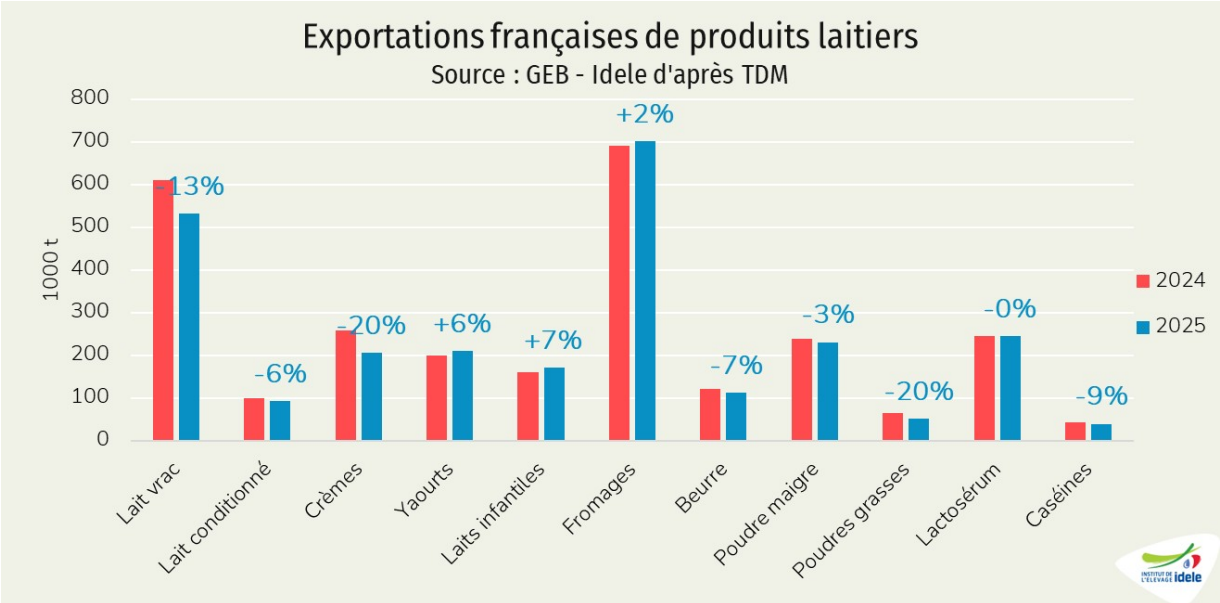
Hors Union européenne, la Chine reste, depuis 2011, la première destination des produits laitiers français. En 2025, les exportations vers ce marché ont atteint 553 M€. Toutefois, les ventes en valeur s'inscrivent en retrait depuis 2022. Les laits infantiles constituent le premier produit exporté (34% de la valeur en 2025), devant les crèmes (25%).



Reprise des exportations en volume en fin d'année

En 2025, les **exportations françaises** de produits laitiers ont totalisé 793 000 tonnes de matière sèche utile (MSU) soit un **repli de 4,6% /2024**. Certains segments ont toutefois su tirer leur épingle du jeu sur l'ensemble de l'année. Tout d'abord les exportations de fromages, piliers de l'export (représentant 33% de la MSU totale), ont légèrement progressé (+2% /2024). Le lait concentré (+15%), le lait infantile (+7%) et les yaourts (+6%) ont affiché des croissances solides, contrairement au reste des produits laitiers dont les volumes ont reculé.

Deux périodes radicalement opposées se sont succédées. Sur les huit premiers mois de l'année, les exportations ont subi un net coup de frein, avec un reflux des expéditions de 8% /2024. La dynamique s'est inversée au dernier quadrimestre. **Depuis septembre, les exportations ont repris des couleurs avec une progression de 2,5% /2024**. Cette reprise a été portée par des produits spécifiques. Le lait concentré (+67 %) a connu une progression marquée, soutenue notamment par la demande de la Pologne. Les exportations de crème (+45%) ont fortement augmenté vers l'Europe du Sud (Italie, Grèce, Espagne) ainsi que les Pays-Bas. La poudre maigre (+21%) a connu un regain de compétitivité sur le grand export, particulièrement vers l'Égypte, le Maroc, le Vietnam et la Libye. Les envois de beurre (+10%) ont augmenté vers nos voisins européens (Belgique, Allemagne, Pays-Bas). Enfin, les yaourts (+10%) et les fromages frais ou râpés (+8%) ont également affiché une belle dynamique.

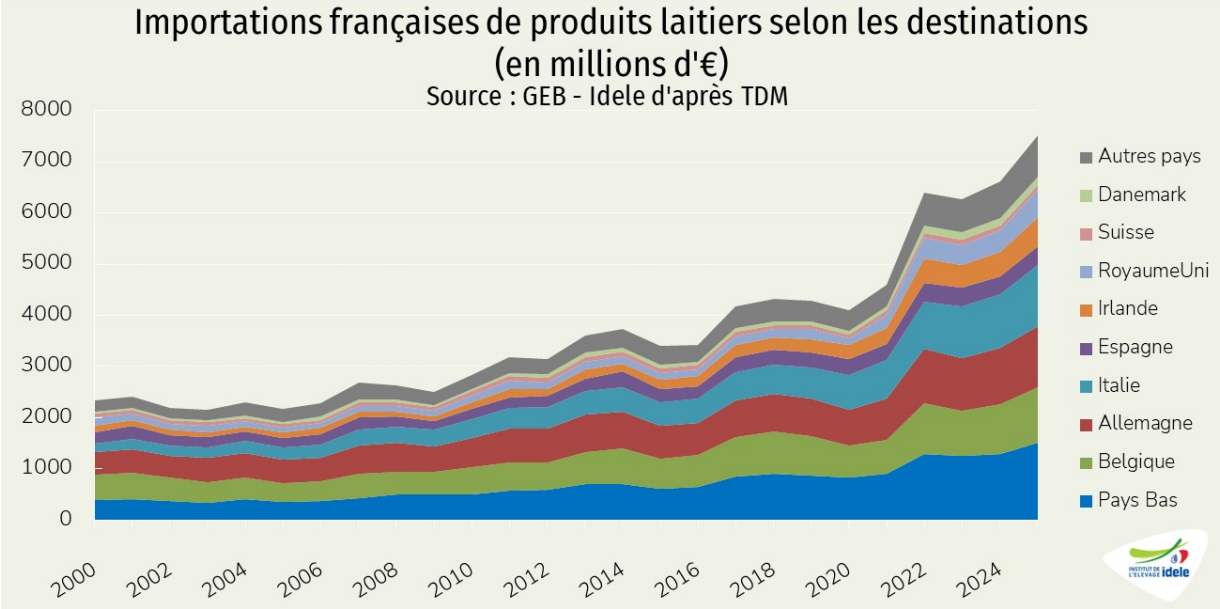


Croissance en valeur des importations

En 2025, les importations françaises de produits laitiers ont atteint 7,5 Mrds €, en progression de 13,7% /2024. Depuis 2015, les achats de produits laitiers à l'étranger ont bondi de 120%. L'Union européenne demeure le fournisseur principal de la France, représentant 90% des produits importés en valeur. En dehors de l'UE, le Royaume-Uni s'impose comme le premier partenaire commercial, avec 7% des importations.

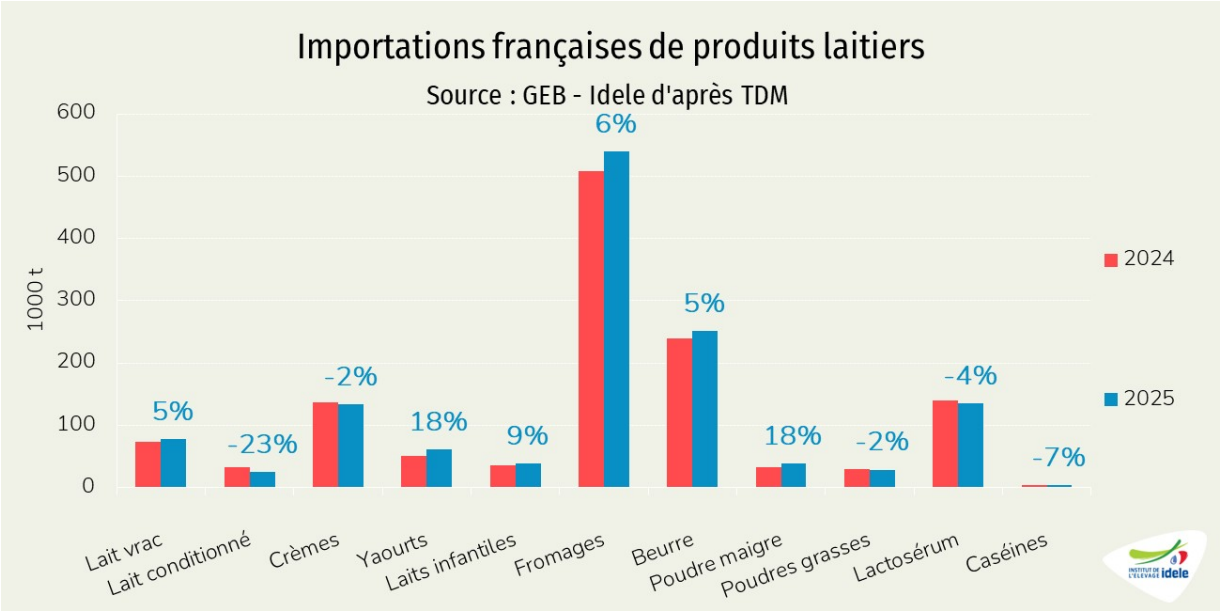
L'approvisionnement français est dominé par quatre pays européens. Les Pays-Bas (20% du total en 2025),

premier fournisseur de la France, expédient essentiellement du beurre (36% de la valeur importée depuis ce pays) et des fromages (32 %). L'Allemagne (16%) fournit majoritairement des fromages, qui représentent 46% de la valeur de ses envois vers la France. L'Italie (16%) se distingue par une spécialisation marquée dans les fromages, qui concentrent 94% de la valeur des importations en provenance de ce pays. Enfin, la Belgique (14%) exporte principalement du beurre (25 % de ses expéditions vers la France) et de la crème (19 %).



Des importations en progression en volume

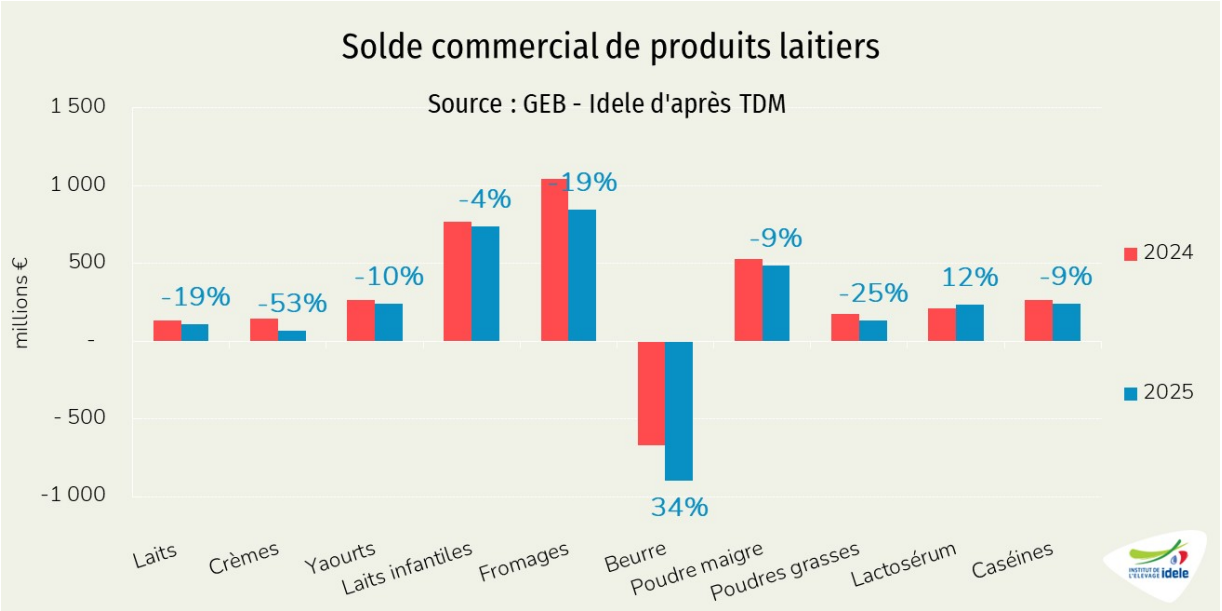
En 2025, les **importations françaises** de produits laitiers ont totalisé 607 000 tonnes de MSU soit **une hausse de 4,4% /2024**. Le segment des yaourts se distingue par une hausse de 18% /2024. Les importations proviennent majoritairement d'Allemagne, qui conforte son rang de premier fournisseur, mais aussi d'autres origines diversifiées comme l'Espagne, la Grèce, la Pologne et le Danemark. Les importations de fromages ont également progressé (+6% /2024). Cette dynamique est largement tirée par les fromages frais, dont les volumes importés ont bondi de 14%. Plusieurs partenaires européens et limitrophes profitent de cette tendance, notamment l'Italie, l'Allemagne, le Danemark, la Belgique ainsi que le Royaume-Uni. Les importations de beurre ont augmenté de 5%. Cette hausse est particulièrement marquée en provenance de Finlande, Irlande, Pologne et Royaume-Uni.



Le solde commercial s'effrite

Bien que la **balance commerciale** des produits laitiers français demeure positive en 2025 avec un excédent de **2,88 Mrds €**, **le solde s'est contracté** de **19%** /2024. La dégradation est généralisée à l'ensemble des catégories de produits. Cette érosion a été sévère pour la crème dont le solde s'est effondré de 53% /2024. Le solde des fromages a reculé de 19%. Le déficit commercial du beurre a continué de se creuser.

Notre solde s'est particulièrement dégradé avec la Belgique (-31% /2024), le Royaume-Uni (-27%) et la Pologne (-22%).



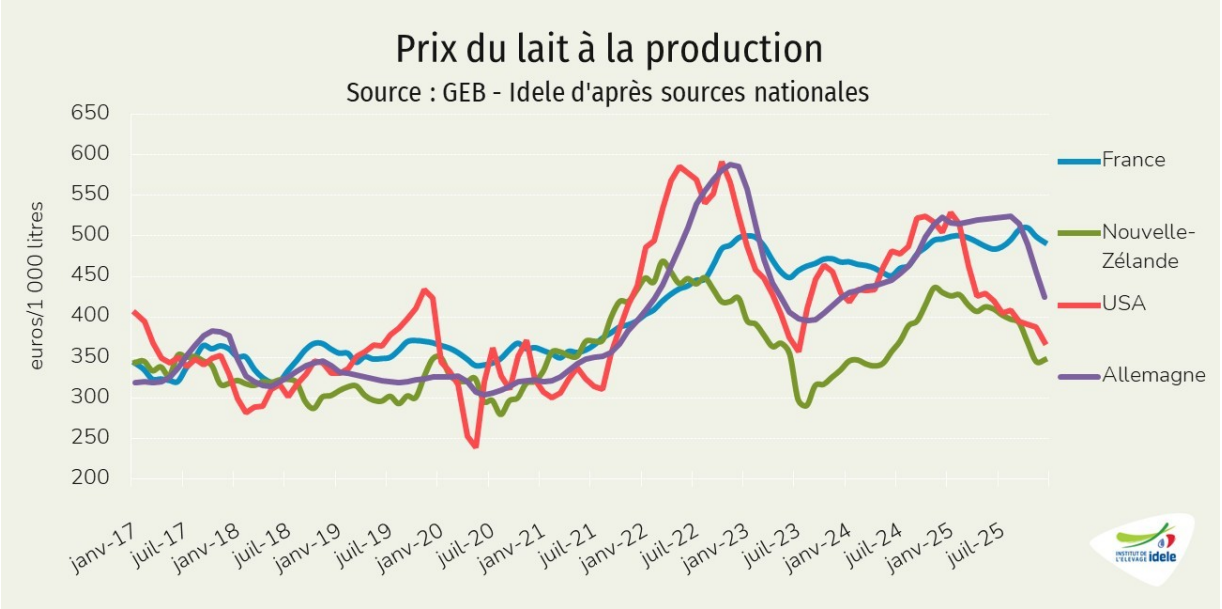
Des cotations qui restent déprimées

Dernière révision le 23 février 2026

Avec des disponibilités en lait et des fabrications en hausse, les prix du lait cru et des commodités laitières restaient sous pression début 2026. Un léger mieux était cependant observé début février.

Les prix mondiaux du lait affectés par la hausse des disponibilités

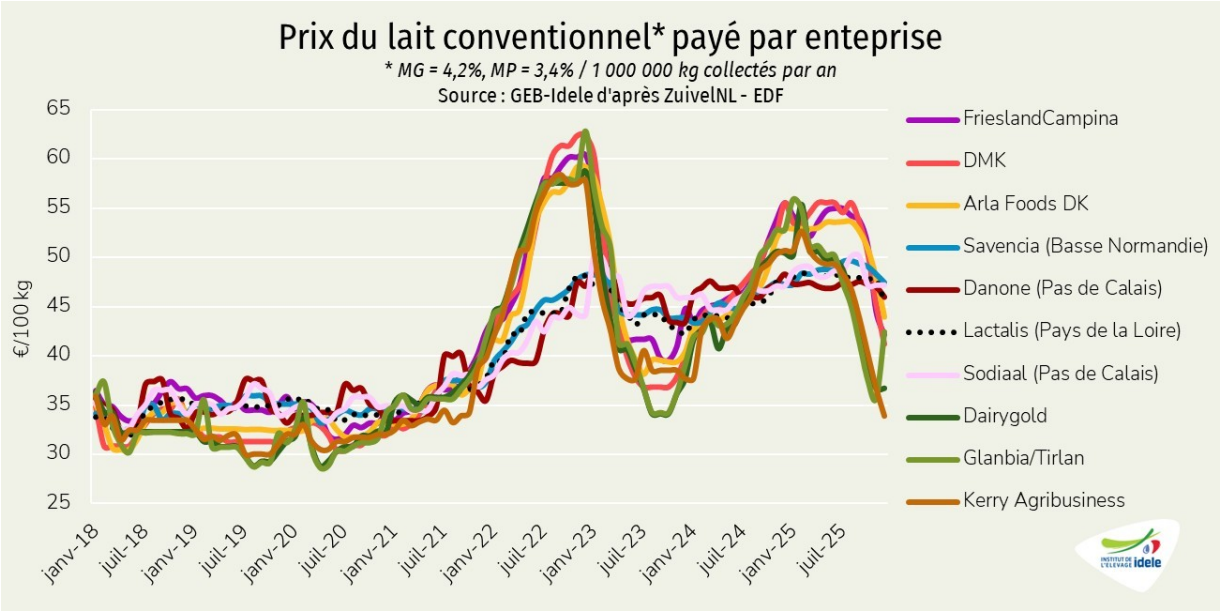
Avec plus de lait et de produits laitiers fabriqués et échangés, les prix à la production ont globalement été orientés à la baisse. C'est notamment le cas du prix du lait payé aux éleveurs étasuniens qui a atteint 368 €/1 000 l en décembre 2025, soit une baisse de 19 € en un mois (-5%) et de 136 € en un an (-27%). Le prix néozélandais, 347€/1 000 l, étaient en baisse sur un an (-83 €, soit -19%), pas sur un mois.



Les prix sont aussi **orientés à la baisse au sein de l'UE à 27 mais les variations sont hétérogènes en lien avec le mode de formation du prix et les mix-produits** des entreprises présentes dans le pays. Ainsi, par exemple :

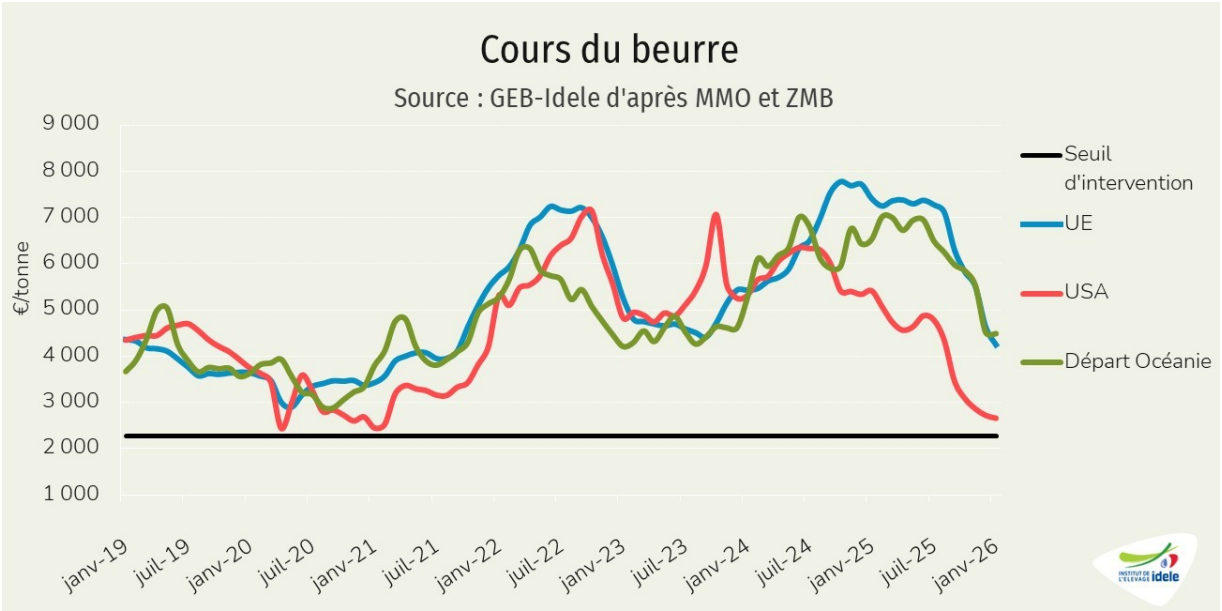
- Le prix moyen allemand s'est nettement replié, à 425 €/1 000 l en décembre 2025, en baisse de 30 € en un mois (-7%) et de 98 € en un an (-19%) ;
- Le prix moyen français a connu un recul plus modéré, à 425 €/1 000 l, en baisse de 7 € en un mois (-1,4%) et de 5 € en un an (-0,7%).

Les prix payés par les entreprises européennes sont dépendants du type produit et de la destination. **Les entreprises orientées vers l'exportation de commodités laitières sont notamment affectées par le repli des cours mondiaux** comme en Irlande (Dairygold, Tirlan, Kerry Agribusiness) mais aussi aux Pays-Bas (Friesland Campina), au Danemark (Arla) ou en Allemagne (DMK).

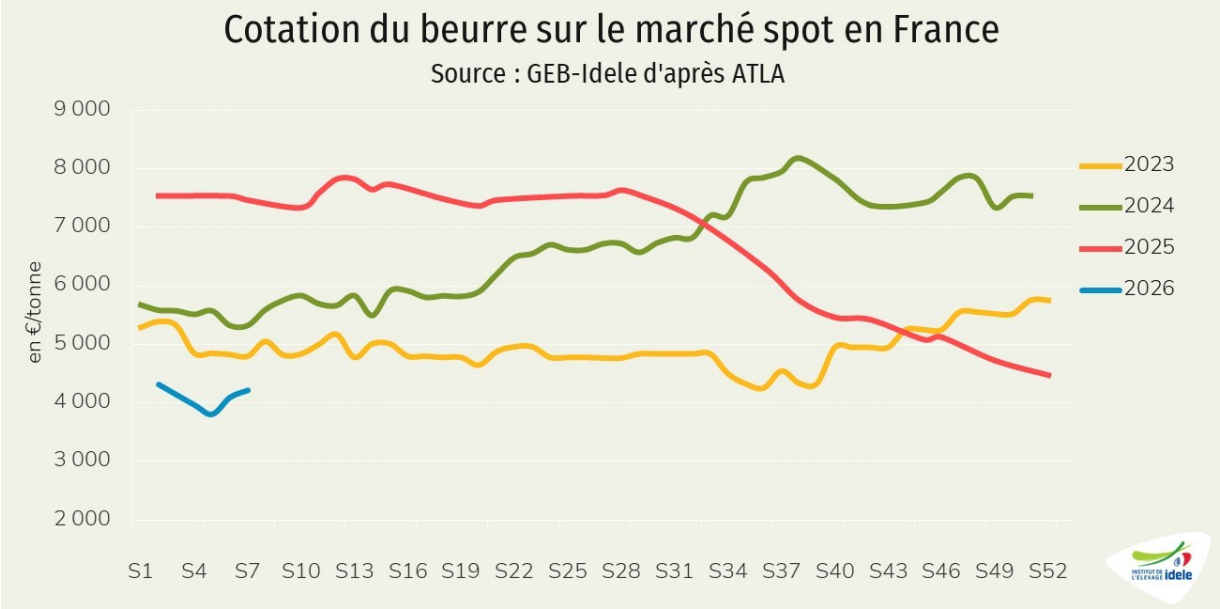


Les cotations du beurre déprimées

Début 2026, sans retournement de marché et avec des disponibilités toujours importantes, **les cours du beurre restaient déprimés chez les principaux exportateurs**. Aux États-Unis, la cotation restait orientée à la baisse, nettement sous la barre des 3 000 €/t. En janvier 2026, elle atteignait 2 655 €/t (-2% /décembre 2025 et -51% / janvier 2025). En Océanie, le cours s'établissait à 4 490 €/t (-1% /décembre 2025 et -31% /janvier 2025). Même constat dans l'UE où la baisse a été plus tardive : le cours du beurre s'établissait à 4 252 €/t (-8% /décembre 2025 et -43% /janvier 2025).

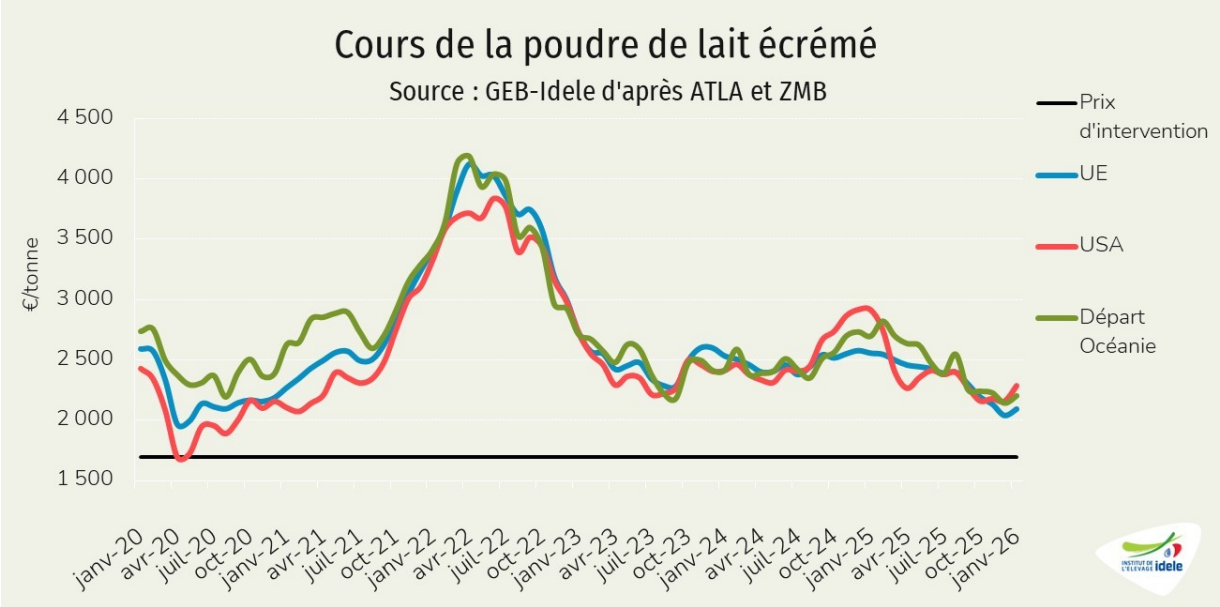


La cotation sur **le marché spot en France a rebondi timidement** au-dessus de la barre des 4 000 €/t d'après ATLA. Elle était de 4 210 €/t en semaine 7. Elle avait progressé de 6% en un mois mais reculé de 44% en un an, soit de 3 260 €/t.

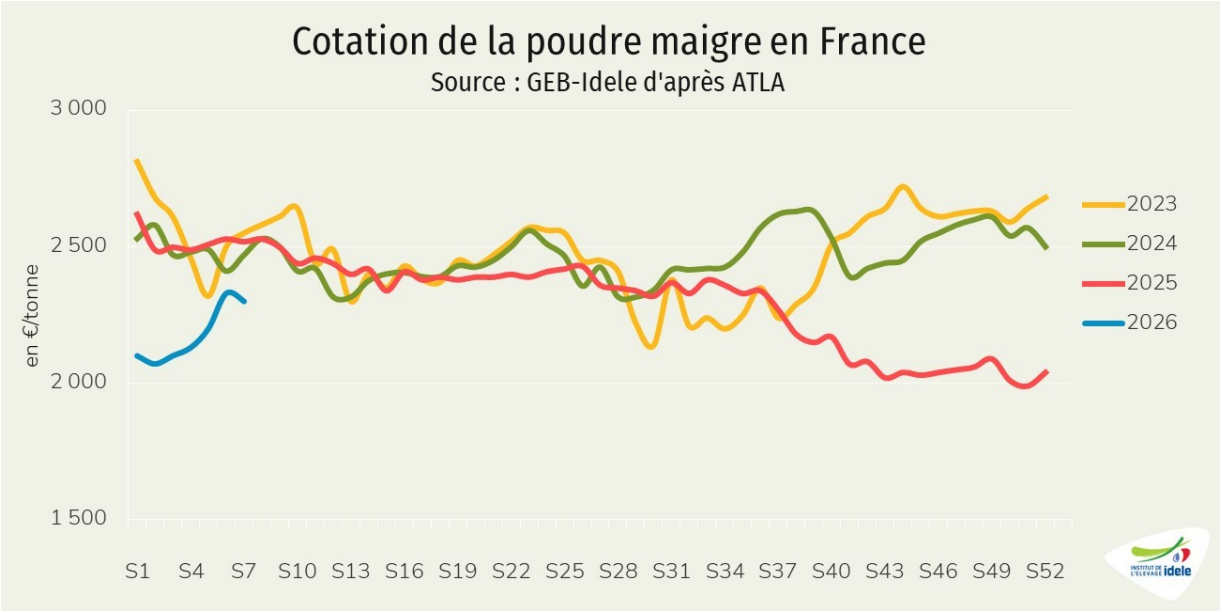


Léger rebond des cours de la poudre maigre

A l'instar du beurre, les cours de la poudre maigre ont été sous pression en 2025 dans le sillage du rebond des disponibilités. Mais **un léger mieux se fait sentir depuis le début de l'année** bien que les cours restent encore bas. En janvier 2026, la cotation départ Nouvelle-Zélande atteignait 2 202 €/t, soit +2% en un mois mais -18% /2025. Un mouvement de redressement récent similaire était observé dans l'UE : la cotation atteignait 2 097 €/t, soit +3% en un mois mais -18% /2025. Sur un mois, la cotation départ USA s'est plus nettement redressée en € comme en dollars étasuniens. A 2 289 €/t en janvier 2026 (+6% /décembre 2025 mais -22% / janvier 2025), elle dépassait ses homologues européennes et néozélandaises.



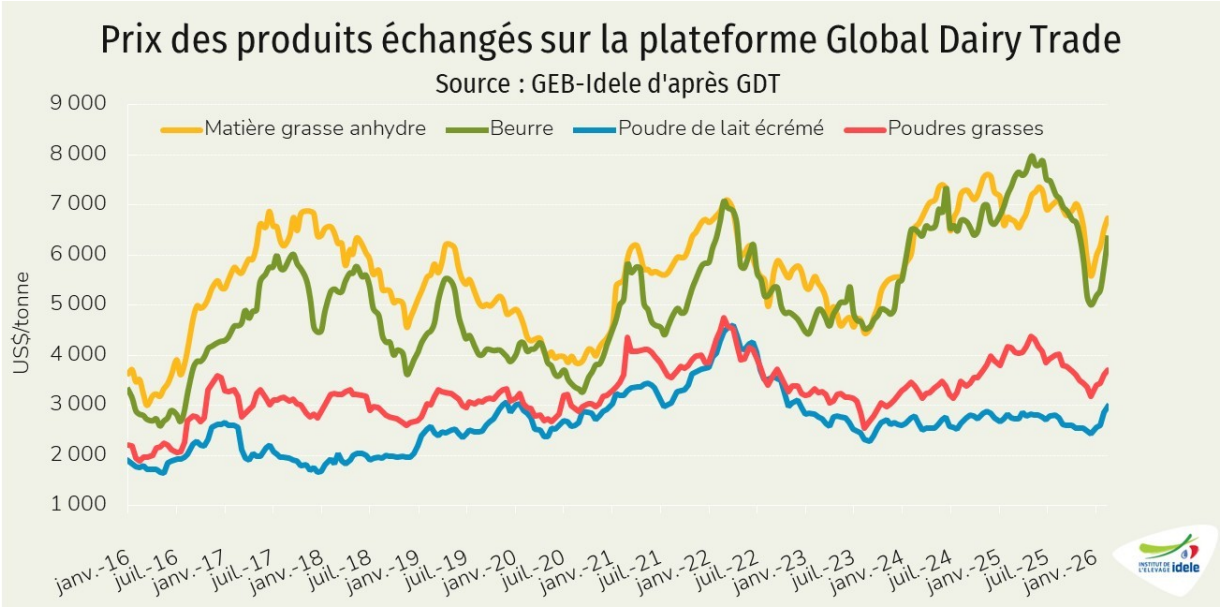
En France, le redressement des cours se poursuivait en février. D'après ATLA, la cotation de la poudre maigre s'établissait à 2 300 €/t en semaine 7, soit +10% sur un mois. Elle restait cependant en baisse sur un an de 220 €/t, soit -9% /2025.



A quand la fin durable de la baisse des cotations ?

Si les cotations des prix des ingrédients laitiers restent déprimées, on observe un léger mieux depuis le début de l'année. **Les quatre premières enchères de 2026 au sein de la plateforme *Global Dairy Trade* étaient toutes orientées à la hausse**. Le 17 février 2026 :

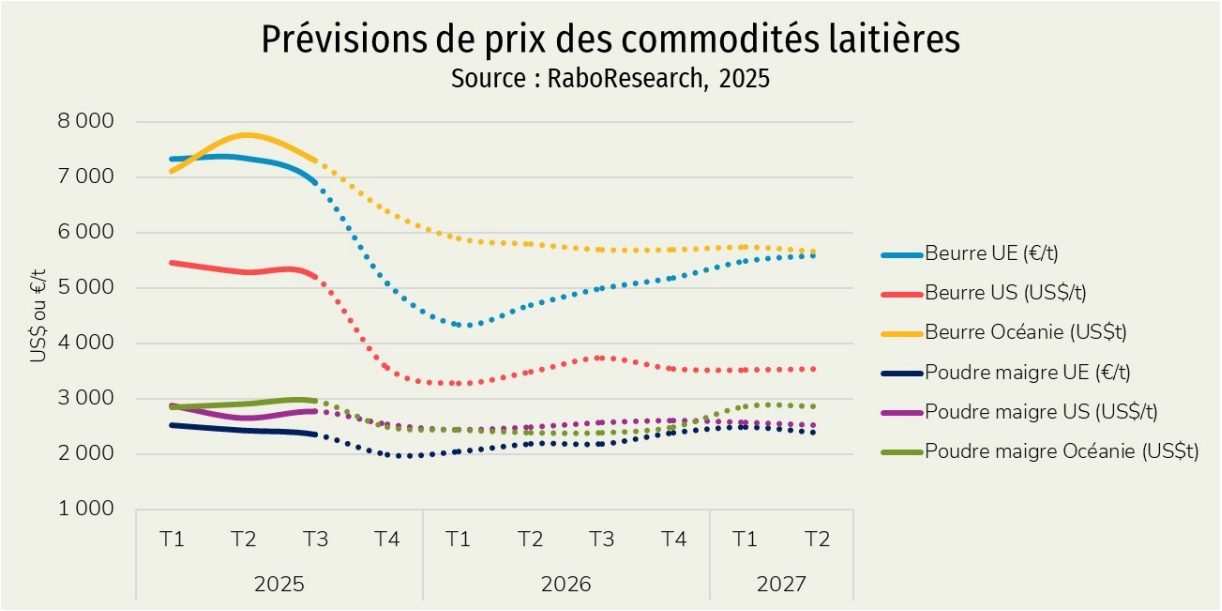
- Le prix du beurre s'est apprécié de 19% en un mois et 22% depuis le début de l'année, à 6 347 US$/t (5 362 €/t) ;
- Le prix de la poudre maigre a repris 14% en un mois et 16% depuis le début de l'année, à 2 973 US$/t (2 351 €/t).



Ce redressement sera-t-il durable ? La prévision de l'évolution des prix à court et moyen terme reste cependant un exercice difficile. D'après la Rabobank, la production laitière devrait rester croissante chez tous les principaux exportateurs lors du premier trimestre 2026. Un ralentissement est attendu au 2ème trimestre mais les États-Unis et l'Océanie resteraient en croissance pour l'ensemble de l'année.

Ainsi, côté prix, la Rabobank estime que la faiblesse des prix mondiaux des commodités laitières devrait se prolonger sur une grande partie de 2026, sous l'effet d'une offre abondante et d'une demande fragile. **Ces prix dépréciés pourraient néanmoins soutenir une reprise progressive de la demande**, mais celle-ci restera lente.

Les cours du beurre devraient ainsi se redresser lentement, sans toutefois retrouver les niveaux records de 2025. Pour la Rabobank, les producteurs feront face à des marges plus serrées, dans un contexte de surproduction au moins sur le 1er semestre 2026.


Prévisions de prix des commodités laitières
Source : RaboResearch, 2025
8 000
7 000
6 000
5 000
4 000
3 000
2 000
1 000
US$ ou €/t
T1
T2
T3
T4
T1
T2
T3
T4
T1
T2
2025
2026
2027
Beurre UE (€/t)
Beurre US (US$/t)
Beurre Océanie (US$t)
Poudre maigre UE (€/t)
Poudre maigre US (US$/t)
Poudre maigre Océanie (US$t)

Viande ovine

Les cours des agneaux lourds restent sous leurs niveaux de 2025

Dernière révision le 23 février 2026

Viande ovine » France »

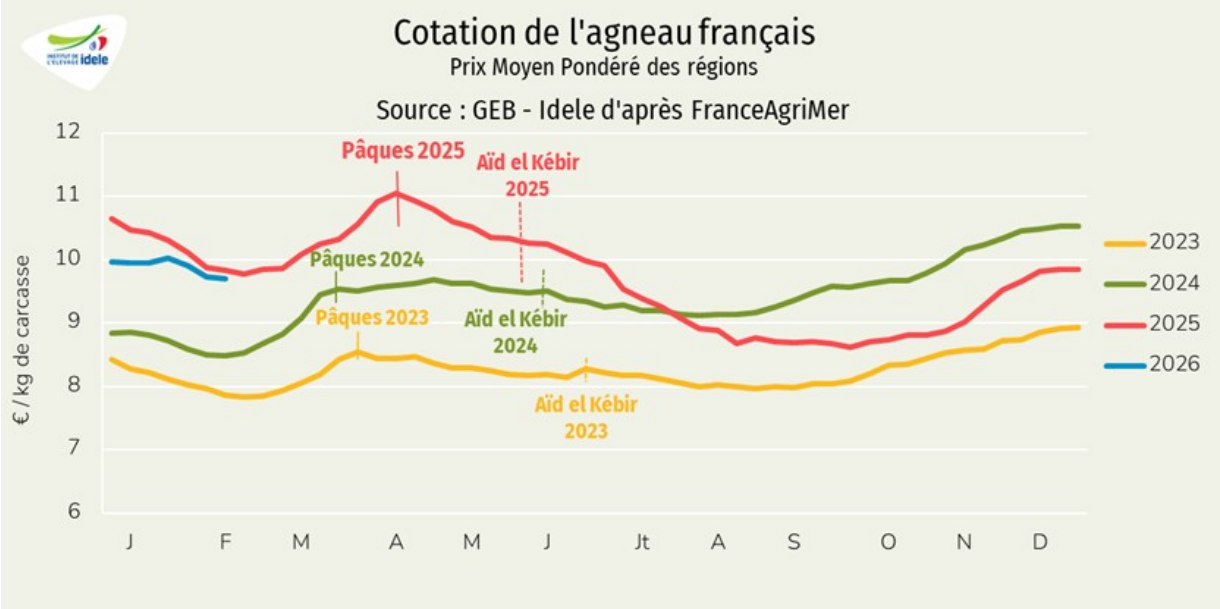
Un approvisionnement en agneaux restreint début 2026

Dernière révision le 22 février 2026

Les sorties d'agneaux sont en recul début 2026 et les abattages également. La baisse des entrées dans les ateliers d'engraissement en début d'hiver s'illustre désormais. Le bas niveau de consommation pèse sur la cotation qui se rapproche malgré tout de son haut niveau de 2025 début février.

L'approche du ramadan soutient le cours français

En **semaine 7 de 2026** (se terminant le 15 février), la cotation entrée abattoir de l'agneau français atteignait **9,70 €/kg**, en recul de 0,03 €/kg d'une semaine sur l'autre. Elle restait par ailleurs 0,17 €/kg sous son niveau de 2025. La consommation est réduite avec les vacances d'hiver mais **l'approche du ramadan** (semaines 8 à 12) **permet de soutenir la cotation**.



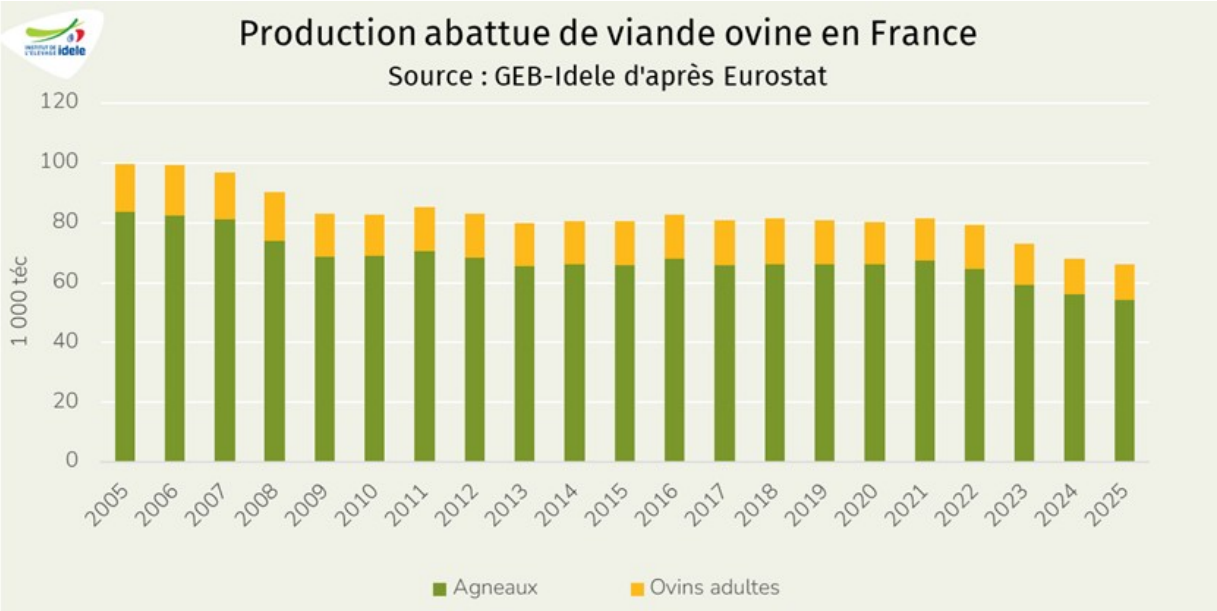
En décembre 2025, l'**IPAMPA ovin viande** était en **légère baisse** d'un mois sur l'autre comme d'une année sur l'autre. Si on regarde dans le détail :
• L'indice énergie et lubrifiants a chuté de 10% d'un mois sur l'autre et de 13% /2024 ;
• L'indice engrais était stable d'un mois sur l'autre et en hausse de 12% d'une année sur l'autre ;
• L'indice aliments achetés était stable d'un mois sur l'autre et reculait de 5% d'une année sur l'autre.

En moyenne sur 2025, l'indice énergie baisse de 10%, l'aliment acheté de 3% et l'engrais est à la hausse, de 7%/2024. Attention, d'autres charges comme le travail effectué par un tiers ou le fermage ne sont pas incluses dans l'IPAMPA.

Les abattages français reculent davantage en effectif qu'en volume en 2025

Selon *Agreste*, **la production abattue de viande ovine était en recul de 3% d'une année sur l'autre sur 2025**, à 66 000 téc, et de 13% comparée à la moyenne des cinq dernières années (2020-2024).

Sur la période, les abattages **d'agneaux** ont diminué de 6 % en effectif et de 3 % en volume. Ceux de **réformes** de respectivement 5 et 2 %. Ces replis sont au moins en partie imputables à **l'épidémie de FCO qui a accru la mortalité des reproducteurs dans de nombreux élevages**. L'**alourdissement des carcasses** est surtout dû à un retard d'abattage qui a commencé dès le début de l'été, à cause encore une fois de la FCO, qui a provoqué des avortements fin 2024. Le poids moyen de carcasse des agneaux est passé de 18,4 à 18,9 kgéc tandis que celui des réformes de 26,3 à 27,2 kgéc.



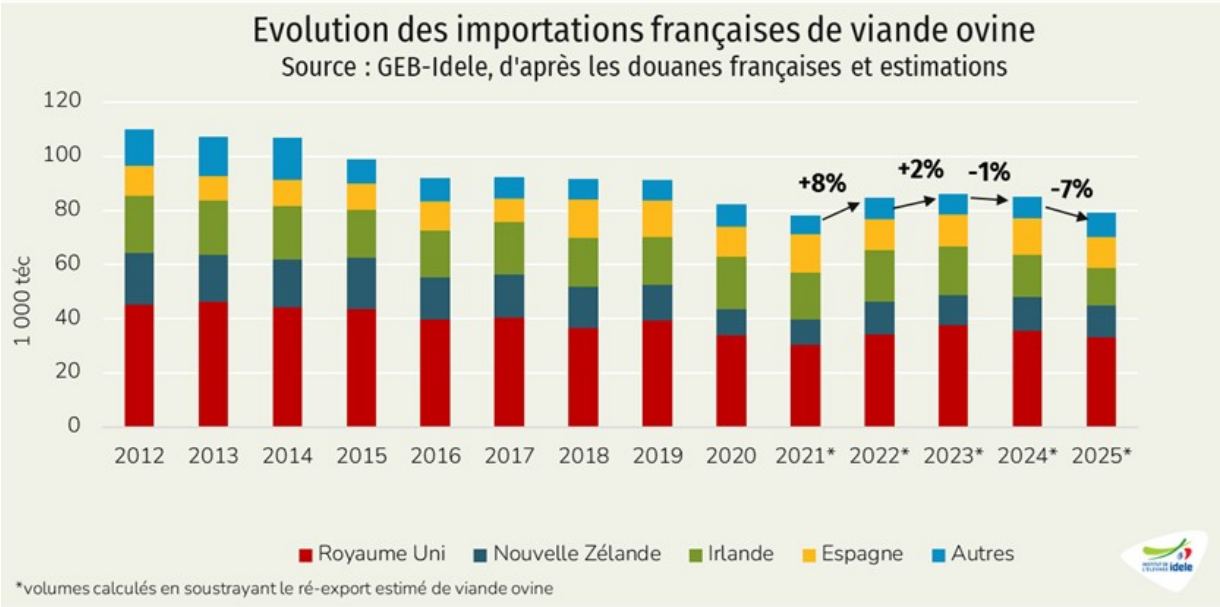
Selon les données *d'Ovinfos*, fournies par Interbev, **les volumes abattus en janvier 2026 seraient bien en-deçà des volumes de 2025**. Cela résulte en grande partie du recul des entrées observé dans les centres d'engraissement fin 2025, combiné à une vive hausse des exports d'agneaux vifs.

L**es exports français d'agneaux vivants** ont doublé d'une année sur l'autre en novembre, puis augmenté de 20% en décembre 2025, totalisant 468 000 têtes sur l'année. Au total, ils **ont bondi de 15%** d'une année sur l'autre, progressant surtout vers l'Espagne et l'Allemagne. **Les exports de réformes étaient stables sur 2025**, augmentant vers l'Italie mais baissant fortement vers la Hongrie et Chypre.

Les importations françaises d'agneaux vivants ont diminué en 2025, de 41% /2024, totalisant 79 000 têtes. Elles reculent d'Espagne, notre principal fournisseur. **Les imports de réformes**, toutes espagnoles, ont **baissé** de 33% /2024, à 13 600 têtes. Ces reculs participent à la baisse des abattages en France.

Chute des importations de viande ovine en décembre 2025

Les importations françaises de viande ovine destinées au marché français (en soustrayant le réexport estimé de viande ovine britannique) **ont vu leurs volumes baisser en 2025** (-6,9 %), totalisant 79 140 téc. Elles ont reculé en provenance de nos principaux fournisseurs, avec -7% de tonnages issus du Royaume-Uni (flux en hausse jusqu'en novembre), -13% depuis l'Irlande, -4% depuis la Nouvelle-Zélande et -14% depuis l'Espagne.

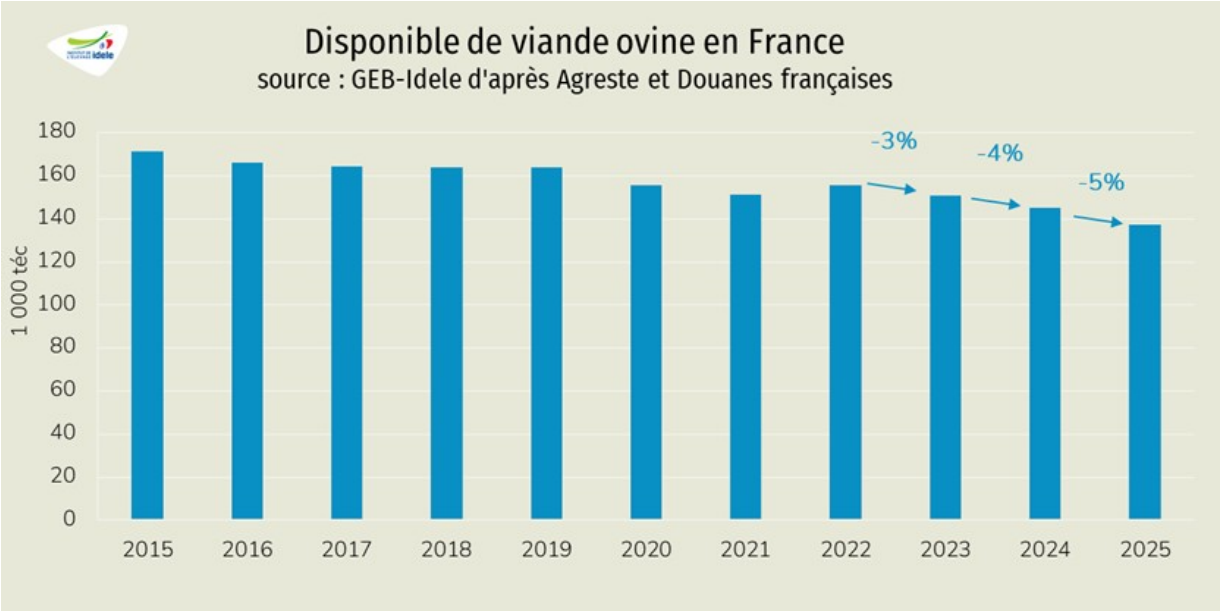


Les importations françaises de viande ovine ont reculé de 15 % comparées à la moyenne 2015-2019.

En décembre 2025, **les importations de viande ovine ont chuté**, faisant passer la baisse des volumes importés de -3,6% en cumul 11 mois à **-6,9%** en cumul **12 mois de 2025**, comparé à décembre 2024. Un problème sur des carcasses ovines britanniques contrôlées à Calais a engendré le blocage de plusieurs camions.

La baisse du disponible français en viande ovine s'accentue en 2025

En 2025, les abattages français sont toujours en repli d'une année sur l'autre, tout comme les importations de viande ovine, faisant baisser les disponibilités consommables.



Le disponible français en viande ovine recule ainsi de 5,4% /2024 et même de 17 % comparé à la moyenne 2015-2019.

Selon le panel *Kantar*, **les achats de viande ovine par les ménages français ont baissé de 13% sur 11 mois en 2025** comparés à 2024, parallèlement à une hausse de 9% du prix moyen (à 19,82 €/kg). Les données de décembre ne sont pas encore publiées.

La consommation reste modeste et les agneaux qui sortent au 1er semestre, moins nombreux, devraient voir **leurs achats se tasser à l'été, une nouvelle fois**. La demande pour le **ramadan** devrait elle aussi rester modeste car même s'ils sont légèrement retombés, **les prix de la viande ovine restent trop élevés pour beaucoup de consommateurs.**

Viande ovine » UE et monde »

Regain des abattages d'agneaux irlandais

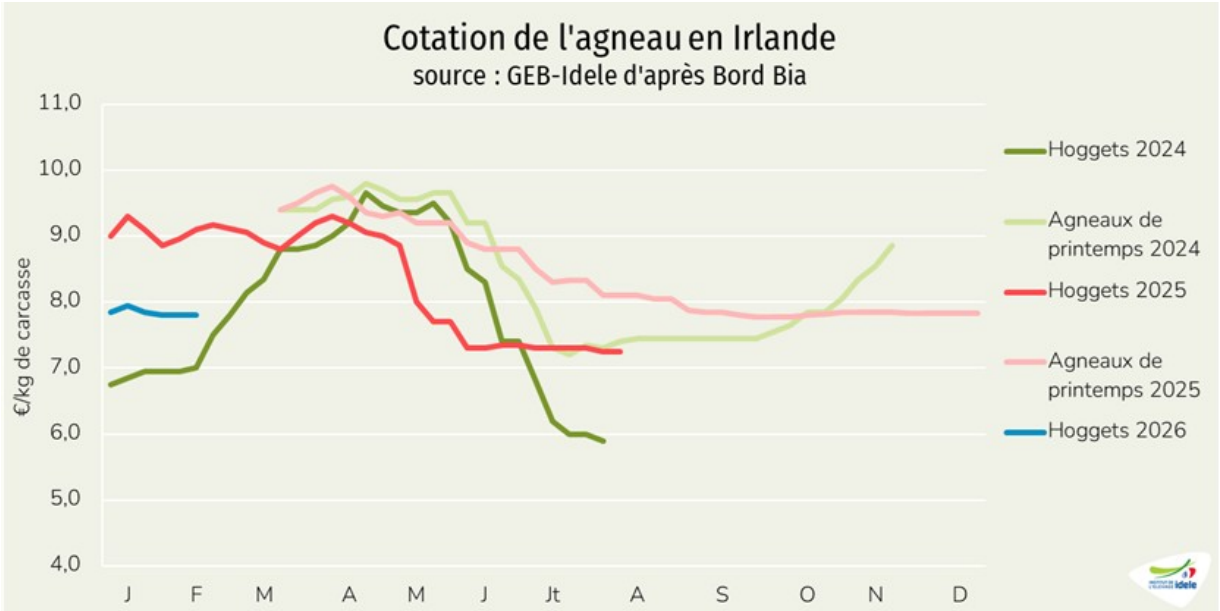
Dernière révision le 23 février 2026

Après une année 2025 compliquée pour la filière ovine irlandaise, 2026 semble mieux débuter. Les abattages d'agneaux observés jusqu'à mi-février sont globalement à la hausse. Cela devrait permettre une relance de l'export.

Irlande : reprise progressive de la production début 2026

Après une année 2025 marquée par une forte baisse de l'offre, la production ovine irlandaise est repartie à la hausse début 2026. **Sur les 7 premières semaines de l'année, les abattages d'agneaux ont augmenté de 4% tandis que ceux des réformes étaient stables.**

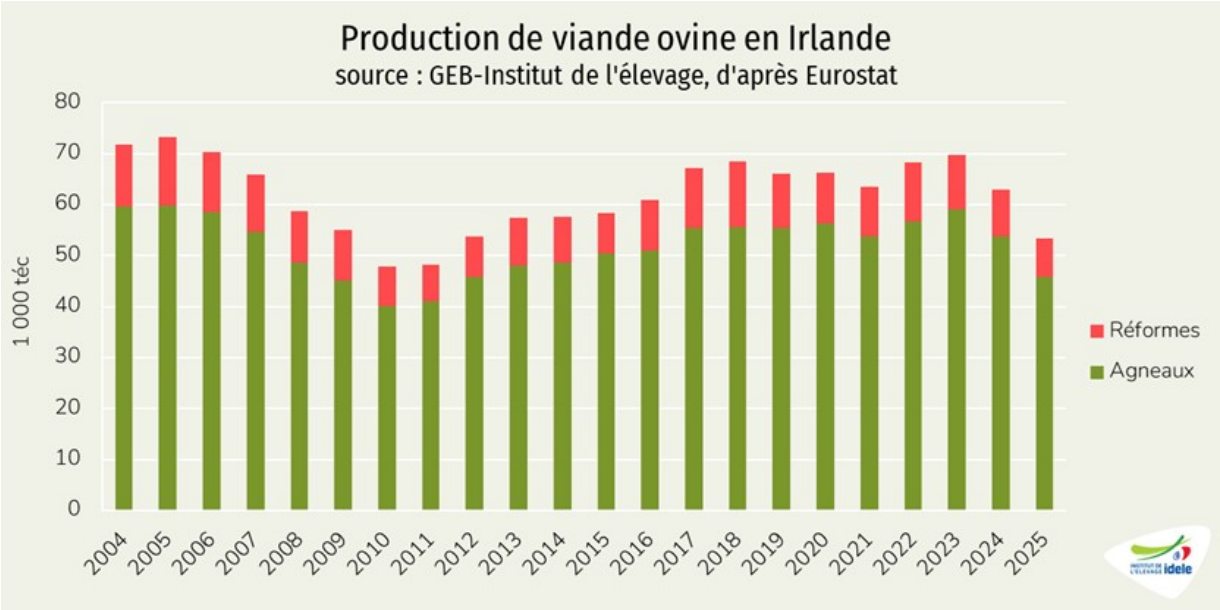
En **semaine 6** de 2026, selon la commission européenne, la **cotation du *Hogget* irlandais** atteignait **7,80 €/kg** pour la 3ème semaine consécutive. Il était alors en baisse de 1,30 €/kg comparé à la même semaine de 2025.



Malgré **des importations d'ovins vivants qui ont triplé**, principalement du Royaume-Uni (pour contrebalancer la baisse des naissances d'agneaux irlandais et celle des flux nord-irlandais), **la production irlandaise de viande ovine a chuté de 15% /2024 en 2025**, totalisant 53 000 tonnes. C'est 19% de moins que sur la moyenne des cinq dernières années.

Les effectifs d'agneaux abattus ont diminué de 17% /2024 et de 15% en volume, illustrant une hausse de leur poids moyen de carcasse, de 21,6 à 22,1 kg. **Ils augmentent de 4% de début janvier à mi-février 2026/2025**. Le nombre de **réformes** a reculé, de 20% /2024 en têtes, et de 19% en volume, avec un poids moyen de carcasse en légère hausse, à 26,0 kg. Ils sont stables début 2026.

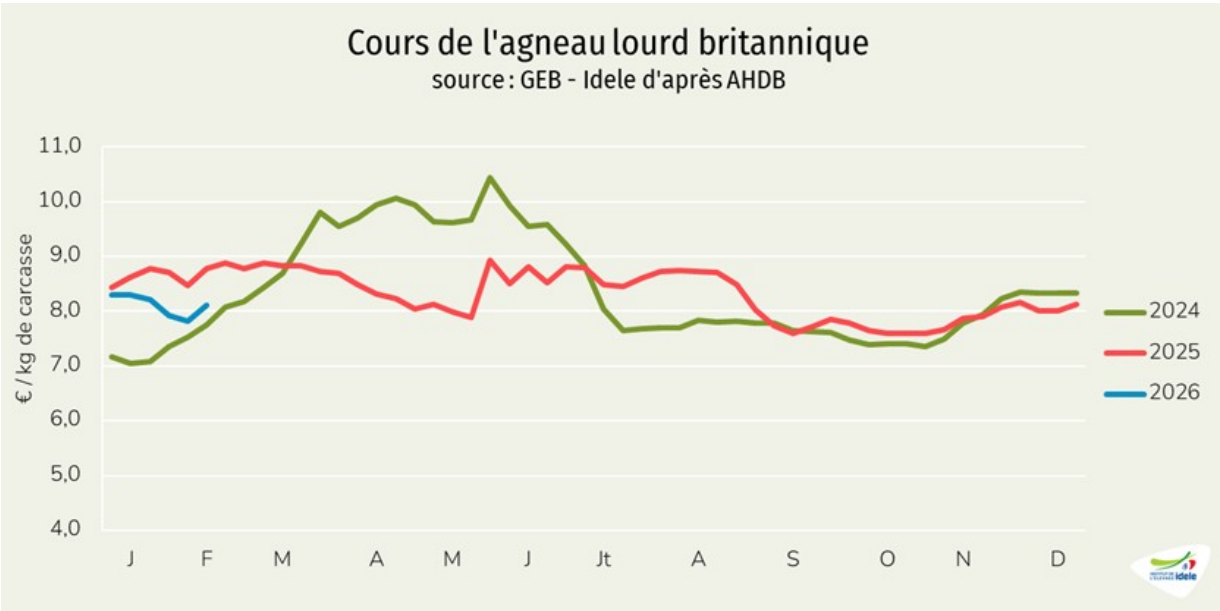
De nombreux facteurs expliquent ce recul dont **la baisse du cheptel de reproductrices**, le **recul du nombre d'agneaux de report** suite à une fin d'année 2024 dynamique, mais aussi une **baisse des flux d'agneaux en provenance d'Irlande du Nord**… La filière irlandaise espère une légère reprise de la production mais **l'apparition récente de la FCO pourrait changer la donne**.



Bord Bia estime que les **exports irlandais de viande ovine auraient chuté de 15% en 2025 par rapport à 2024,** tombant à 51 000 tonnes, leur plus bas niveau depuis 2016.

Royaume-Uni : des abattages en recul début 2026

En **semaine 6 de 2026**, la cotation de **l'agneau** britannique atteignait **8,11 €/kg**, soit 0,29 €/kg d'une semaine sur l'autre, et reculait de 0,67 €/kg comparée à 2024.



En **janvier 2026,** les **abattages** d'agneaux **reculent** de 3% d'une année sur l'autre et ceux des **réformes** de 7%. Les **carcasses s'alourdissent** pour ces deux catégories d'ovins. **Selon Kantar, en janvier 2026, les achats de viande ovine au détail par les Britanniques ont diminué** d'une année sur l'autre, de près de 8% en volume, après avoir été dynamiques pour Noël.

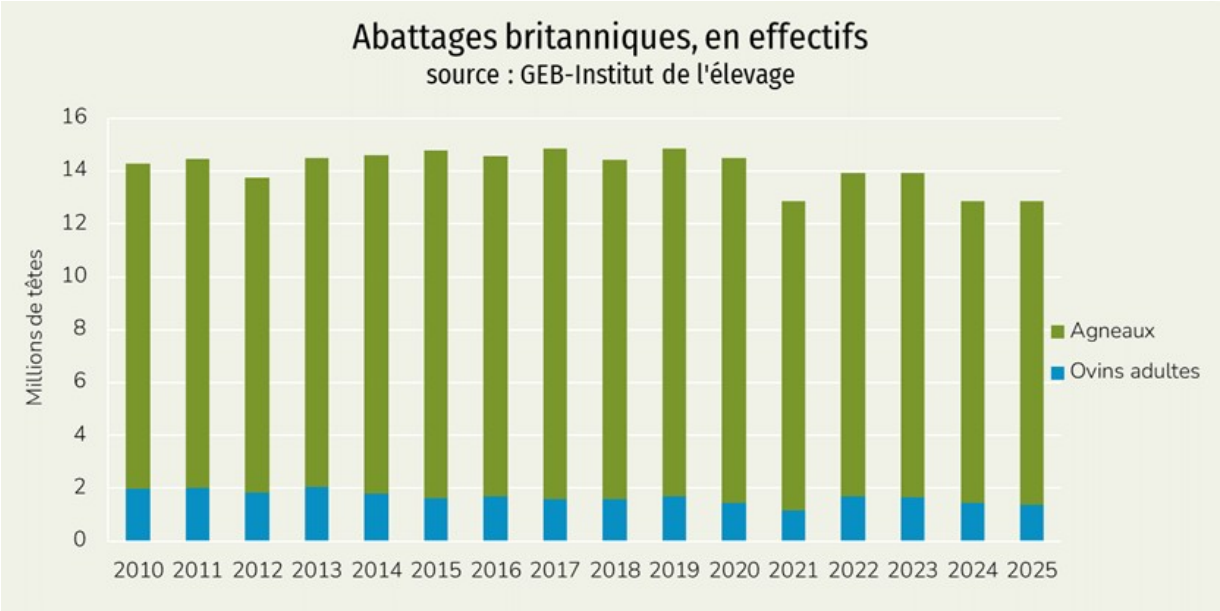
Le recul de production début 2026 fait suite à une **année 2025 marquée par une hausse des disponibilités tant nationales qu'importées**.

En effet, selon l'enquête du *Defra* (Département de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales), les **abattages d'agneaux** étaient **en légère hausse (+1%) d'une année sur l'autre en 2025**, totalisant 11,5 millions de têtes. **Leur poids moyen de carcasse a bondi**, passant de 19,9 **à 20,5 kg.**

Les **abattages de réformes** ont quant à eux diminué de 5% sur l'année, à 1,4 million de têtes. A l'inverse des agneaux, les carcasses de réformes se sont nettement **allégées** en 2025, après avoir atteint des sommets en 2024. Elles passent de 27,2 à 26,5 kg en moyenne.

Finalement, et malgré un nombre d'ovins abattus stable, **la production britannique totale de viande ovine** a atteint 272 300 t en 2025, soit **+2% /2024**, mais en forte baisse, de 12%, comparée à la moyenne 2015-2019.

Pour rappel, selon l'enquête du *Defra,* **le cheptel ovin britannique connaît des baisses depuis quelques années et le nombre d'agneaux de moins d'un an a atteint en juin 2025 son niveau le plus bas enregistré depuis le début de la collecte de données, en 1984.**



Les hausses de production et d'importations de viande ovine en 2025 ont permis de libérer des volumes à l'export.

Les exportations britanniques de viande ovine étaient alors en hausse de 9% en 2025, à 87 600 téc. Elles dépassaient de seulement 1% leur niveau d'avant *Brexit* et pandémie de Covid-19 (moyenne 2015-2019). En décembre, elles repartaient légèrement à la baisse (-1% /déc.2024).

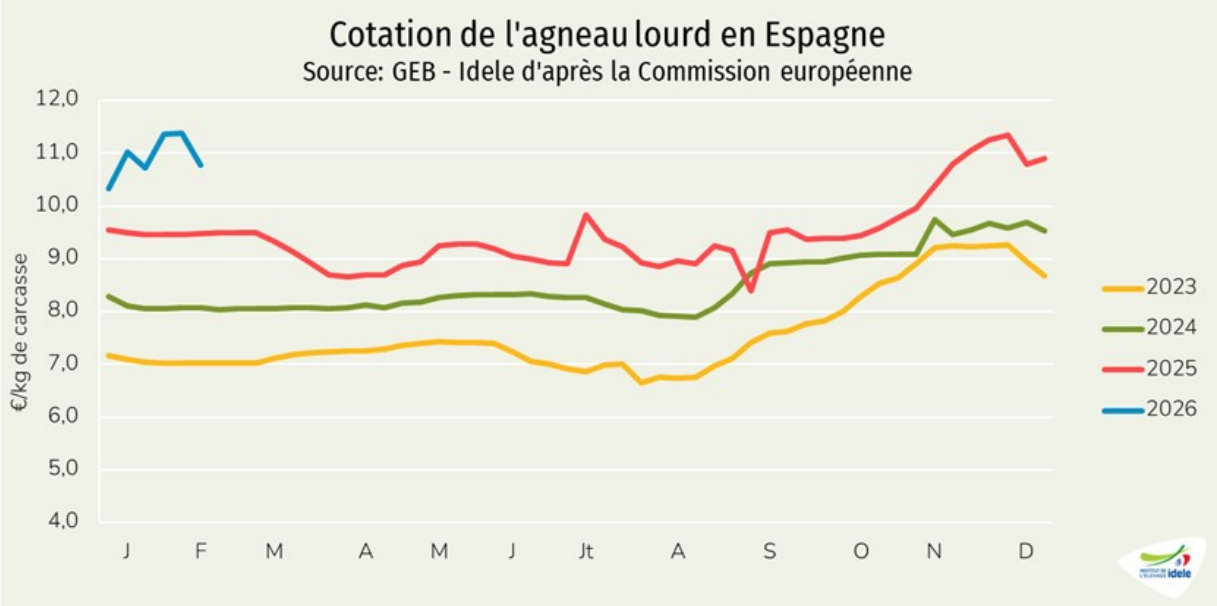


Après un bond en 2024, **les importations britanniques de viande ovine** poursuivent leur croissance en 2025, augmentant de 3% /2024, à 78 600 téc. **Elles augmentent de 40% soit +8 500 téc en provenance d'Australie** (très offensive sur le marché britannique depuis l'application de l'accord de libre-échange entre les deux pays en mai 2023), mais baissent de 11% en provenance de Nouvelle-Zélande, soit – 4 900 téc.

Espagne : un cours entrée abattoir record début 2026

Le **cours** de l'agneau espagnol entrée abattoir atteignait **10,77 €/kg** en semaine 6, soit +1,29 €/kg d'une année sur l'autre. Le prix de la viande ovine espagnole est **artificiellement élevé** du fait des **subventions** accordées

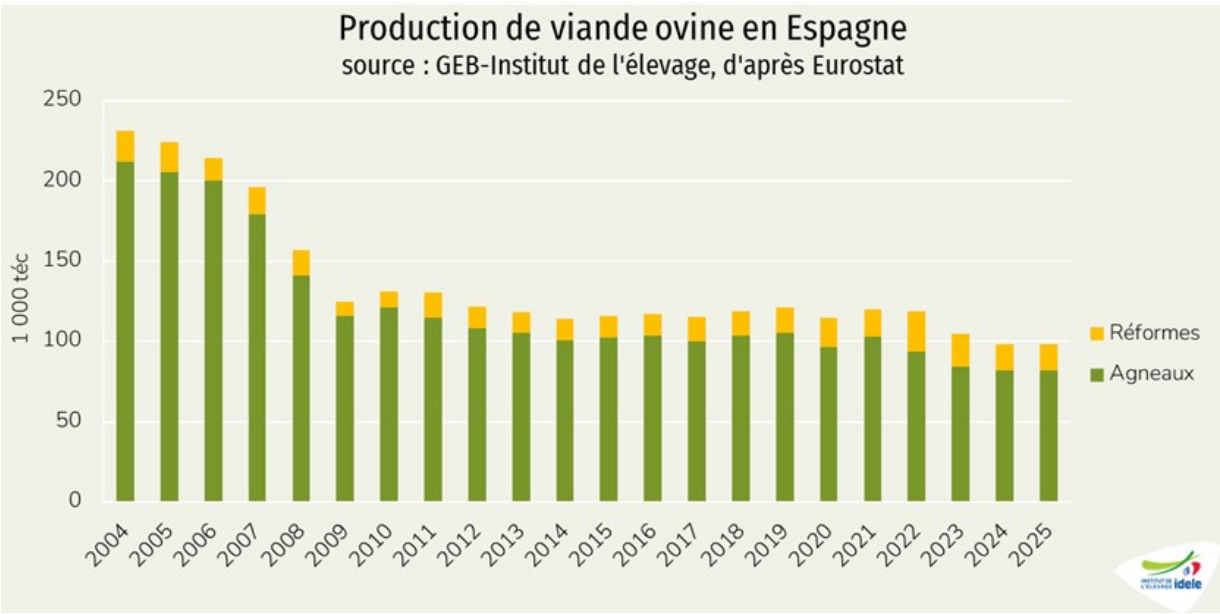
aux importateurs par leur gouvernement marocain, concernant les ovins vifs espagnols.



La forte demande sur les marchés internationaux pour les ovins espagnols, visiblement très appréciés, tire aussi les prix vers le haut : les acheteurs étrangers sont prêts à payer plus cher. Il en résulte une **pression accrue sur l'approvisionnement du marché intérieur en animaux**.

La **FCO**, des **épisodes climatiques extrêmes**, et des **soucis de transmission des élevages** entre générations réduisent par ailleurs les effectifs ovins en Espagne (près de 5% de brebis en moins chaque année), ce qui fait aussi monter les cours, face à une **forte demande internationale**.

La production de viande ovine espagnole s'est stabilisée d'une année sur l'autre en 2025, totalisant 98 400 t. Près de 681 000 **réformes** ont été abattues, quasiment au niveau de 2024 et la baisse est plus forte en volume (-1,4%), du fait d'un poids moyen de carcasse en légère baisse, à 24,2 kgéc. **Le nombre d'agneaux abattus a diminué de 5%** /2024, totalisant 6,8 M de têtes, tandis que les volumes étaient stables, à 82 000 t, du fait d'un alourdissement marqué des carcasses d'agneaux, de 11,6 à 12,3 kgéc, en lien avec l'annulation des envois vers le Maroc au 1er semestre mais aussi à l'adaptation à la demande des pays du Moyen-Orient.



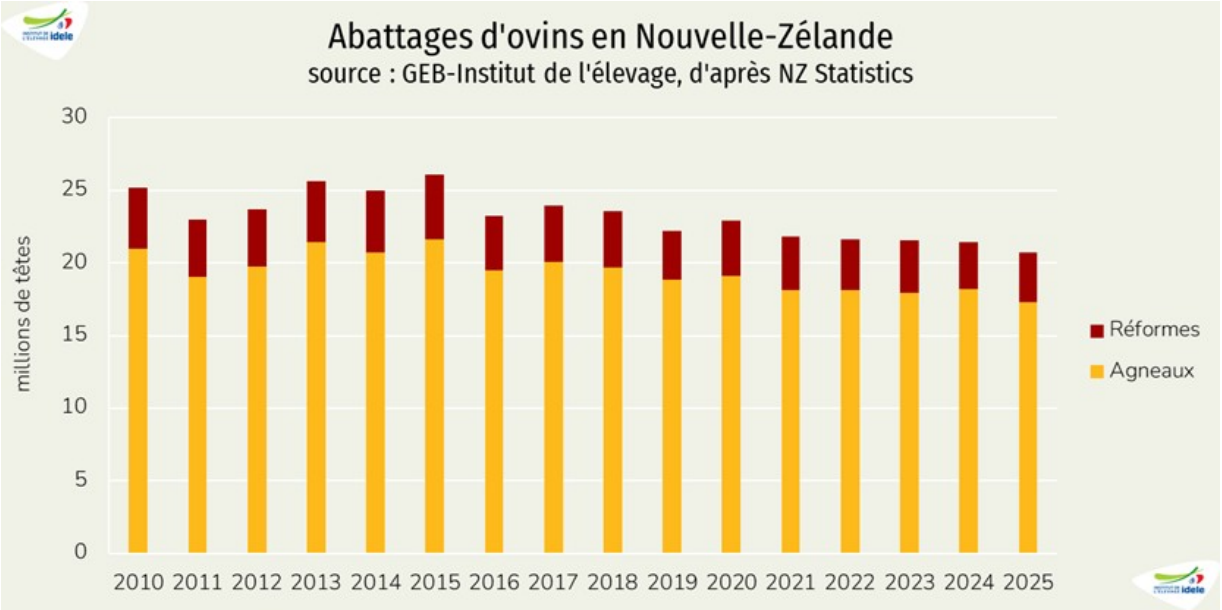
Les exportations de viande ovine espagnole sont en nette hausse d'une année sur l'autre en 2025, de 14% /2024, à 49 000 téc. C'est 9% de plus que sur les cinq dernières années. On observe notamment une **forte hausse des envois vers l'Algérie** (qui ont quasiment triplé, de 5 000 à 13 700 téc). La **baisse de la consommation intérieure**, face à des prix de vente au consommateur très élevés, a pu libérer des volumes à l'export.

A l'inverse, **les exportations d'ovins vivants ont enregistré un recul**, notamment une baisse notable des livraisons vers d'importants marchés comme le **Maroc**. **Les envois vers la Jordanie se sont interrompus mais ceux vers l'Algérie ont pris le relais**. Les envois d'agneaux espagnols reculent au final de 34% d'une année sur l'autre, totalisant près de 935 000 têtes et **les envois de réformes ont diminué** de 38% /2024, à 107 100 têtes.

Nouvelle-Zélande : le prix de la viande ovine néozélandaise repart à la hausse

Le prix de la viande ovine en Nouvelle-Zélande, sur une tendance haussière depuis début 2024, s'était stabilisé fin 2025. Il est reparti à la hausse début 2026, sous l'effet d'une forte demande internationale en viande ovine face à des disponibilités limitées. **En semaine 7, le prix de la viande ovine néozélandaise était enregistré en moyenne à 5,60 €/kg contre 4,45 €/kg la même semaine en 2025.**

Après une hausse de 2% entre 2023 et 2024, **la production a reculé de 1% sur un an en 2025,** totalisant 427 000 téc. Le nombre **d'agneaux** abattus a **diminué** de 5% /2024, à 17,3 M de têtes, tandis que celui des **réformes** a **augmenté** de 3%, à 3,4 M de têtes.



Les exportations de viande ovine ont totalisé 414 000 téc en 2025, **se maintenant d'une année sur l'autre**. Le pays a enregistré une **forte baisse des envois vers la Chine** (-11 400 téc) puis vers le Royaume-Uni (-8 000 téc), et les États-Unis (-3 600 téc). *A contrario*, **les exports néozélandais ont fortement augmenté vers les pays de l'UE**, notamment les Pays-Bas (+3 900 téc, plateforme de réexport), l'Allemagne (+ 4 300 téc). On a aussi constaté une hausse vers Taïwan (+ 4 000 téc). Après une baisse en novembre, ils repartent à la hausse, de 9%/2024, en décembre 2025.



La collecte 2025 a finalement rattrapé son retard

Dernière révision le 23 février 2026

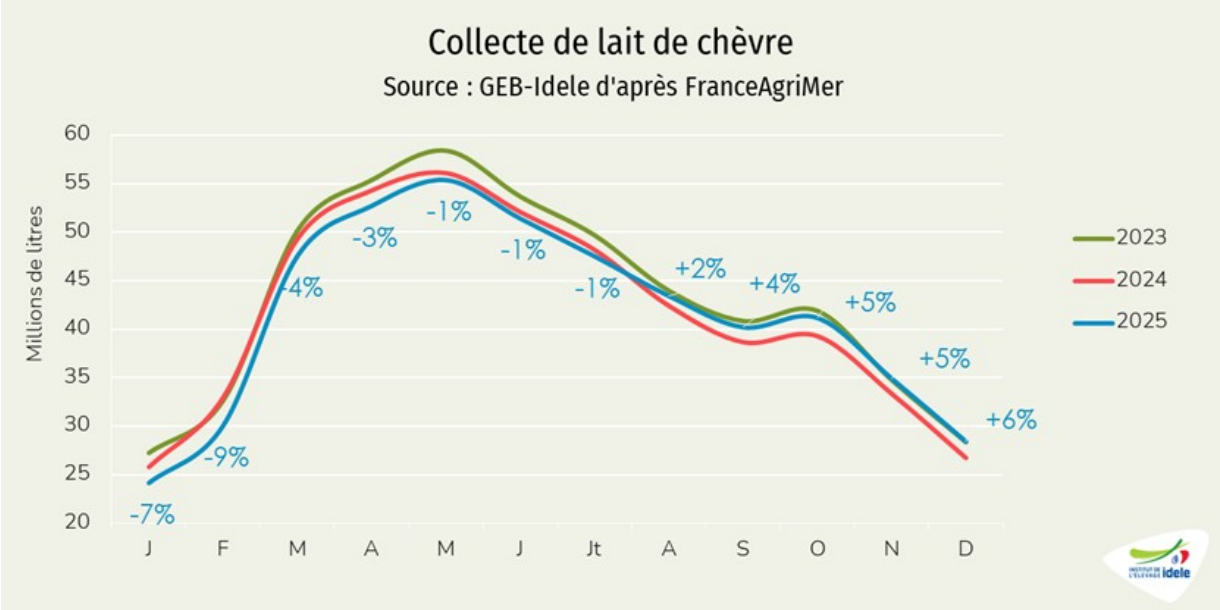
Production et consommation au rendez-vous début 2026

Dernière révision le 23 février 2026

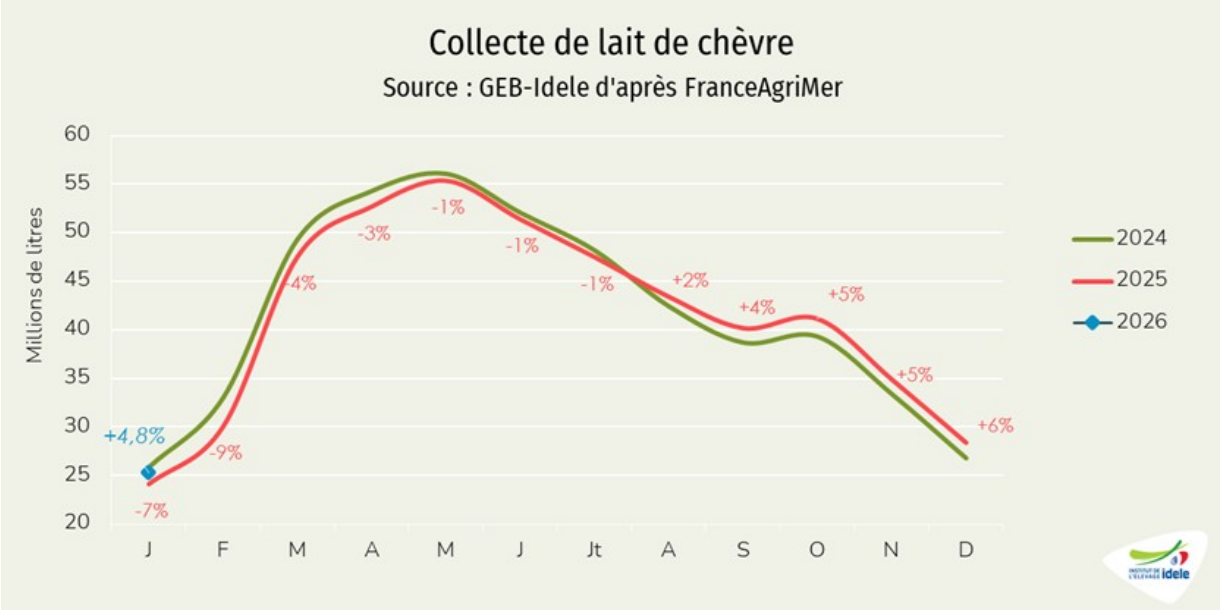
Les livraisons de lait de chèvre en 2025 ont presque rattrapé leur niveau de 2024, malgré une première partie d'année très en retrait. Début 2026, la collecte est plus dynamique qu'un an auparavant et la consommation croit toujours.

Une année laitière en deux temps

La collecte de lait de chèvre s'est élevée à 28,4 millions de litres en décembre 2025, une hausse de 6% /2024.



2025 se termine avec une collecte presque au niveau de 2024, **à 496,8 millions de litres (-0,3% /2024,** avec correction de l'effet année bissextile de 2024). L'année s'est déroulée en deux temps : un premier semestre en retrait (-3,5% /2024) et un second beaucoup plus dynamique (+3,0% /2024) qui a donc presque permis de rattraper le retard pris en début d'année.



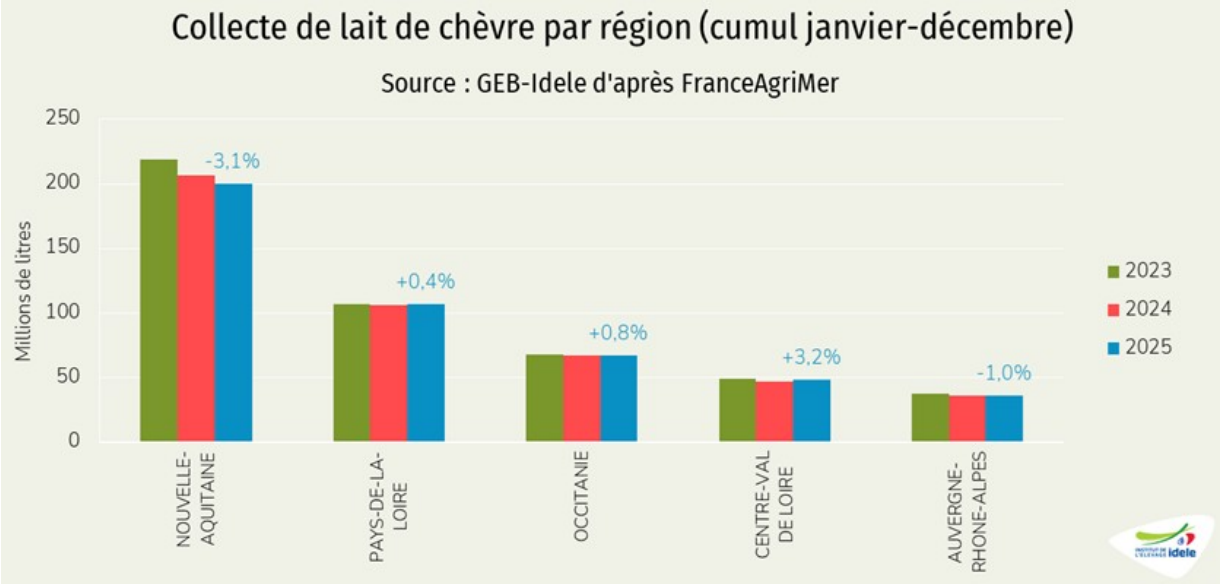
D’après les données de l’enquête hebdomadaire de FranceAgriMer, la nouvelle campagne laitière a débuté à la hausse, **avec une collecte supérieure à 2025 en cumul sur les cinq premières semaines de 2026 (+4,8%).**

Le nombre de points de collecte de lait de chèvre a reculé de 2% sur l’ensemble du territoire en 2025. Mais ce chiffre cache de fortes disparités, que l’on observe aussi dans les données de collecte (lire ci-après). Ainsi, en mai, au pic de collecte, la région AURA affichait un recul de 7% du nombre de points de collecte par rapport à mai 2024, tandis que la Nouvelle-Aquitaine était à -4%, et l’Occitanie et les Pays de la Loire à -1%. En région Centre-Val de Loire, au contraire, le nombre de points de collecte avait progressé de 5%.

Livraisons du Centre-Val de Loire et d’Occitanie en hausse en 2025

En cumul sur 2025, la collecte a évolué d’une année sur l’autre comme suit :

- +3% en Centre-Val de Loire,
- +1% en Occitanie
- stable en Pays de la Loire
- -1% en AURA
- -3% en Nouvelle-Aquitaine.



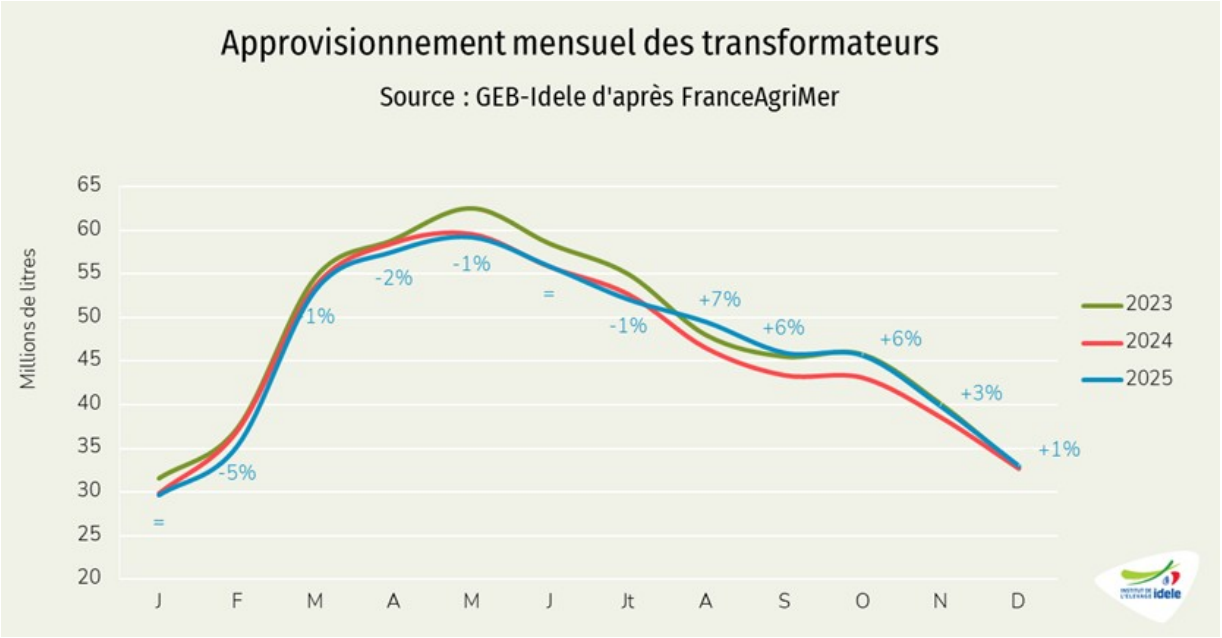
Sur le mois de décembre, les livraisons sont en hausse de 9% en AURA et en Centre-Val de Loire, de 7% en Pays de la Loire et de 4% Nouvelle-Aquitaine et en Occitanie.

Hausse des approvisionnements totaux

Les **stocks de produits de report caprins sont en légère hausse sur un an en décembre (+1% /2024) et en retrait par rapport au mois de novembre (-17%).**

Les industriels français ont importé 4,6 millions de litres équivalent lait en décembre (-22% /2024 et -7% / novembre 2025). **En cumul annuel, les importations s’élèvent à un peu moins de 60 millions de litres équivalent lait (+16% /2024 mais -15% /2022).** Elles ont permis de compenser le fort recul de la collecte sur les premiers mois de l’année alors que la consommation était quant à elle dynamique.

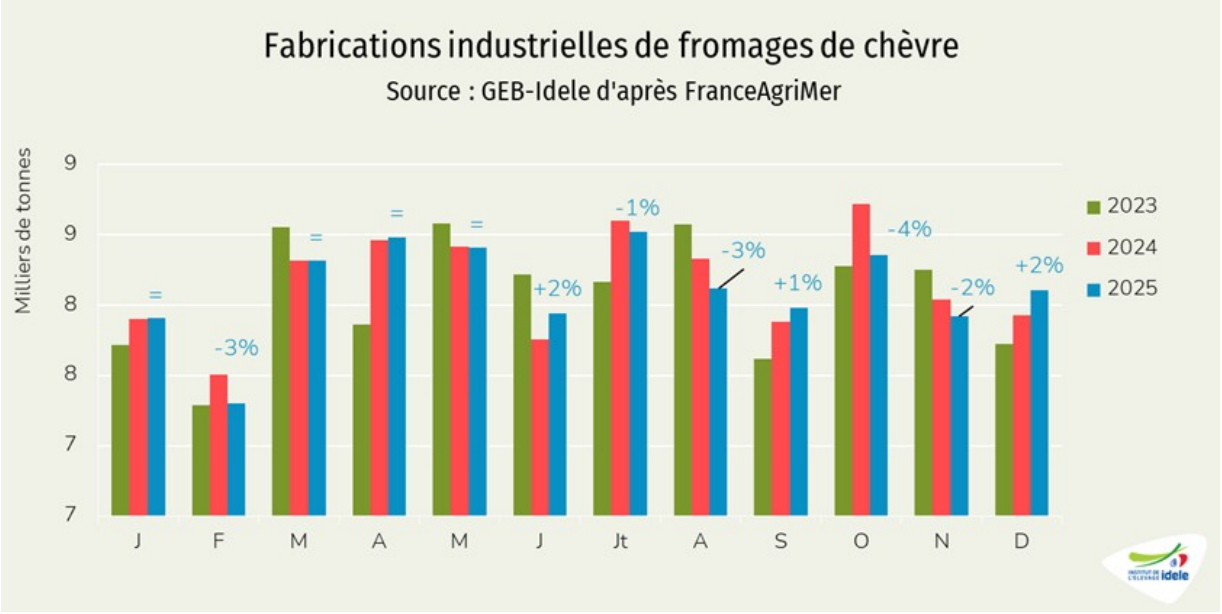
Les approvisionnements des transformateurs affichent une petite hausse par rapport à décembre 2024, à 33,0 millions de litres (+1% /2024).



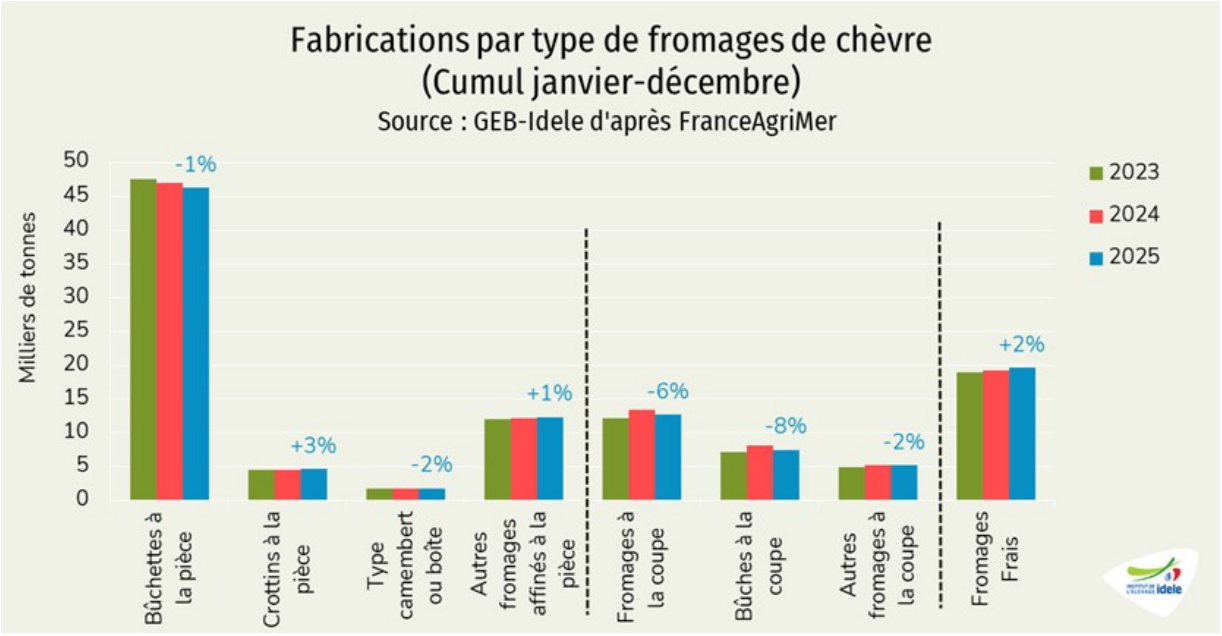
En cumul sur l'année 2025, ils ont donc transformé 557 millions de litres de lait de chèvre (collecte et importations), un niveau légèrement supérieur à 2024 (+1,2% /2024).

Fabrications de fromages stables, ultra-frais en hausse

Les fabrications de fromages de chèvre sont en hausse de 2,3% d'une année sur l'autre en décembre, totalisant 8 109 tonnes. **En cumul depuis janvier, les volumes atteignent 97 370 tonnes (-0,5% /2024).**

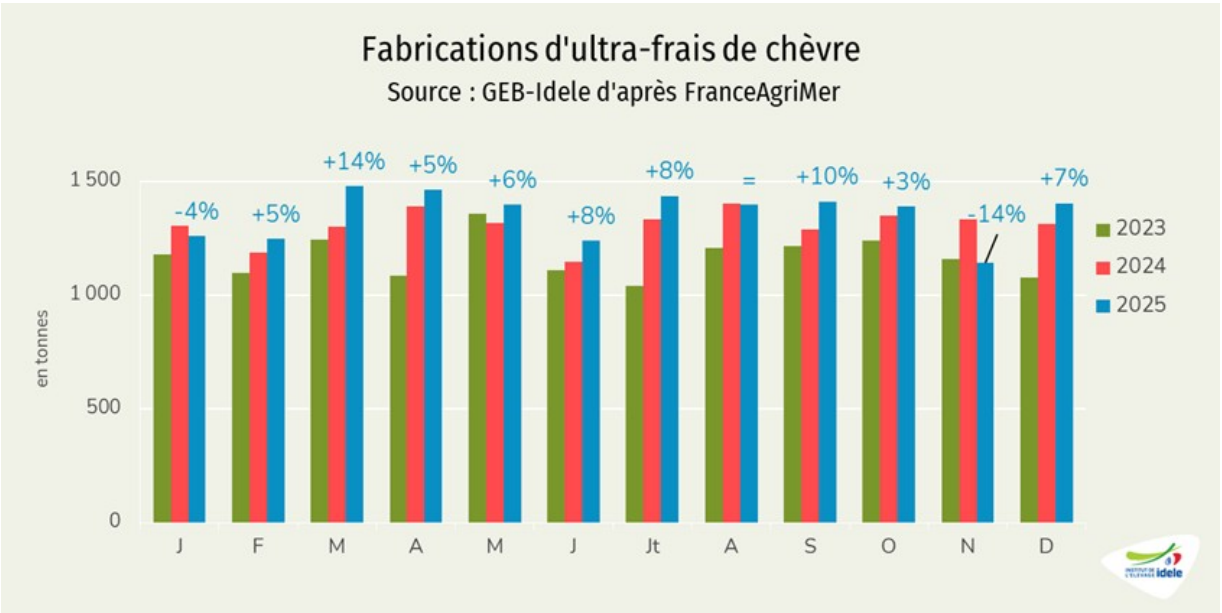


Les **fromages de chèvre dits « à la coupe »**, c'est-à-dire destinés à la restauration hors domicile et à l'industrie agro-alimentaire, ont souffert en 2025 des difficultés économiques des restaurants. Les volumes fabriqués sont **en recul de 6% /2024, avec notamment une baisse de 8% des bûches de 1kg.** Les **fromages frais progressent significativement (+2% /2024) principalement grâce à la forte croissance des « spécialités fromagères à tartiner » (+5% /2024) et des « autres fromages frais » (+12%).**



En cumul, les fabrications de fromages de chèvres à la pièce destinés à la vente au détail sont en recul de 1% /2024. La bûchette reste leader en volume mais recule en cumul depuis le début de l'année (-1% /2024), malgré un mois de décembre en hausse (+8% /2024). Des promotions de fin d'année ont boosté les ventes de fromages de chèvre fin 2025, nécessitant des hausses de fabrications. Les crottins progressent légèrement (+3% /2024) ainsi que les autres fromages affinés à la pièce (+1% /2024), tandis que les pyramident décrochent (-10% /2024).

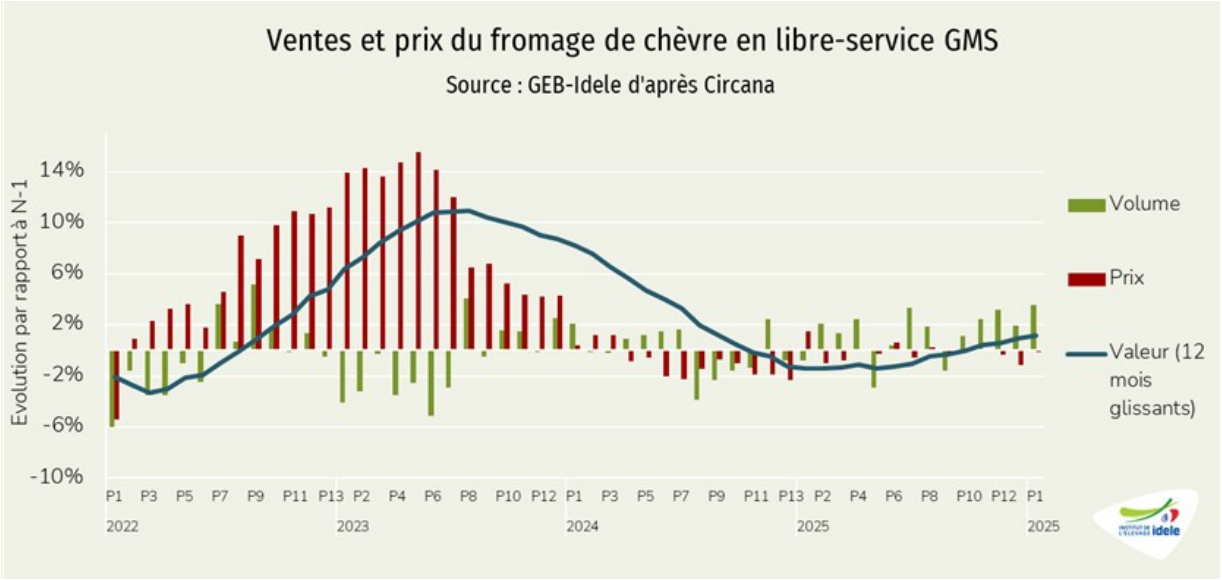
L'ultra-frais termine 2025 sur sa bonne dynamique, avec 1 400 tonnes fabriquées en décembre (+7% /2024).



En cumul sur l'année, les fabrications d'ultra-frais sont en hausse de 4% /2024, à 16 250 tonnes. Quant au lait de consommation, 11 440 litres ont été mis en bouteilles en 2025, soit un recul de 2% /2024.

Les marques nationales reprennent du terrain

Au cours de la première période 2026 du panel Circana (du 29/12/2025 au 25/01/2026), les ventes de fromages de chèvre sont en hausse en volume (+3,5% /P1 2025) et en valeur (+3,3%). À noter que la P1 2025 comprenait aussi les derniers jours de 2024 et donc des achats dits « plaisirs » pour les fêtes. Les achats des ménages au rayon libre-service des grandes surfaces sont toujours sur une dynamique positive. Le prix moyen de vente est relativement stable (-0,1% /P1 2025).



Les marques nationales continuent de reprendre du terrain, avec des volumes en hausse de 7,7% sur la P1 2026 et de 2,5% en cumul annuel mobile CAM. Les marques de distributeurs affichent -0,2% sur la P1 2026 et seulement +0,7% en CAM. Les marques nationales ont 44% des parts de marché au rayon libre-service des GMS tandis que les MDD sont à 48% (-1 point /2024).

Ce dynamisme des achats cache de fortes disparités. Ainsi, **les AOP sont en retrait de 4,1% sur la première période et de 2,3% en cumul annuel mobile (CAM).** En CAM, les ventes de Rocamadour (seconde AOP caprine en volume) ont diminué de 3,7%, mais sur la seule première période, elles sont en hausse de 10%. Quant à la première AOP caprine, le Sainte-Maure-de-Touraine, elle affiche une baisse de 0,2% sur la P1 2026 et de 4% en CAM.

Les achats de fromages bio par les ménages ont reculé de 6,2% en CAM, mais sont en hausse de 11,9% sur la P1.

Quant aux produits frais, leur dynamisme se confirme dans les achats, en hausse de 23,1% en CAM.

Lait de chèvre et viande » Prix du lait de chèvre »

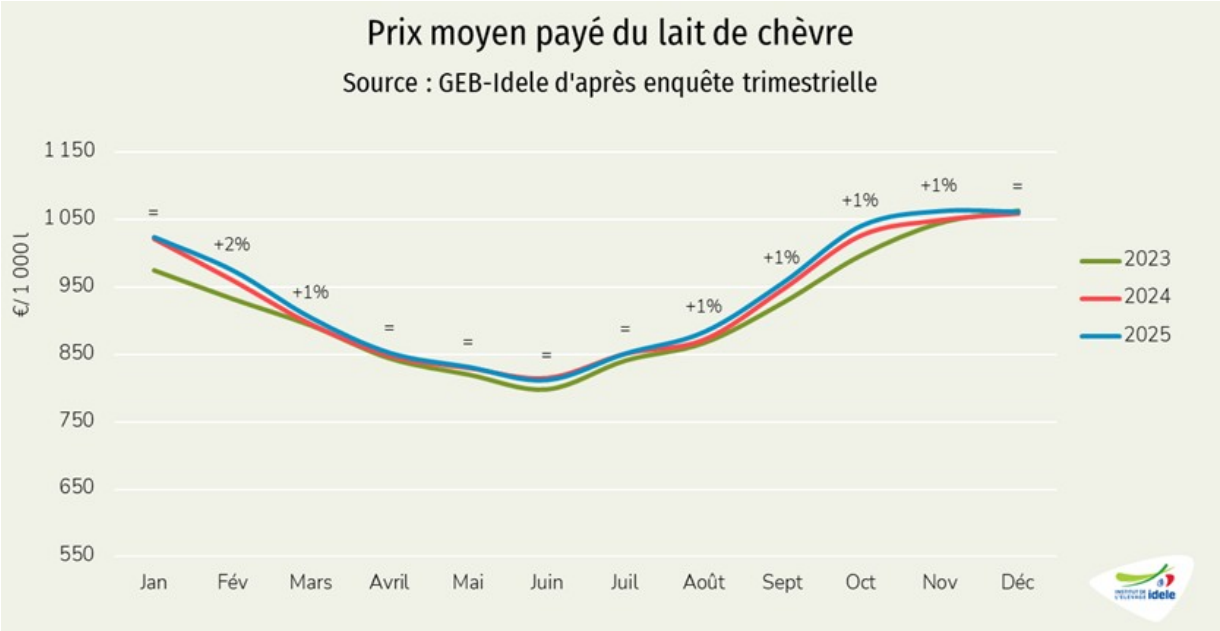
Le prix du lait de chèvre affiche une légère hausse en 2025

Dernière révision le 22 février 2026

En moyenne annuelle, le prix du lait de chèvre payé aux producteurs s'est élevé à 920 €/1 000 L en 2025. Une légère hausse permise notamment par l'augmentation du taux de matière protéique. En Espagne et aux Pays-Bas aussi le prix du lait est en hausse.

+11€ pour le prix payé en 2025

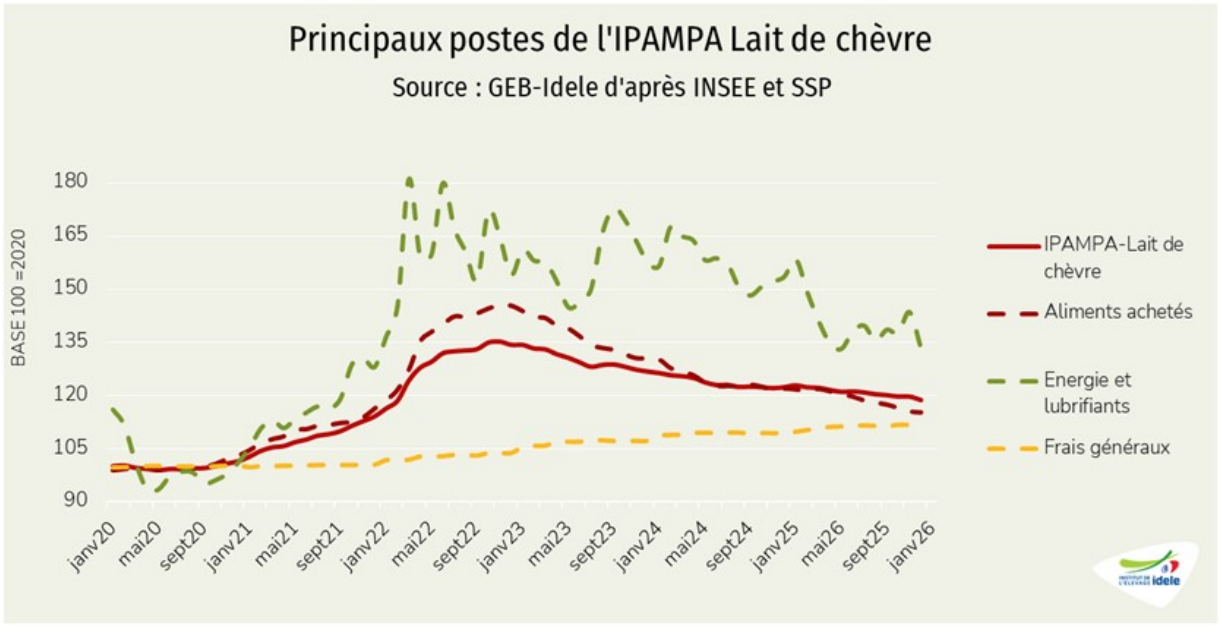
À 1 054 € les 1 000 litres au quatrième trimestre 2025 (+1,1% /2024), le prix moyen payé aux producteurs de lait de chèvre est supérieur de 11 € à 2024 et de 22 € à 2023. Cette hausse du prix payé découle de la légère augmentation du taux de matière grasse et de celle plus significative du taux de matière protéique. Le prix de base montre lui aussi une légère augmentation (+0,3% /2024).



En moyenne en 2025, le prix du lait payé aux producteurs s'est élevé à 920 €/1 000 L, soit une hausse de 0,8% /2024 (+8€ /2024 et +20€ /2023). Le prix de base s'élève à 828 €/1 000 L, en hausse de 4€ /2024 (+0,5%).

Légère baisse de l'IPAMPA sur un an

Les charges en élevage caprin suivies par l'IPAMPA (représentant 73% des charges totales) sont en léger recul sur un mois et sur un an. **L'indice IPAMPA lait de chèvre moyen 2025 est à 121, soit une baisse de 2,2% sur un an.**



À l'indice 118,9 en décembre, soit -0,8% sur un mois et -3,0% sur un an, l'IPAMPA lait de chèvre recule sensiblement.

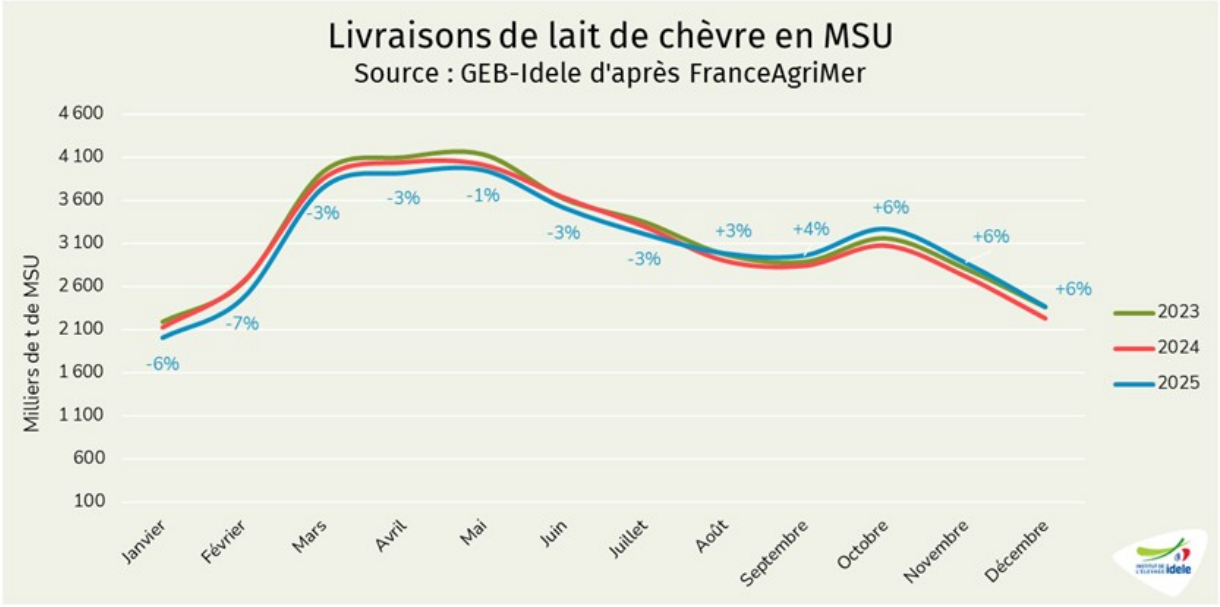
- Le poste aliments achetés est à l'indice 115,3, soit -0,2% /novembre 2025 et -5,6% sur un an ;
- Le poste énergie et lubrifiant est à l'indice 133,4, en baisse (-7,1% sur un mois, -13,1% sur un an) ;
- Les frais généraux sont à l'indice 111,6, soit -0,1% sur un mois et +1,9% sur un an.

Certaines charges non couvertes par l'IPAMPA, tels que les travaux réalisés par des tiers, les fermages ou encore le coût de la main-d'œuvre, ont continué de progresser.

Plus de matière protéique en 2025

En moyenne sur le quatrième trimestre 2025, les quantités de matière grasse et de matière protéique dans le lait sont en hausse de respectivement +0,2 et 0,5 g/L (soit +0,3 et +1,4% /2024). **Sur l'année, le taux de matière grasse recule très légèrement, à 39,8 g/L (-0,1 g/L, et -0,1% /2024) et le taux de matière protéique progresse plus significativement, à 35,4 g/L (+0,2 g/L, soit +0,7% /2024).**

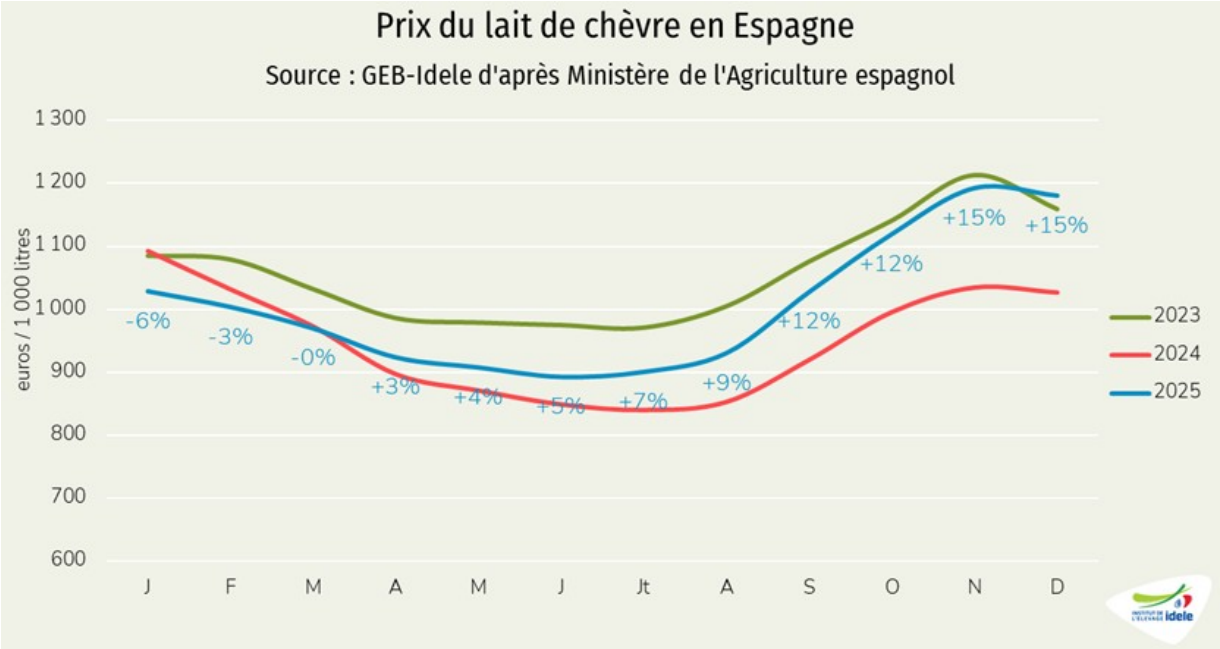
En matière sèche utile (MSU), les livraisons sont en léger recul (-0,2% /2024).



Si l'on considère uniquement la matière protéique, importante pour la fabrication des fromages, la quantité livrée en 2025 est en légère hausse (+0,1% /2024).

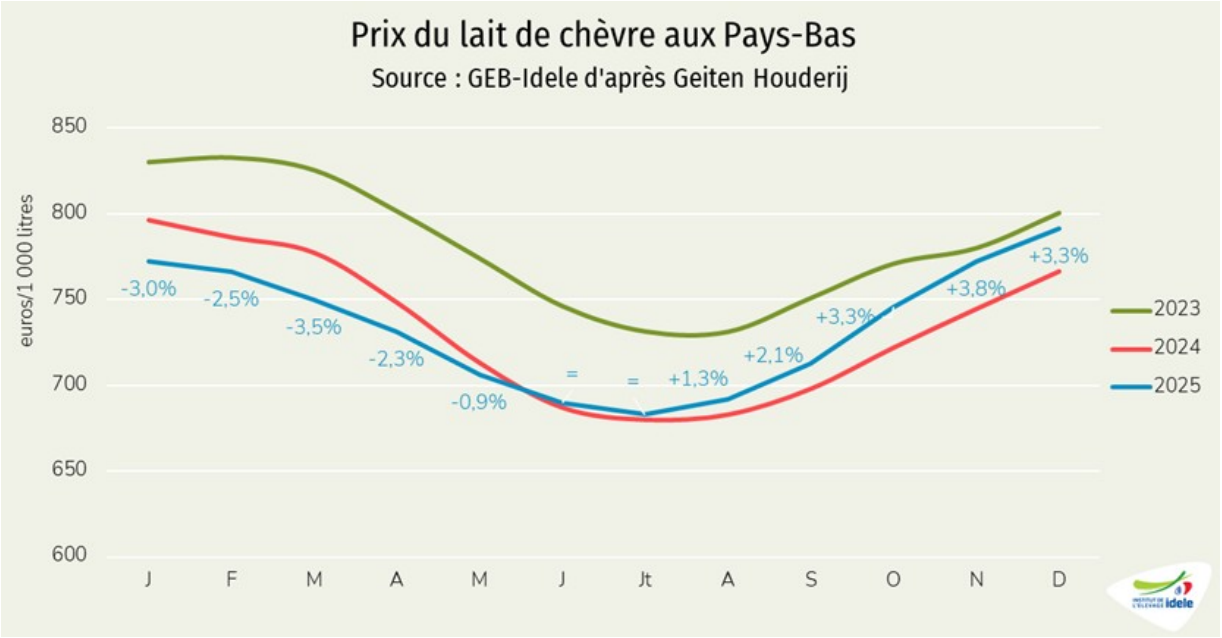
Hausse du prix en Espagne et aux Pays-Bas

Chez nos voisins espagnols le prix payé est à 1 181 €/1 000 L en décembre, soit +15% /2024. **Le prix moyen annuel pondéré par les volumes mensuels est de 988 €/1 000 L en 2025, soit +50 € /2024 ou +5%**.



Les syndicats de producteurs avaient alerté le gouvernement espagnol au cours de l'hiver 2024-2025 et du printemps 2025 sur la crise traversée par la production laitière caprine, avec des coûts de production largement non couverts par le prix du lait actuel, les charge ayant fortement augmenté. Conséquence, de nombreuses exploitations ont cessé de livrer du lait. En Andalousie par exemple, première région productrice avec 46% du lait de chèvre espagnol, les volumes livrés ont diminué de 6% /2024. Cette baisse de l'offre a entraîné des hausses de prix significatives au second semestre. Mais **la production n'est pas repartie pour autant et la collecte de lait est en retrait de 5% /2024 sur l'année.**

Aux Pays-Bas, le prix du lait affiche une hausse constante sur les derniers mois de l'année, pour atteindre 791 €/1 000 L en décembre (+3,3% /2024).



Les données de production laitière ne sont pas disponibles pour les Pays-Bas en 2025. On peut cependant supposer que les conclusions du rapport VGO-III sur l'analyse des liens entre élevage caprin et pneumonies chez l'homme ne vont pas faciliter la vie des éleveurs caprins néerlandais. En effet, ce rapport (le troisième sur le sujet) met en avant un risque accru de déclarer une pneumonie de 73 % dans un rayon de 500 mètres autour d'un élevage caprin et de 19 % jusqu'à une distance d'un kilomètre. Il recommande donc de prendre des précautions, en attendant que toutes les incertitudes scientifiques soient levées. Le moratoire sur l'extension et la création de nouveaux élevages (Geitenstop, depuis 2018 dans certaines provinces) va probablement être assorti de nouvelles contraintes sur les habitations privées, maisons de retraites… qui ne pourront être construites dans un rayon de 500 m voire 1 km autour des élevages caprins. Alors même que *« le lien de cause à effet entre la pneumonie et l'origine des agents pathogènes reste flou »* selon Nico Verduin, président de NGZO (fédération des transformateurs de lait de chèvre) cité dans le journal Nieuwe Oogst.

Dossier annuel Bovins viande Année 2025 – Perspectives 2026

Dernière révision le 21 février 2026

Envolée des prix en 2025 – Manque d'offre et situation sanitaire compliquée.

Jamais les prix des bovins ne s'étaient autant accrus qu'en cette année 2025. Il faut dire que **le manque d'offre de viande bovine est criant, aussi bien en France que dans l'ensemble de l'Europe, le cheptel ne cessant de se réduire**. Dans les régions françaises, **les maladies vectorielles, avec les nombreux foyers de MHE et FCO 8 et 3 depuis 2023-2024**, ont limité les croissances, provoqué de la mortalité, et se sont ajoutées aux effets de la décapitalisation pour faire reculer les naissances.

Le bilan d'approvisionnement français connaît dans ce contexte une baisse proche de celle de l'offre. Vis à vis d'une Europe qui manque de viande, **les importations françaises restent limitées et les exportations en légère croissance**. Alors que la **hausse des prix est répercutée progressivement aux consommateurs**, la demande intérieure se montre résistante.

Le maigre est particulièrement rare et recherché, pour des ventes vers l'Italie et l'Espagne aussi bien que vers les engraisseurs français. Les cours des broutards ont décollé dès le printemps, avec beaucoup de réactivité et d'amplitude. Les cours des jeunes bovins ont suivi, mais avec un léger décalage. Les naisseurs-engraisseurs ont préféré vendre davantage de broutards que les années précédentes face aux aléas sanitaires, aux hausses de prix du maigre pas encore pleinement exprimées dans ceux du gras, et aux besoins de trésorerie largement majorés.

Les revenus des éleveurs en hausse malgré une hétérogénéité qui se renforce

Les revenus des éleveurs bénéficient heureusement de la hausse des prix des bovins. **Les exploitations spécialisées atteignent en 2025 des niveaux historiquement hauts**, aussi bien les naisseurs que les naisseurs-engraisseurs.

Quant aux **exploitations de polyculture-élevage, au plus haut en 2022, elles se relèvent de deux années difficiles** grâce à l'atelier viande qui vient compenser la difficile conjoncture des cultures.

L'hétérogénéité des résultats des exploitations se renforce alors que les facteurs responsables se multiplient : volatilité des cours mais aussi changements et aléas climatiques et sanitaires, qui se répercutent sur les performances techniques et la productivité globale. On note aussi qu'une partie des éleveurs voient leurs revenus minorés par la hausse des investissements, reflétant la hausse des prix des équipements mais aussi un probable regain d'optimisme des éleveurs.

Vers un ralentissement de la décapitalisation en 2026?

Alors que le maintien de la production reste l'enjeu majeur de la filière, **2026 marquera-t-elle le début d'un ralentissement durable de la décapitalisation? Le cheptel de génisses est abondant et le contexte de prix porteur.** Pour inciter à la consolidation des cheptels et à l'installation de nouveaux éleveurs, certains obstacles restent à lever, comme des besoins en trésorerie et en capitaux de plus en plus lourds. Des évolutions à suivre de près en 2026…

Cliquez sur l'image pour télécharger gratuitement ce Dossier Économie de l'Élevage :

DOSSIER ANNUEL

BOVINS VIANDE

Année 2025
Perspectives 2026

N° 563
Janvier 2026

Économie de l'élevage

INSTITUT DE L'ELEVAGE idele

ENVOLÉE DES PRIX EN 2025
Manque d'offre et situation sanitaire compliquée



LE MARCHÉ DES GROS BOVINS ET DES VEAUX
Baisse de l'offre, hausse des prix

LES RÉSULTATS DES EXPLOITATIONS
Des cours au rendez-vous qui insufflent une forte hausse aux revenus

PRÉVISIONS 2026
Vers une baisse de production moins prononcée qu'en 2025

Confédération Nationale de l'Elevage
CNE

inosys